



HAUTES-PYRÉNÉES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°65-2023-321

PUBLIÉ LE 6 NOVEMBRE 2023

Sommaire

ARS Occitanie, Délégation Départementale des Hautes-Pyrénées / Pôle

Animation Territoriale

65-2023-10-30-00004 - Arrêté fixant les tableaux de la garde ambulancière du mois de novembre 2023 dans le département des Hautes-Pyrénées (12 pages) Page 4

65-2023-10-26-00018 - Arrêté portant avenant n°3 au cahier des charges pour l'organisation de la garde et de la réponse à la demande de transports sanitaires urgents dans le département des Hautes-Pyrénées (41 pages) Page 17

DDETSPP Hautes-Pyrénées / POLITIQUES SOCIALES ET ACCES A L EMPLOI

65-2023-09-05-00010 - Jardins Services Loc - Déménagement d'un organisme de services à la personne (2 pages) Page 59

DDT Hautes-Pyrenees / SEREF

65-2023-10-30-00001 - Arrêté préfectoral d'application du régime forestier sur la commune d'Ossun (3 pages) Page 62

65-2023-10-30-00007 - Arrêté préfectoral d'application du régime forestier sur la commune de Lacassagne (3 pages) Page 66

65-2023-10-30-00002 - Arrêté préfectoral d'autorisation de défrichement de bois et forêts sur la commune de ARTALENS-SOUIN (14 pages) Page 70

DDT Hautes-Pyrenees / SEREF/BBCF

65-2023-10-27-00003 - Arrêté préfectoral autorisant la régulation du sanglier sur les communes de Tarbes, Bordères-sur-Echez, Bazet, Bours, Aureilhan et Séméac du 1er novembre au 30 novembre 2023 (6 pages) Page 85

65-2023-10-27-00002 - Arrêté préfectoral autorisant la régulation du sanglier, du chevreuil, du cerf et du daim sur des parties des communes de Lannemezan, Capvern, Avezac-Prat-Lahitte et La Barthe-de-Neste du 1er novembre 2023 au 30 novembre 2023 (6 pages) Page 92

65-2023-11-02-00001 - Arrêté Préfectoral modificatif concernant la modification de la validité de l'intervention d'ECOGEA pour une pêche électrique sur les Nestes (2 pages) Page 99

65-2023-10-27-00004 - Arrêté préfectoral portant prescriptions particulières à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement relatif au curage et à l'évacuation des atterrissements dans le canal de fuite et à l'aval de la centrale - commune de St Pe de Bigorre (8 pages) Page 102

DDT Hautes-Pyrenees / SEREF/Bureau Qualité Milieu Aquatiques

65-2023-11-02-00002 - AP abrogation agrément de l'entreprise SERRES Patrick pour l'exercice de l'activité de vidange des installations d'assainissement non-collectif (2 pages) Page 111

Direction des services départementaux de l'Education Nationale des Hautes-Pyrénées / Service départemental jeunesse, engagement et sport des Hautes-Pyrénées

65-2023-10-27-00001 - ARRETE COLLECTIF AGREMENT JEP 8 A 11 (2 pages) Page 114

DREAL Occitanie / Mission Concession

65-2023-10-27-00005 - Arrêté modifiant l'arrêté préfectoral n° 65-2023-06-27-00002 du 27 juin 2023 autorisant la réalisation de divers travaux de génie civil et de mécanique Concession hydroélectrique de Fabian-Écharts (3 pages) Page 117

Préfecture des Hautes-Pyrénées / Direction de la citoyenneté et des collectivités locales

65-2023-10-30-00005 - Arrêté portant autorisation de la vente d'un ensemble immobilier par la congrégation de soeurs de St Joseph de Tarbes (2 pages) Page 121

Préfecture des Hautes-Pyrénées / Direction des services du cabinet - Bureau de la représentation

65-2023-11-03-00002 - Arrêté accordant la médaille d'honneur Agricole - promotion du 1er janvier 2024 (2 pages) Page 124

65-2023-11-03-00003 - Arrêté accordant la médaille d'honneur régionale, départementale et communale - promotion du 1er janvier 2024 (10 pages) Page 127

65-2023-11-03-00001 - Arrêté préfectoral accordant la médaille du travail - promotion du 1er janvier 2024 (26 pages) Page 138

Préfecture des Hautes-Pyrénées / Secrétariat Général - Direction des libertés publiques - Bureau Collectivités Territoriales

65-2023-11-06-00001 - Arrêté préfectoral portant dissolution du syndicat mixte du Plateau de Lannemezan et des Vallées Neste Barousse (2 pages) Page 165

ARS Occitanie, Délégation Départementale des
Hautes-Pyrénées

65-2023-10-30-00004

Arrêté fixant les tableaux de la garde
ambulancière du mois de novembre 2023 dans
le département des Hautes-Pyrénées

**Arrêté fixant les tableaux de la garde ambulancière
du mois de novembre 2023 dans le département des Hautes-Pyrénées**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L.6312-1 à L.6312-5, L.6313-1, R.6312-1 à R.6312-43, et R.6313-1 à R.6314-6 ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret du 20 avril 2022 portant nomination de M. Didier JAFFRE en qualité de Directeur général de l'agence régionale de santé Occitanie ;

VU le décret n° 2022-631 du 22 avril 2022 portant réforme des transports sanitaires urgents et de leur participation à la garde ;

VU le décret n° 2022-621 du 22 avril 2022 relatif aux actes de soins d'urgence relevant de la compétence des sapeurs-pompiers ;

VU l'arrêté du 22 avril 2022 fixant le montant et les modalités de versement de l'indemnité de substitution pour la mobilisation d'un services d'incendie et de secours sur un secteur non cout par une garde ambulancière ;

VU l'arrêté du 26 avril 2022 relatif aux plafonds d'heures de garde pour l'organisation de la garde prévue à l'article R.6312-19 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 26 avril 2022 relatif aux critères, aux modalités de désignation ainsi qu'aux obligations et missions de l'association des transports sanitaires d'urgence la plus représentative au plan départemental ;

VU la décision ARS OCCITANIE 2022-1843 en date du 20 avril 2022 portant délégation de signature du Directeur général de l'agence régionale de santé Occitanie ;

VU l'arrêté ARS OCCITANIE en date du 20 octobre 2022 fixant le cahier des charges départemental et les conditions d'organisation de la garde des transports sanitaires du département des Hautes-Pyrénées ;

VU l'arrêté ARS OCCITANIE en date du 30 janvier 2023 portant avenant n° 1 au cahier des charges départemental et les conditions d'organisation de la garde des transports sanitaires du département des Hautes-Pyrénées ;

VU l'arrêté ARS OCCITANIE en date du 25 avril 2023 portant avenant n° 2 au cahier des charges départemental et les conditions d'organisation de la garde des transports sanitaires du département des Hautes-Pyrénées ;

VU l'arrêté ARS OCCITANIE en date du 26 octobre 2023 portant avenant n° 3 au cahier des charges départemental et les conditions d'organisation de la garde des transports sanitaires du département des Hautes-Pyrénées ;

CONSIDERANT la proposition de tableaux de garde établie par l'association de « Secours Ambulances Services 65 » en concertation avec les professionnels des transports sanitaires du département ;

CONSIDERANT que la garde ambulancière est organisée sur toute partie du territoire départemental et à tout moment de la journée et de la nuit, où l'activité des transports urgents, à la demande du service d'aide médicale urgente, justifie la mise en place de moyens dédiés ;

CONSIDERANT qu'il appartient au Directeur général de l'agence régionale de santé Occitanie d'arrêter le tableau de garde établissant la liste des entreprises de garde ;

SUR proposition de la directrice de la délégation départementale des Hautes-Pyrénées de l'agence régionale de santé Occitanie ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La garde ambulancière s'effectue 7 jours sur 7 en H24 sur le département des Hautes-Pyrénées suivant les modalités définies dans le cahier des charges départemental fixant le cadre et les conditions d'organisation de la garde des transports sanitaires dans les Hautes-Pyrénées.

ARTICLE 2 : Pendant la garde, toutes les demandes de transports sanitaires urgents sont adressées par le SAMU 65-Centre 15. Les entreprises mentionnées au tableau de garde doivent, pendant la durée de celle-ci :

- répondre aux appels du SAMU 65-Centre15 ;
- mobiliser un équipage et un véhicule de catégorie A ou C dont l'activité est réservée aux seuls transports demandés par le SAMU65-Centre 15 ;
- assurer les transports demandés par le SAMU 65-Centre 15 dans les délais fixés par celui-ci ;
- informer le centre de réception et de régulation des appels médicaux du SAMU 65 de leur départ en mission et de l'achèvement de celle-ci.

ARTICLE 3 : Les manquements prévus par le code de la santé publique et relevés par le SAMU 65-Centre 15 sont communiqués au Directeur général de l'agence régionale de santé Occitanie, à l'association de « Secours Ambulances Services 65 et à la caisse primaire d'assurance maladie des Hautes-Pyrénées.

ARTICLE 4 : Les tableaux de la garde ambulancière pour la période du 1^{er} au 30 novembre 2023 sont annexés au présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera communiqué au SAMU 65, à la caisse primaire d'assurance maladie chargée du versement de la rémunération aux entreprises de transports sanitaires, à l'association de « Secours Ambulances Services 65 », au service départemental d'incendie et de secours ainsi qu'aux entreprises de transports sanitaires du département.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut être contesté devant le tribunal administratif territorialement compétent qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr, dans le délai de deux mois à compter de sa notification pour les intéressés et de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées pour les tiers.

ARTICLE 7 : La directrice de la délégation départementale des Hautes-Pyrénées de l'agence régionale de santé Occitanie est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées.

A Tarbes, le 30 octobre 2023
P/Le Directeur général et par délégation,
La Directrice départementale,


Manon MORDELET

ANNEXE DE L'ARRETÉ DU 30 OCTOBRE 2023

Mois : NOVEMBRE 2023

| | | |
|-------------|------------------------|----------|
| N° agrément | AMBULANCES JACOMET | 65027814 |
| | AMBULANCES LES ETOILES | 65131003 |
| | AMBULANCES NESTES | 65040493 |
| | AMBULANCES MAGNOAC | 65160604 |

Secteur : LANNEMEZAN

| JOUR | JOUR | MOIS | PERIODE | NOM ENTREPRISE | LOCALISATION DE LA GARDE | NOMBRE DE VEHICULES MIS A DISPOSITION |
|-----------------|-----------|-----------------|---------|------------------------|--------------------------|---------------------------------------|
| MERCREDI | 1 | NOVEMBRE | 8h-20h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| | | | 20h-6h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| JEUDI | 2 | NOVEMBRE | 6h-13h | AMBULANCES LES ETOILES | TRIE-SUR-BAÏSE | 1 |
| | | | 13h-20h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| | | | 20h-6h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| VENDREDI | 3 | NOVEMBRE | 6h-13h | AMBULANCES LES ETOILES | TRIE-SUR-BAÏSE | 1 |
| | | | 13h-20h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| | | | 20h-8h | AMBULANCES NESTES | SARRANCOLIN | 1 |
| SAMEDI | 4 | NOVEMBRE | 8h-20h | AMBULANCES MAGNOAC | CASTELNAU-MAGNOAC | 1 |
| | | | 20h-8h | AMBULANCES NESTES | SARRANCOLIN | 1 |
| DIMANCHE | 5 | NOVEMBRE | 8h-20h | AMBULANCES MAGNOAC | CASTELNAU-MAGNOAC | 1 |
| | | | 20h-6h | AMBULANCES NESTES | SARRANCOLIN | 1 |
| LUNDI | 6 | NOVEMBRE | 6h-13h | AMBULANCES LES ETOILES | TRIE-SUR-BAÏSE | 1 |
| | | | 13h-20h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| | | | 20h-6h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| MARDI | 7 | NOVEMBRE | 6h-13h | AMBULANCES LES ETOILES | TRIE-SUR-BAÏSE | 1 |
| | | | 13h-20h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| | | | 20h-6h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| MERCREDI | 8 | NOVEMBRE | 6h-13h | AMBULANCES MAGNOAC | CASTELNAU-MAGNOAC | 1 |
| | | | 13h-20h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| | | | 20h-6h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| JEUDI | 9 | NOVEMBRE | 6h-13h | AMBULANCES MAGNOAC | CASTELNAU-MAGNOAC | 1 |
| | | | 13h-20h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| | | | 20h-6h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| VENDREDI | 10 | NOVEMBRE | 6h-13h | AMBULANCES MAGNOAC | CASTELNAU-MAGNOAC | 1 |
| | | | 13h-20h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| | | | 20h-8h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| SAMEDI | 11 | NOVEMBRE | 8h-20h | AMBULANCES LES ETOILES | TRIE-SUR-BAÏSE | 1 |
| | | | 20h-8h | AMBULANCES LES ETOILES | TRIE-SUR-BAÏSE | 1 |
| DIMANCHE | 12 | NOVEMBRE | 8h-20h | AMBULANCES LES ETOILES | TRIE-SUR-BAÏSE | 1 |
| | | | 20h-6h | AMBULANCES LES ETOILES | TRIE-SUR-BAÏSE | 1 |
| LUNDI | 13 | NOVEMBRE | 6h-13h | AMBULANCES MAGNOAC | CASTELNAU-MAGNOAC | 1 |
| | | | 13h-20h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| | | | 20h-6h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| MARDI | 14 | NOVEMBRE | 6h-13h | AMBULANCES MAGNOAC | CASTELNAU-MAGNOAC | 1 |
| | | | 13h-20h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| | | | 20h-6h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| MERCREDI | 15 | NOVEMBRE | 6h-13h | AMBULANCES LES ETOILES | TRIE-SUR-BAÏSE | 1 |
| | | | 13h-20h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| | | | 20h-6h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| JEUDI | 16 | NOVEMBRE | 6h-13h | AMBULANCES LES ETOILES | TRIE-SUR-BAÏSE | 1 |
| | | | 13h-20h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| | | | 20h-6h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| VENDREDI | 17 | NOVEMBRE | 6h-13h | AMBULANCES LES ETOILES | TRIE-SUR-BAÏSE | 1 |
| | | | 13h-20h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| | | | 20h-8h | AMBULANCES NESTES | SARRANCOLIN | 1 |
| SAMEDI | 18 | NOVEMBRE | 8h-20h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |

| | | | | | | |
|-----------------|-----------|-----------------|---------|------------------------|-------------------|---|
| | | | 20h-8h | AMBULANCES NESTES | SARRANCOLIN | 1 |
| DIMANCHE | 19 | NOVEMBRE | 8h-20h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| | | | 20h-6h | AMBULANCES NESTES | SARRANCOLIN | 1 |
| LUNDI | 20 | NOVEMBRE | 6h-13h | AMBULANCES LES ETOILES | TRIE-SUR-BAÏSE | 1 |
| | | | 13h-20h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| | | | 20h-6h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| MARDI | 21 | NOVEMBRE | 6h-13h | AMBULANCES LES ETOILES | TRIE-SUR-BAÏSE | 1 |
| | | | 13h-20h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| | | | 20h-6h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| MERCREDI | 22 | NOVEMBRE | 6h-13h | AMBULANCES MAGNOAC | CASTELNAU-MAGNOAC | 1 |
| | | | 13h-20h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| | | | 20h-6h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| JEUDI | 23 | NOVEMBRE | 6h-13h | AMBULANCES MAGNOAC | CASTELNAU-MAGNOAC | 1 |
| | | | 13h-20h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| | | | 20h-6h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| VENREDI | 24 | NOVEMBRE | 6h-13h | AMBULANCES MAGNOAC | CASTELNAU-MAGNOAC | 1 |
| | | | 13h-20h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| | | | 20h-8h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| SAMEDI | 25 | NOVEMBRE | 8h-20h | AMBULANCES LES ETOILES | TRIE-SUR-BAÏSE | 1 |
| | | | 20h-8h | AMBULANCES LES ETOILES | TRIE-SUR-BAÏSE | 1 |
| DIMANCHE | 26 | NOVEMBRE | 8h-20h | AMBULANCES LES ETOILES | TRIE-SUR-BAÏSE | 1 |
| | | | 20h-6h | AMBULANCES LES ETOILES | TRIE-SUR-BAÏSE | 1 |
| LUNDI | 27 | NOVEMBRE | 6h-13h | AMBULANCES MAGNOAC | CASTELNAU-MAGNOAC | 1 |
| | | | 13h-20h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| | | | 20h-6h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| MARDI | 28 | NOVEMBRE | 6h-13h | AMBULANCES MAGNOAC | CASTELNAU-MAGNOAC | 1 |
| | | | 13h-20h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| | | | 20h-6h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| MERCREDI | 29 | NOVEMBRE | 6h-13h | AMBULANCES LES ETOILES | TRIE-SUR-BAÏSE | 1 |
| | | | 13h-20h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| | | | 20h-6h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| JEUDI | 30 | NOVEMBRE | 6h-13h | AMBULANCES LES ETOILES | TRIE-SUR-BAÏSE | 1 |
| | | | 13h-20h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |
| | | | 20h-6h | AMBULANCES JACOMET | LANNEMEZAN | 1 |

Mois : NOVEMBRE 2023

| | | |
|-------------|-----------------------|----------|
| N° agrément | AMBULANCES JEANNOT | 65099679 |
| | JC AMBULANCES | 65200807 |
| | GIE DU PAYS DES GAVES | 65100601 |
| | GIE HAUTES-PYRENEES | 65230208 |
| | AMBULANCES LEADER | 65089575 |
| | AMBULANCES CAUSSIEU | 65029372 |
| | AMBULANCES DES CIMES | 65050396 |

Secteur : LOURDES

| JOUR | JOUR | MOIS | PERIODE | NOM ENTREPRISE | LOCALISATION DE LA GARDE | NOMBRE DE VEHICULES MIS A DISPOSITION |
|----------|------|----------|---------|-----------------------|--------------------------|---------------------------------------|
| MERCREDI | 1 | NOVEMBRE | 8h-20h | JC AMBULANCES | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | AMBULANCES JEANNOT | LOURDES | 1 |
| JEUDI | 2 | NOVEMBRE | 8h-20h | JC AMBULANCES | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | AMBULANCES JEANNOT | LOURDES | 1 |
| VENDREDI | 3 | NOVEMBRE | 8h-20h | GIE DU PAYS DES GAVES | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | AMBULANCES JEANNOT | LOURDES | 1 |
| SAMEDI | 4 | NOVEMBRE | 8h-20h | GIE DU PAYS DES GAVES | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | AMBULANCES CAUSSIEU | LOURDES | 1 |
| DIMANCHE | 5 | NOVEMBRE | 8h-20h | GIE DU PAYS DES GAVES | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | AMBULANCES CAUSSIEU | LOURDES | 1 |
| LUNDI | 6 | NOVEMBRE | 8h-20h | GIE DU PAYS DES GAVES | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | AMBULANCES CAUSSIEU | LOURDES | 1 |
| MARDI | 7 | NOVEMBRE | 8h-20h | JC AMBULANCES | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | AMBULANCES JEANNOT | LOURDES | 1 |
| MERCREDI | 8 | NOVEMBRE | 8h-20h | JC AMBULANCES | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | AMBULANCES JEANNOT | LOURDES | 1 |
| JEUDI | 9 | NOVEMBRE | 8h-20h | AMBULANCES DES CIMES | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | AMBULANCES JEANNOT | LOURDES | 1 |
| VENDREDI | 10 | NOVEMBRE | 8h-20h | AMBULANCES DES CIMES | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | AMBULANCES JEANNOT | LOURDES | 1 |
| SAMEDI | 11 | NOVEMBRE | 8h-20h | AMBULANCES JEANNOT | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | AMBULANCES DES CIMES | LOURDES | 1 |
| DIMANCHE | 12 | NOVEMBRE | 8h-20h | AMBULANCES JEANNOT | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | AMBULANCES DES CIMES | LOURDES | 1 |
| LUNDI | 13 | NOVEMBRE | 8h-20h | GIE DU PAYS DES GAVES | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | AMBULANCES JEANNOT | LOURDES | 1 |
| MARDI | 14 | NOVEMBRE | 8h-20h | GIE DU PAYS DES GAVES | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | AMBULANCES JEANNOT | LOURDES | 1 |
| MERCREDI | 15 | NOVEMBRE | 8h-20h | JC AMBULANCES | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | GIE DU PAYS DES GAVES | LOURDES | 1 |
| JEUDI | 16 | NOVEMBRE | 8h-20h | JC AMBULANCES | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | GIE DU PAYS DES GAVES | LOURDES | 1 |
| VENDREDI | 17 | NOVEMBRE | 8h-20h | AMBULANCES JEANNOT | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | AMBULANCES JEANNOT | LOURDES | 1 |
| SAMEDI | 18 | NOVEMBRE | 8h-20h | AMBULANCES CAUSSIEU | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | AMBULANCES JEANNOT | LOURDES | 1 |
| DIMANCHE | 19 | NOVEMBRE | 8h-20h | GIE DU PAYS DES GAVES | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | AMBULANCES JEANNOT | LOURDES | 1 |
| LUNDI | 20 | NOVEMBRE | 8h-20h | GIE DU PAYS DES GAVES | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | AMBULANCES JEANNOT | LOURDES | 1 |
| MARDI | 21 | NOVEMBRE | 8h-20h | AMBULANCES JEANNOT | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | GIE DU PAYS DES GAVES | LOURDES | 1 |
| MERCREDI | 22 | NOVEMBRE | 8h-20h | JC AMBULANCES | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | GIE DU PAYS DES GAVES | LOURDES | 1 |
| JEUDI | 23 | NOVEMBRE | 8h-20h | JC AMBULANCES | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | AMBULANCES CAUSSIEU | LOURDES | 1 |

| | | | | | | |
|-----------------|-----------|-----------------|--------|-----------------------|---------|---|
| VENDREDI | 24 | NOVEMBRE | 8h-20h | AMBULANCES JEANNOT | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | AMBULANCES CAUSSIEU | LOURDES | 1 |
| SAMEDI | 25 | NOVEMBRE | 8h-20h | AMBULANCES DES CIMES | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | AMBULANCES JEANNOT | LOURDES | 1 |
| DIMANCHE | 26 | NOVEMBRE | 8h-20h | AMBULANCES DES CIMES | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | AMBULANCES JEANNOT | LOURDES | 1 |
| LUNDI | 27 | NOVEMBRE | 8h-20h | AMBULANCES JEANNOT | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | AMBULANCES DES CIMES | LOURDES | 1 |
| MARDI | 28 | NOVEMBRE | 8h-20h | AMBULANCES JEANNOT | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | AMBULANCES DES CIMES | LOURDES | 1 |
| MERCREDI | 29 | NOVEMBRE | 8h-20h | JC AMBULANCES | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | GIE DU PAYS DES GAVES | LOURDES | 1 |
| JEUDI | 30 | NOVEMBRE | 8h-20h | JC AMBULANCES | LOURDES | 1 |
| | | NOVEMBRE | 20h-8h | GIE DU PAYS DES GAVES | LOURDES | 1 |

Mois : NOVEMBRE 2023

| | | |
|-------------|--------------------------|----------|
| N° agrément | AMBULANCES VICTOR | 65079268 |
| | AMBULANCES FILHOL - C.H. | 65010290 |
| | AMBULANCES CARRERE | 65067916 |
| | AMBULANCES JACOB | 65119062 |
| | AMBULANCES LALANNE | 65091200 |
| | GIE DU PAYS DES GAVES | 65100601 |
| | AMBULANCES VERDOUX | 65067912 |
| | AMBULANCES JULIEN | 65357312 |
| | AMBULANCES DU SUD | 65029985 |
| | AMBULANCE DE LA VALLÉE | 65098651 |
| | AMBULANCES POMES | 65057917 |
| | GIE HAUTES-PYRENEES | 65230208 |
| | AMBULANCES LEADER | 65089575 |
| | AMBULANCES MATHIEU | 65039373 |
| | AMBULANCES JEANNOT | 65099679 |

Secteur : TARBES

| JOUR | JOUR | DATE | PERIODE | NOM ENTREPRISE | LOCALISATION DE LA GARDE | NOMBRE DE VEHICULES MIS A DISPOSITION |
|----------|------|----------|---------|-----------------------|--------------------------|---------------------------------------|
| MERCREDI | 1 | NOVEMBRE | 08h-20h | AMBULANCES CARRERE | TARBES | 1 |
| | 1 | NOVEMBRE | 08h-20h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 1 | NOVEMBRE | 08h-18h | GIE DU PAYS DES GAVES | TARBES | 1 |
| | 1 | NOVEMBRE | 18h-02h | GIE DU PAYS DES GAVES | TARBES | 1 |
| | 1 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 1 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 1 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| JEUDI | 2 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 2 | NOVEMBRE | 08h-18h | AMBULANCES JEANNOT | TARBES | 1 |
| | 2 | NOVEMBRE | 13h-20h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 2 | NOVEMBRE | 18h-02h | GIE DU PAYS DES GAVES | TARBES | 1 |
| | 2 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 2 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 2 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| VENDREDI | 3 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 3 | NOVEMBRE | 08h-18h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 3 | NOVEMBRE | 13h-20h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 3 | NOVEMBRE | 18h-02h | LEADER AMBULANCES | TARBES | 1 |
| | 3 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 3 | NOVEMBRE | 20h-08h | AMBULANCES LALANNE | TARBES | 1 |
| | 3 | NOVEMBRE | 20h-08h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| SAMEDI | 4 | NOVEMBRE | 08h-20h | AMBULANCES VERDOUX | TARBES | 1 |
| | 4 | NOVEMBRE | 08h-20h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 4 | NOVEMBRE | 08h-18h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 4 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES JEANNOT | TARBES | 1 |
| | 4 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 4 | NOVEMBRE | 20h-08h | AMBULANCES LALANNE | TARBES | 1 |
| | 4 | NOVEMBRE | 20h-08h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| DIMANCHE | 5 | NOVEMBRE | 08h-20h | AMBULANCES JACOB | TARBES | 1 |
| | 5 | NOVEMBRE | 08h-20h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 5 | NOVEMBRE | 08h-18h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 5 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES JEANNOT | TARBES | 1 |
| | 5 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 5 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES LALANNE | TARBES | 1 |
| | 5 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES JULIEN | TARBES | 1 |
| LUNDI | 6 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 6 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 6 | NOVEMBRE | 08h-18h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 6 | NOVEMBRE | 13h-20h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 6 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES JEANNOT | TARBES | 1 |

| | | | | | | |
|-----------------|----|----------|---------|-----------------------|--------|---|
| | 6 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 6 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES JULIEN | TARBES | 1 |
| | 6 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| MARDI | 7 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 7 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 7 | NOVEMBRE | 08h-18h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 7 | NOVEMBRE | 13h-20h | AMBULANCES JACOB | TARBES | 1 |
| | 7 | NOVEMBRE | 13h-20h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 7 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 7 | NOVEMBRE | 18h-02h | GIE DU PAYS DES GAVES | TARBES | 1 |
| | 7 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 7 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| MERCREDI | 8 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 8 | NOVEMBRE | 08h-18h | GIE DU PAYS DES GAVES | TARBES | 1 |
| | 8 | NOVEMBRE | 13h-20h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 8 | NOVEMBRE | 18h-02h | GIE DU PAYS DES GAVES | TARBES | 1 |
| | 8 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 8 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES MATHIEU | TARBES | 1 |
| | 8 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| JEUDI | 9 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 9 | NOVEMBRE | 08h-18h | AMBULANCES JEANNOT | TARBES | 1 |
| | 9 | NOVEMBRE | 13h-20h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 9 | NOVEMBRE | 18h-02h | GIE DU PAYS DES GAVES | TARBES | 1 |
| | 9 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 9 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 9 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| VENDREDI | 10 | NOVEMBRE | 08h-18h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 10 | NOVEMBRE | 18h-02h | GIE DU PAYS DES GAVES | TARBES | 1 |
| | 10 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 10 | NOVEMBRE | 20h-08h | AMBULANCES CARRERE | TARBES | 1 |
| | 10 | NOVEMBRE | 20h-08h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 10 | NOVEMBRE | 13h-20h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 10 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| SAMEDI | 11 | NOVEMBRE | 08h-20h | AMBULANCES CARRERE | TARBES | 1 |
| | 11 | NOVEMBRE | 08h-20h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 11 | NOVEMBRE | 08h-18h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 11 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES JEANNOT | TARBES | 1 |
| | 11 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 11 | NOVEMBRE | 20h-08h | AMBULANCES JULIEN | TARBES | 1 |
| | 11 | NOVEMBRE | 20h-08h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| DIMANCHE | 12 | NOVEMBRE | 08h-20h | AMBULANCES CARRERE | TARBES | 1 |
| | 12 | NOVEMBRE | 08h-20h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 12 | NOVEMBRE | 08h-18h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 12 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES JEANNOT | TARBES | 1 |
| | 12 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 12 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 12 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| LUNDI | 13 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 13 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 13 | NOVEMBRE | 08h-18h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 13 | NOVEMBRE | 13h-20h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 13 | NOVEMBRE | 18h-02h | LEADER AMBULANCES | TARBES | 1 |
| | 13 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 13 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES MATHIEU | TARBES | 1 |
| | 13 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| MARDI | 14 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 14 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 14 | NOVEMBRE | 08h-18h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 14 | NOVEMBRE | 13h-20h | AMBULANCES JACOB | TARBES | 1 |
| | 14 | NOVEMBRE | 13h-20h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 14 | NOVEMBRE | 18h-02h | LEADER AMBULANCES | TARBES | 1 |

| | | | | | | |
|----------|----|----------|---------|-----------------------|--------|---|
| | 14 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 14 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VERDOUX | TARBES | 1 |
| | 14 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES JULIEN | TARBES | 1 |
| MERCREDI | 15 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 15 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 15 | NOVEMBRE | 08h-18h | GIE DU PAYS DES GAVES | TARBES | 1 |
| | 15 | NOVEMBRE | 13h-20h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 15 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES JEANNOT | TARBES | 1 |
| | 15 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 15 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VERDOUX | TARBES | 1 |
| | 15 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| JEUDI | 16 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 16 | NOVEMBRE | 08h-18h | AMBULANCES JEANNOT | TARBES | 1 |
| | 16 | NOVEMBRE | 13h-20h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 16 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES JEANNOT | TARBES | 1 |
| | 16 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 16 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VERDOUX | TARBES | 1 |
| | 16 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| VENDREDI | 17 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 17 | NOVEMBRE | 08h-18h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 17 | NOVEMBRE | 13h-20h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 17 | NOVEMBRE | 18h-02h | GIE DU PAYS DES GAVES | TARBES | 1 |
| | 17 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 17 | NOVEMBRE | 20h-08h | AMBULANCES MATHIEU | TARBES | 1 |
| | 17 | NOVEMBRE | 20h-08h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| SAMEDI | 18 | NOVEMBRE | 08h-18h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 18 | NOVEMBRE | 18h-02h | GIE DU PAYS DES GAVES | TARBES | 1 |
| | 18 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 18 | NOVEMBRE | 20h-08h | AMBULANCES JULIEN | TARBES | 1 |
| | 18 | NOVEMBRE | 20h-08h | AMBULANCES MATHIEU | TARBES | 1 |
| | 18 | NOVEMBRE | 08h-20h | AMBULANCES MATHIEU | TARBES | 1 |
| | 18 | NOVEMBRE | 08h-20h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| DIMANCHE | 19 | NOVEMBRE | 08h-20h | AMBULANCES JACOB | TARBES | 1 |
| | 19 | NOVEMBRE | 08h-20h | AMBULANCES MATHIEU | TARBES | 1 |
| | 19 | NOVEMBRE | 08h-18h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 19 | NOVEMBRE | 18h-02h | LEADER AMBULANCES | TARBES | 1 |
| | 19 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 19 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 19 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES MATHIEU | TARBES | 1 |
| LUNDI | 20 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 20 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 20 | NOVEMBRE | 08h-18h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 20 | NOVEMBRE | 13h-20h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 20 | NOVEMBRE | 18h-02h | LEADER AMBULANCES | TARBES | 1 |
| | 20 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 20 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 20 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| MARDI | 21 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 21 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 21 | NOVEMBRE | 08h-18h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 21 | NOVEMBRE | 13h-20h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 21 | NOVEMBRE | 13h-20h | AMBULANCES JACOB | TARBES | 1 |
| | 21 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES JEANNOT | TARBES | 1 |
| | 21 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 21 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 21 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| MERCREDI | 22 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 22 | NOVEMBRE | 08h-18h | GIE DU PAYS DES GAVES | TARBES | 1 |
| | 22 | NOVEMBRE | 13h-20h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 22 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES JEANNOT | TARBES | 1 |
| | 22 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |

| | | | | | | |
|-----------------|----|----------|---------|-----------------------|--------|---|
| | 22 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES JULIEN | TARBES | 1 |
| | 22 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| JEUDI | 23 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 23 | NOVEMBRE | 08h-18h | AMBULANCES JEANNOT | TARBES | 1 |
| | 23 | NOVEMBRE | 13h-20h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 23 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES JEANNOT | TARBES | 1 |
| | 23 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 23 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 23 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| VENDREDI | 24 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 24 | NOVEMBRE | 08h-18h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 24 | NOVEMBRE | 13h-20h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 24 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES JEANNOT | TARBES | 1 |
| | 24 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 24 | NOVEMBRE | 20h-08h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 24 | NOVEMBRE | 20h-08h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| SAMEDI | 25 | NOVEMBRE | 08h-20h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 2 |
| | 25 | NOVEMBRE | 08h-18h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 25 | NOVEMBRE | 18h-02h | GIE DU PAYS DES GAVES | TARBES | 1 |
| | 25 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 25 | NOVEMBRE | 20h-08h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 25 | NOVEMBRE | 20h-08h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| DIMANCHE | 26 | NOVEMBRE | 08h-20h | AMBULANCES JACOB | TARBES | 1 |
| | 26 | NOVEMBRE | 08h-20h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 26 | NOVEMBRE | 08h-18h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 26 | NOVEMBRE | 18h-02h | GIE DU PAYS DES GAVES | TARBES | 1 |
| | 26 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 26 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 26 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| LUNDI | 27 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 27 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 27 | NOVEMBRE | 08h-18h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 27 | NOVEMBRE | 13h-20h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 27 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES JEANNOT | TARBES | 1 |
| | 27 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 27 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VERDOUX | TARBES | 1 |
| | 27 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| MARDI | 28 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 28 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 28 | NOVEMBRE | 08h-18h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 28 | NOVEMBRE | 13h-20h | AMBULANCES JACOB | TARBES | 1 |
| | 28 | NOVEMBRE | 13h-20h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 28 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES JEANNOT | TARBES | 1 |
| | 28 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 28 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES JULIEN | TARBES | 1 |
| | 28 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VERDOUX | TARBES | 1 |
| MERCREDI | 29 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 1 |
| | 29 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 29 | NOVEMBRE | 08h-18h | GIE DU PAYS DES GAVES | TARBES | 1 |
| | 29 | NOVEMBRE | 13h-20h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 29 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES JEANNOT | TARBES | 1 |
| | 29 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 29 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VERDOUX | TARBES | 1 |
| | 29 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| JEUDI | 30 | NOVEMBRE | 06h-13h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 30 | NOVEMBRE | 08h-18h | AMBULANCES JEANNOT | TARBES | 1 |
| | 30 | NOVEMBRE | 13h-20h | AMBULANCES FILHOL | TARBES | 2 |
| | 30 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES JEANNOT | TARBES | 1 |
| | 30 | NOVEMBRE | 18h-02h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 30 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VICTOR | TARBES | 1 |
| | 30 | NOVEMBRE | 20h-06h | AMBULANCES VERDOUX | TARBES | 1 |

Mois : NOVEMBRE 2023

Secteur : SUD

| JOUR | JOUR | MOIS | PERIODE | NOM ENTREPRISE | LOCALISATION DE LA GARDE | NOMBRE DE VEHICULES MIS A DISPOSITION |
|----------|------|----------|---------|----------------|--------------------------|---------------------------------------|
| MERCREDI | 1 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| JEUDI | 2 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| VENDREDI | 3 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| SAMEDI | 4 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| DIMANCHE | 5 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| LUNDI | 6 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| MARDI | 7 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| MERCREDI | 8 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| JEUDI | 9 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| VENDREDI | 10 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| SAMEDI | 11 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| DIMANCHE | 12 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| LUNDI | 13 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| MARDI | 14 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| MERCREDI | 15 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| JEUDI | 16 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| VENDREDI | 17 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| SAMEDI | 18 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| DIMANCHE | 19 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| LUNDI | 20 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| MARDI | 21 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| MERCREDI | 22 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| JEUDI | 23 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |

| | | | | | | |
|-----------------|-----------|-----------------|---------|-------|-------|---|
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| VENDREDI | 24 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| SAMEDI | 25 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| DIMANCHE | 26 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| LUNDI | 27 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| MARDI | 28 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| MERCREDI | 29 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |
| JEUDI | 30 | NOVEMBRE | 08h-20h | NEANT | NEANT | 0 |
| | | | 20h-08h | NEANT | NEANT | 0 |

ARS Occitanie, Délégation Départementale des
Hautes-Pyrénées

65-2023-10-26-00018

Arrêté portant avenant n°3 au cahier des charges
pour l'organisation de la garde et de la réponse à
la demande de transports sanitaires urgents dans
le département des Hautes-Pyrénées

**Arrêté portant avenant n°3 au cahier des charges pour l'organisation
de la garde et de la réponse à la demande de transports sanitaires urgents
dans le département des Hautes-Pyrénées**

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Occitanie,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L.6311-2, L.6312-1 à L.6312-5, R.6311-2, R.6312-17-1 à R.6312-23-2, R.6312-29 à R.6312-43,

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

Vu le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu le décret n° 2010-810 du 13 juillet 2010 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires ;

Vu le décret n° 2012-1331 du 29 novembre 2012 modifiant certaines dispositions réglementaires prises en application de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,

Vu le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

Vu le décret du 20 avril 2022 portant nomination de M. Didier JAFFRE en qualité de Directeur général de l'agence régionale de santé Occitanie ;

Vu le décret n° 2022-631 du 22 avril 2022 portant réforme des transports sanitaires urgents et de leur participation à la garde ;

Vu le décret n° 2022-621 du 22 avril 2022 relatif aux actes de soins d'urgence relevant de la compétence des sapeurs-pompiers ;

Vu l'arrêté du 5 mai 2009 relatif à la mise en œuvre du référentiel SAMU-transport sanitaire portant organisation de la réponse ambulancière à l'urgence pré-hospitalière ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 2017 modifié fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;

Vu l'arrêté du 22 avril 2022 fixant le montant et les modalités de versement de l'indemnité de substitution pour la mobilisation d'un services d'incendie et de secours sur un secteur non couvert par une garde ambulancière ;

Vu l'arrêté du 26 avril 2022 relatif aux plafonds d'heures de garde pour l'organisation de la garde prévue à l'article R.6312-19 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 26 avril 2022 relatif aux critères, aux modalités de désignation ainsi qu'aux obligations et missions de l'association des transports sanitaires d'urgence la plus représentative au plan départemental ;

Vu l'arrêté ARS OCCITANIE n° 65-2022-10-20-00005 du 20 octobre 2022 fixant le cahier des charges pour l'organisation de la garde et de la réponse à la demande de transports sanitaires urgents dans le département des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté ARS OCCITANIE n° 65-2023-01-30-00002 du 30 janvier 2023 portant avenant n° 1 au cahier des charges pour l'organisation de la garde et de la réponse à la demande de transports sanitaires urgents dans le département des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté ARS OCCITANIE n° 65-2023-04-25-00004 du 25 avril 2023 portant avenant n° 2 au cahier des charges pour l'organisation de la garde et de la réponse à la demande de transports sanitaires urgents dans le département des Hautes-Pyrénées ;

Vu la circulaire DSC/DHOS/2009 n° 192 du 14 octobre 2009 relative à l'application de l'arrêté du 24 avril 2009 relatif à la mise en œuvre du référentiel portant sur l'organisation du secours à personnes et de l'aide médicale urgente et de l'arrêté du 5 mai 2009 relatif à la mise en œuvre du référentiel portant organisation de la réponse ambulancière à l'urgence pré-hospitalière ;

Vu l'instruction interministérielle n° DGOS/R2/DSS/DGSCGC/2022/144 du 13 mai 2022 relative à la mise en œuvre de la réforme des transports sanitaire urgents et de la participation des entreprises de transports sanitaires au service de garde ;

Vu le courrier électronique du 19 octobre 2023 de l'association de transport sanitaire d'urgence la plus représentative du département (SAS 65) concernant la proposition d'adapter les horaires de garde sur les secteurs de Lannemezan et de Tarbes ;

Considérant l'évaluation réalisée par les acteurs à l'aide médicale urgente des Hautes-Pyrénées sous l'égide de l'agence régionale de santé le 20 octobre 2023 concernant l'organisation de la garde et des transports sanitaires urgents, notamment l'expérimentation d'un secteur de garde ;

Considérant les créneaux horaires proposés par le SAS 65 sur deux secteurs de garde ;

Considérant qu'il convient d'ajuster le dispositif mis en place depuis le 1^{er} mai 2023 ;

ARRÊTE

Article 1 : L'avenant n°3 portant modification du cahier des charges fixant les conditions d'organisation de la garde ambulancière du département des Hautes-Pyrénées est annexé au présent arrêté.


Article 2 : Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} novembre 2023.

Article 3: Les modalités de suivi et d'évaluation permettant d'apprécier l'adéquation du dispositif aux besoins sanitaires de la population sont précisées en article 13 ; la révision du cahier des charges est prévue, le cas échéant, en article 14.

Article 4 : Un recours peut être formé contre le présent arrêté, devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Article 5 : M. le directeur du premier recours de l'agence régionale de santé Occitanie et Mme la directrice de la délégation départementale des Hautes-Pyrénées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et sera notifié à la préfecture des Hautes-Pyrénées, au SAS 65, aux responsables d'entreprises de transports sanitaires du département des Hautes-Pyrénées, au SAMU-Centre 15 du centre hospitalier de Bigorre, au centre hospitalier de Bigorre siège du SAMU-Centre 15, au service départemental d'incendie et de secours des Hautes-Pyrénées et à la caisse primaire d'assurance maladie des Hautes-Pyrénées.

TARBES, le 26 octobre 2023
Le Directeur général,


Pour le Directeur Général de
l'Agence Régionale de Santé Occitanie et par délégation
le Directeur Adjoint du premier recours
Benoît RICAUT-LAROSE

**Avenant n° 3 au cahier des charges pour l'organisation de la garde et
de la réponse à la demande de transports sanitaires urgents
dans le département des Hautes-Pyrénées**

Sommaire

PRÉAMBULE

ARTICLE 1 : PRINCIPES D'ORGANISATION DE LA GARDE ET DES TRANSPORTS SANITAIRES URGENTS

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS ET IMPLICATION DES INTERVENANTS

- 2.1. Responsabilité des intervenants
- 2.2. Sanctions en cas de manquement aux obligations

ARTICLE 3 : RÔLE DE L'ATSU

- 3.1 Organisation de la garde et des transports sanitaires urgents des entreprises de transports sanitaires
- 3.2. Suivi de l'activité de transport sanitaire urgent et garant de son bon fonctionnement
- 3.3. Impulsion et pilotage de la démarche qualité liée à l'activité des transports sanitaires urgents
- 3.4. Rôle institutionnel
- 3.5. Employeur du coordonnateur ambulancier

ARTICLE 4 : SECTORISATION ET HORAIRES DE LA GARDE

- 4.1. Les secteurs de garde
- 4.2. Horaires et secteurs couverts par une garde des entreprises de transports sanitaires et définition du nombre de véhicules affectés à la garde sur chaque secteur
- 4.3. Indemnité de substitution sur les secteurs sans garde

ARTICLE 5 : ORGANISATION DE LA GARDE

- 5.1. Affectation des entreprises sur les secteurs
- 5.2. Élaboration du tableau de garde
- 5.3. Modification du tableau de garde
- 5.4. Non-respect du tour de garde
- 5.5. Définition des locaux de garde [le cas échéant]

ARTICLE 6 : MOYENS EN RENFORT DES MOYENS DE GARDE

ARTICLE 7 : COORDONNATEUR AMBULANCIER

- 7.1. Horaires, statut et localisation

7.2. Missions

7.3 Moyens de communication et systèmes d'informations

ARTICLE 8 : SOLLICITATION DES MOYENS DE GARDE ET HORS GARDE

8.1. Géolocalisation

8.2. Sollicitation par le coordonnateur ambulancier

8.3. Recours au véhicule de garde d'un autre secteur

8.4. Indisponibilité injustifiée de l'entreprise de garde

8.5. Délais d'intervention

ARTICLE 9 : MOYENS MATÉRIELS DU TRANSPORT SANITAIRE URGENT

9.1. Moyens

9.2. Sécurité sanitaire

9.3. Sécurité routière

ARTICLE 10 : MESURES D'HYGIÈNE ET DE DÉSINFECTION

10.1. Protocoles d'hygiène et de désinfection

10.2. Traçabilité

ARTICLE 11 : ÉQUIPAGE AMBULANCIER

11.1. L'équipage

11.2. Formation continue

ARTICLE 12 : DYSFONCTIONNEMENTS ET ÉVÉNEMENTS INDÉSIRABLES

ARTICLE 13 : SUIVI ET ÉVALUATION

ARTICLE 14 : RÉVISION

ARTICLE 15 : PRISE D'EFFET

ANNEXES

Annexe 1 du cahier des charges : Références réglementaires

Annexe 2 du cahier des charges : Lexique

Annexe 3 du cahier des charges : Liste et composition des secteurs de garde

Annexe 4 du cahier des charges : Cartographie des secteurs de garde des Hautes-Pyrénées

Annexe 5 du cahier des charges : Modèle de tableau de garde

Annexe 6 du cahier des charges : Fiche de permutation ou remplacement de garde

Annexe 7 du cahier des charges : Fiche de poste type du coordonnateur ambulancier

Annexe 8 du cahier des charges : Fiche de dysfonctionnement des transports sanitaires urgents

PRÉAMBULE

Le présent avenant au cahier des charges modifie les modalités d'organisation de la réponse des entreprises de transport sanitaire aux demandes du service d'aide médicale urgente (SAMU) pour le département des Hautes-Pyrénées à compter du 1^{er} novembre 2023.

Il définit le cadre applicable aux demandes de transports sanitaires urgents nécessitant une réponse rapide et adaptée à l'état du patient en vue d'un transport vers un établissement de santé ou un lieu de soins du secteur ambulatoire figurant sur la liste établie par l'agence régionale de santé, à l'exclusion de tout transport entre deux établissements de soins. Il s'applique également de transports sanitaires urgents des entreprises de transports sanitaires en relais d'une intervention du service départemental d'incendie et de secours (SDIS).

Le présent avenant au cahier des charges est arrêté par le directeur général de l'agence régionale de santé (ARS), après avis du sous-comité des transports sanitaires (SCTS) du comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires (CODAMUPS-TS). Il a été établi en concertation avec l'association de transport sanitaire d'urgence la plus représentative du département (ATSU), le SAMU, les entreprises de transport sanitaire et le service d'incendie et de secours suite aux évaluations du groupe de travail composé des acteurs de l'aide médicale urgente réuni sous l'égide de l'ARS les 16 décembre 2022, 9 janvier, 19 avril 2023 et 20 octobre 2023. L'ARS fait appliquer le cahier des charges et contrôle sa bonne exécution.

ARTICLE 1 : PRINCIPES D'ORGANISATION DE LA GARDE ET DES TRANSPORTS SANITAIRES URGENTS

Une garde ambulancière est organisée sur toute partie du territoire départemental et à tout moment de la journée ou de la nuit, où l'activité de transports sanitaires urgents, à la demande du SAMU – Centre 15 justifie la mise en place de moyens dédiés.

Désormais volontaire, la garde est régie par l'article R.6312-18 et suivants du code de la santé publique. Toute entreprise de transports sanitaires privée agréée peut participer à ce dispositif, en fonction de ses moyens matériels (véhicules habilités) et humains (personnels formés).

Les entreprises de transport sanitaire peuvent se regrouper au sein d'un groupement d'intérêt économique pour mettre en commun leurs moyens dans le cadre de la garde. Ce groupement doit être agréé pour l'accomplissement des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente (article R.6312-22 du CSP) et conforme à la réglementation générale en vigueur¹.

En dehors des périodes de garde, les transports sanitaires urgents sont assurés par les entreprises de transport sanitaire volontaires et disponibles.

Un agrément de l'ARS, ainsi qu'un conventionnement avec l'Assurance maladie en application de la convention-type nationale qui organise les rapports entre les entreprises de transports sanitaires privées et les caisses d'assurance maladie (convention conclue le 26 décembre 2002 et avenants) sont nécessaires pour toute entreprise de transport sanitaire participant à l'aide médicale urgente.

¹ Articles L.251-1 et suivants du Code de commerce.

Pendant les périodes de garde et en dehors, toutes les demandes de transports sanitaires urgents sont adressées par le Centre de Réception et de Régulation des appels 15 (CRRRA 15) du Centre Hospitalier de Bigorre au coordonnateur ambulancier, qui sollicite les entreprises.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS ET IMPLICATION DES INTERVENANTS

2.1. Responsabilité des intervenants

Les entreprises de transport sanitaire, lorsqu'elles interviennent dans le cadre de l'aide médicale urgente à la demande du SAMU en application de l'article R.6312-17-1 du code de la santé publique, s'engagent à :

- Respecter les délais d'intervention fixés par le SAMU et à informer le coordonnateur ambulancier du départ en mission et de l'achèvement de celle-ci ;
- Transmettre dès que possible au SAMU un bilan clinique du patient ;
- Effectuer les premiers gestes relevant de l'urgence adaptés à l'état du patient, en cas de demande du SAMU en respectant le cadre réglementaire
- Transporter le patient vers le lieu de soins déterminé par le SAMU et figurant sur la liste arrêtée par le DG-ARS, s'il en fait la demande ;
- Informer le SAMU de toute modification de l'état du patient pendant la mission ;
- Transmettre les informations administratives et cliniques relatives au patient à l'arrivée sur le lieu de soins ;
- Participer le cas échéant, à la réalisation des actes de télémédecine, dans le cadre des compétences de l'équipage et sous la surveillance du médecin régulateur.

Plus spécifiquement, pendant les périodes de garde, les entreprises de transport sanitaire inscrites au tableau de garde s'engagent à effectuer les gardes pour lesquelles elles sont inscrites.

Le SAMU-centre 15 :

- Transmet immédiatement au coordonnateur ambulancier et/ou grâce au système d'information de l'ATSU, toute demande de transport sanitaire urgent d'une entreprise de transport sanitaire, sur décision du médecin régulateur ;
- Sollicite le SDIS pour une intervention en carence, lorsque le coordonnateur ambulancier constate le défaut de disponibilité des entreprises de transports sanitaires ;
- Reçoit le bilan clinique et indique à l'équipage ambulancier les actions à effectuer en fonction de l'état du patient ;
- Indique le lieu d'adressage/destination.

2.2. Sanctions en cas de manquement aux obligations

Tout manquement aux obligations réglementaires dans le cadre de la garde et du cahier des charges peut faire l'objet d'une décision de retrait, temporaire ou définitive, d'autorisation de mise en service et/ou d'agrément voire de sanctions judiciaires.

Les activités de garde et de transports sanitaires urgents sont soumises aux mêmes règles concernant les véhicules que l'activité de transport sanitaire non spécialisée.

ARTICLE 3 : RÔLE DE L'ATSU

L'ATSU la plus représentative au plan départemental, désignée par arrêté du directeur général de l'ARS selon les critères de représentativité définis par arrêté ministériel, est chargée d'organiser

opérationnellement la garde, dans le cadre des obligations fixées par le présent cahier des charges, et plus généralement la réponse des ambulanciers privés à l'aide médicale urgente.

Le SAS 65 désigné comme membre du CODAMUPS-TS/SCTS par arrêté du Directeur général de l'ARS Occitanie en date du 14 avril 2023 dispose d'un mandat de 4 ans.

Les missions de l'ATSU la plus représentative du département sont définies par l'arrêté relatif aux critères, aux modalités de désignation ainsi qu'aux obligations et missions de l'association des transports sanitaires d'urgence la plus représentative au plan départemental.

3.1 Organisation de la garde et des transports sanitaires urgents des entreprises de transports sanitaires

- Proposition du tableau de garde en définissant avec les entreprises de transport sanitaire du département des critères de répartition des gardes et en proposant à l'ARS le tableau de garde qui répartit de manière équitable les périodes de garde entre les entreprises volontaires (voir article 5) ;
- Recherche d'une entreprise remplaçante en cas de défaillance (panne de matériel, empêchement lié au personnel malade) et de difficulté de l'entreprise défaillante à trouver un remplaçant, et information de la modification à l'ARS, le SAMU et la CPAM. En cas de défaillance, la responsabilité de l'ATSU ne peut être engagée qu'en justifiant d'éléments probants de dysfonctionnements internes importants ;
- Organisation du volontariat pour les transports sanitaires urgents hors garde ou en cas d'indisponibilité de l'entreprise de garde, en constituant une liste d'entreprises volontaires mise à disposition du coordonnateur et tenue à jour et en définissant la procédure de sollicitation des volontaires. La procédure peut être intégrée au logiciel d'information et de géolocalisation ;
- Détention et gestion du logiciel d'information et de géolocalisation des véhicules intervenant dans le cadre des transports sanitaires urgents et financement du logiciel.

3.2. Suivi de l'activité de transport sanitaire urgent et garant de son bon fonctionnement

- Suivi de l'activité de transport sanitaire urgent, en analysant la base de données établie et transmise chaque semaine par le coordonnateur ambulancier, et participation à l'évaluation de l'organisation mise en place, notamment par le suivi des indicateurs de résultat et en évaluant les pratiques liées aux transports sanitaires urgents des entreprises de transports sanitaires ;
- Sensibilisation des entreprises à leurs obligations, intervention auprès des entreprises en cas de dysfonctionnement et alerte de l'ARS, le SAMU, la CPAM et le SDIS sur tout dysfonctionnement.

3.3. Impulsion et pilotage de la démarche qualité liée à l'activité des transports sanitaires urgents

- Définition d'un plan de formation collectif pour les entreprises participant aux transports sanitaires urgents et suivi de la mise en œuvre des actions de formation continue obligatoires. Les modalités de mise en place de la formation continue sont précisées dans la convention locale SAMU-TS-SDIS ;
- Participation à l'identification des événements indésirables liés aux transports sanitaires urgents et information de l'établissement siège du SAMU, qui déclare l'EIG à l'ARS. Organisation ou participation aux retours d'expérience et à la mise en place du plan d'actions correctrices en lien avec les acteurs concernés.

3.4. Rôle institutionnel

- Siège au CODAMUPS-TS et au sous-comité des transports sanitaires ;
- Représentation des entreprises de transport sanitaire auprès des partenaires dans le cadre de l'aide médicale urgente (ARS, CPAM, SAMU, SDIS) ;
- Participation à la concertation pour l'élaboration du présent cahier des charges et sa révision ;

- Représentation des entreprises et interlocuteur privilégié du SAMU et des pouvoirs publics en cas de situation sanitaire exceptionnelle.

3.5. Employeur du coordonnateur ambulancier

L'organisation de la coordination ambulancière fera l'objet d'une formalisation en fonction des modalités choisies en lien avec les acteurs dans les meilleurs délais.

ARTICLE 4 : SECTORISATION ET HORAIRES DE LA GARDE

4.1. Les secteurs de garde

La délimitation des secteurs de garde tient compte des délais d'intervention, du nombre d'habitants, des contraintes géographiques et de la localisation des établissements de santé, en application de l'article R.6312-18 du code de la santé publique.

La garde ambulancière du département des Hautes-Pyrénées fait l'objet d'un découpage en 4 secteurs de jour et de nuit, 7 jours sur 7 :

- LANNEMEZAN
- LOURDES
- SUD
- TARBES

A la suite de l'expérimentation du secteur SUD entre le 1^{er} mai et le 31 octobre 2023, l'évaluation réalisée par le groupe de travail composé des acteurs de l'aide médicale urgente a permis d'apprécier la pertinence du dispositif en termes de réponse aux besoins sanitaires de la population. En conséquence, le secteur SUD est établi de manière permanente.

La répartition des communes entre les secteurs est annexée au cahier des charges (annexe 3), ainsi que la cartographie des secteurs de garde (annexe 4).

4.2. Horaires et secteurs couverts par une garde des entreprises de transports sanitaires et définition du nombre de véhicules affectés à la garde sur chaque secteur

La définition des secteurs et horaires couverts par une garde est établie notamment en fonction des besoins de transports sanitaires urgents sur chaque territoire et à chaque période de la journée et de la nuit.

Liste des secteurs et horaires :

A compter du 1^{er} novembre 2023

| Secteur | Horaires de garde | Nombre de véhicules affectés |
|------------|--|------------------------------|
| Lannemezan | <u>Semaine</u> | |
| | • 06h-13h | 1 |
| | • 13h-20h | 1 |
| | • 20h-06h | 1 |
| | <u>Week-ends/jours fériés/veilles jours fériés</u> | |
| | • 08h-20h | 1 |
| | • 20h-08h | 1 |

| Secteur | Horaires de garde | Nombre de véhicules affectés |
|-----------|--|------------------------------|
| Lourdes | <u>Semaine/week-ends/jours fériés</u> | |
| | <ul style="list-style-type: none"> • 08h-20h • 20h-08h | 1 1 |
| Sud | <u>Semaine/week-ends/jours fériés</u> | |
| | <ul style="list-style-type: none"> • 08h-20h • 20h-08h | 1 1 |
| Tarbes | <u>Semaine</u> | |
| | • 06h-08h | 2 |
| | • 08h-13h | 3 |
| | • 13h-18h | 3 |
| | • 18h-20h | 4 |
| | • 20h-02h | 4 |
| | • 02h- 06h | 2 |
| | <u>Week-ends/jours fériés/veilles jours fériés</u> | |
| | • 08h-18h | 3 |
| | • 18h-20h | 4 |
| • 20h-02h | 4 | |
| • 02h-08h | 2 | |

A compter du 1^{er} décembre 2023

| Secteur | Horaires de garde | Nombre de véhicules affectés |
|------------|--|------------------------------|
| Lannemezan | <u>Semaine</u> | |
| | • 06h-13h | 1 |
| | • 13h-20h | 1 |
| | • 20h-06h | 1 |
| | <u>Week-ends/jours fériés/veilles jours fériés</u> | |
| • 08h-20h | 1 | |
| • 20h-08h | 1 | |
| Lourdes | <u>Semaine/week-ends/jours fériés</u> | |
| | <ul style="list-style-type: none"> • 08h-20h • 20h-08h | 1 1 |
| Sud | <u>Semaine/week-ends/jours fériés</u> | |
| | <ul style="list-style-type: none"> • 08h-20h • 20h-08h | 1 1 |
| Tarbes | <u>Semaine</u> | |
| | • 06h-08h | 2 |
| | • 08h-12h | 4 |
| | • 12h-18h | 3 |
| | • 18h-20h | 4 |
| | • 20h-02h | 4 |
| | • 02h- 06h | 1 |
| | <u>Week-ends/jours fériés/veilles jours fériés</u> | |
| | • 08h-18h | 3 |
| | • 18h-20h | 4 |
| • 20h-02h | 4 | |
| • 02h-08h | 2 | |

Les horaires de garde et le nombre de véhicules par secteur peuvent être révisés selon les besoins constatés, après avis du sous-comité des transports sanitaires.

4.3. Indemnité de substitution sur les secteurs sans garde

L'indemnité de substitution est régie par l'arrêté fixant le montant et les modalités de versement de l'indemnité de substitution pour l'adaptation de la couverture opérationnelle d'un service d'incendie et de secours sur un secteur non couvert par une garde ambulancière.

L'indemnité de substitution est versée au service d'incendie et de secours identifié comme suit : SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS 65.

Le SDIS pourra se positionner en astreinte sur les lignes non pourvues par les ambulanciers.

Le nombre de secteurs concernés par l'indemnité de substitution est de 1 secteur H24 : secteur SUD.

ARTICLE 5 : ORGANISATION DE LA GARDE

5.1. Affectation des entreprises sur les secteurs

Chaque entreprise du département est rattachée à un secteur. L'affectation se fait de manière concertée entre l'ATSU et les entreprises.

La liste d'affectation à jour est mise à disposition du coordonnateur ambulancier par l'ATSU. Tout différent persistant sur la question est porté à la connaissance du sous-comité des transports sanitaires et arbitré par l'ARS en fonction du lieu d'implantation de l'entreprise.

Les principes suivants guident l'affectation des entreprises sur les secteurs :

- Le lieu d'implantation de l'entreprise ;
- Le temps d'intervention auprès des services d'urgences en tenant compte du repère de 30 minutes ;
- Des moyens matériels et humains des entreprises.

L'affectation définit une répartition équilibrée, qui doit permettre d'éviter le surnombre ou le déficit d'un secteur à l'autre.

Dans ce cadre, les entreprises volontaires peuvent établir une convention de fonctionnement avec l'ATSU.

5.2. Élaboration du tableau de garde

Le tableau de garde prévoit l'organisation de la garde pour une période de 3 mois dans chaque secteur. Afin de réaliser celui-ci, les entreprises s'engagent à participer aux transports sanitaires urgents pour une durée au moins équivalente.

Il est proposé par l'ATSU et arrêté par le directeur général de l'agence régionale de santé après avis du sous-comité des transports sanitaires du CODAMUPS-TS.

Il précise les horaires et jours de garde, l'entreprise affectée pour chaque période de garde (numéro d'agrément et dénomination) et la localisation de l'implantation. Un tableau de garde type figure en annexe 5.

Le tableau de garde est élaboré selon les principes suivants, conformément au cadre établi par les articles R.6312-21 et R.6312-22 du CSP :

- L'ATSU définit collectivement avec les entreprises du département les critères et la clé de répartition des périodes de garde entre les entreprises, prenant en compte notamment leurs moyens matériels et humains ;
- L'ATSU sollicite l'ensemble des entreprises de transport sanitaire agréées du département, adhérentes et non adhérentes, et propose une répartition des gardes entre les entreprises volontaires ;
- Si le tableau proposé ne couvre pas l'intégralité des secteurs de garde ou des créneaux horaires où une garde est prévue, l'agence régionale de santé peut imposer la participation de toute entreprise de transport sanitaire agréée dans le secteur de garde concerné, en fonction de ses moyens matériels et humains ;
- Le tableau est soumis pour avis au sous-comité de transports sanitaires, puis arrêté par le directeur général de l'ARS trois mois au moins avant sa mise en œuvre ;
- Le tableau de garde arrêté est diffusé par l'ARS à l'ATSU, au SAMU, à la CPAM et au SDIS, dans les meilleurs délais. L'ATSU communique le tableau de garde aux entreprises de transport sanitaire du département.

5.3. Modification du tableau de garde

En cas d'indisponibilité d'une entreprise initialement mentionnée dans le tableau de garde (panne de matériel, empêchement lié au personnel malade, etc.), cette entreprise doit le signaler sans délai à l'ATSU en charge du tableau de garde.

L'entreprise de garde défaillante recherche par tout moyen une entreprise pour la remplacer : appel à une société hors secteur volontaire en cas d'indisponibilité des autres entreprises au sein du secteur, etc. A défaut de solution alternative, l'entreprise de garde défaillante indique à l'ATSU les entreprises contactées et les moyens mis en œuvre.

L'ATSU peut appuyer ou accompagner l'entreprise qui justifie que sa recherche est infructueuse.

En cas de permutation de garde, l'ATSU avertit le plus rapidement possible le SAMU, l'ARS et la CPAM du remplacement. La fiche de permutation de garde complétée (annexe 6) doit leur être transmise, accompagné du nouveau tableau de garde.

5.4. Non-respect du tour de garde

Dans le cas où l'entreprise n'a pu être remplacée et le tableau de garde modifié (voir en ce sens « 5.3 Modification du tableau de garde »), le tour de garde n'est pas assuré et l'entreprise est déclarée responsable du dysfonctionnement et considérée comme défaillante. L'information est transmise à l'ARS et à la CPAM.

L'entreprise, sauf cas de force majeure, s'expose à des sanctions en application de l'article R. 6314-5 du code de la santé publique.

5.5. Définition des locaux de garde

Des locaux de garde sont prédéfinis pour chaque secteur. Ils peuvent être organisés :

- Au sein d'une entreprise de transports sanitaires ;
- Au sein d'un local mis à disposition par l'ATSU ;
- Au sein d'un local mis à disposition par un tiers : établissement public, centre hospitalier, etc.

La mutualisation par plusieurs entreprises est possible.

La définition des locaux de garde doit prendre en compte l'homogénéité des délais d'intervention sur le territoire.

- *Règles d'organisation des locaux de garde*

La réglementation en vigueur n'impose pas de prévoir des locaux communs de garde. Toutefois, la convention tripartite peut intégrer ces items.

- Eventuel hébergement des ambulanciers de jour comme de nuit, dans des conditions répondant au code du travail ;
- Mise à disposition de moyens de communication en téléphone fixe et/ou mobiles nécessaires à la réception des appels du SAMU et du coordonnateur ambulancier ainsi que du logiciel adapté.

Les locaux de garde sont exclusivement dédiés à l'activité professionnelle.

- *Définition des lieux de garde pour chaque secteur*

Les lieux de garde seront précisés sur le tableau de garde soumis par l'ATSU.

ARTICLE 6 : MOYENS EN RENFORT DES MOYENS DE GARDE

En complément des moyens mis à disposition dans le cadre du tableau de garde, l'ATSU constitue une liste d'entreprises grâce notamment au système d'information logiciel, qui se sont déclarées volontaires pour effectuer des transports sanitaires urgents, à solliciter en cas d'indisponibilité ou d'absence des moyens de garde. Cette mobilisation des ambulances hors garde est facilitée par l'action du coordonnateur ambulancier et la mobilisation des informations de géolocalisation des véhicules.

L'ATSU transmet la liste au coordonnateur ambulancier sans délai en cas de mise à jour.

L'ATSU définit collectivement avec les entreprises du département le mode de sollicitation de ces entreprises volontaires, qui s'appuie notamment sur la géolocalisation des véhicules.

En dehors du dispositif de garde, les entreprises n'ont pas d'obligation de répondre favorablement à une demande de transport sanitaire urgent du SAMU. Toutefois, le coordonnateur ambulancier devra dans tous les cas solliciter en premier lieu les entreprises de transports sanitaires avant de faire état de leur indisponibilité auprès du SAMU, qui pourra faire appel au SDIS en carence.

ARTICLE 7 : COORDONNATEUR AMBULANCIER

7.1. Horaires, statut et localisation

Comme mentionné précédemment dans l'article 3.5, l'organisation de la coordination ambulancière (coordonnateur ambulancier) fera l'objet d'une formalisation en fonction des modalités choisies en lien avec les acteurs dans les meilleurs délais.

7.2. Missions

Le coordonnateur ambulancier a pour mission de solliciter les entreprises de transport sanitaire en réponse aux demandes de transports sanitaires urgents du SAMU. Il met en œuvre la décision du médecin régulateur d'engager en priorité un moyen ambulancier en garde ou en cas d'indisponibilité un moyen hors

garde, dans les délais fixés par celui-ci. Il assure le suivi de l'activité des transports sanitaires urgents et de l'indisponibilité des entreprises de transports sanitaires, y compris les indisponibilités injustifiées.

Missions pour faire diminuer le nombre de carences ambulancières :

- Avoir une visibilité permanente de la disponibilité des ambulances de garde ou hors garde en prenant en compte les délais d'intervention et les moyens techniques et humains disponibles ;
- S'appuyer sur la géolocalisation pour mobiliser les ambulances sur demande du SAMU :
 - o En priorité les moyens ambulanciers de garde ;
 - o En complément, les moyens ambulanciers hors garde ;
- Faire état sans délai au SAMU des indisponibilités ambulancières. Dans les cas où il s'avère impossible de répondre en temps et en qualité à la demande du SAMU, après une recherche infructueuse auprès de deux entreprises différentes au moins, le coordonnateur ambulancier constate le défaut de disponibilité des entreprises de transports sanitaires permettant au SAMU de solliciter les moyens du SIS et de qualifier la carence ambulancière ;
- Organiser le cas échéant la jonction entre le SIS et les entreprises de transports sanitaires, en lien avec le SAMU. La procédure de jonction est précisée dans la convention locale SAMU-ATSU-SDIS.

Missions pour assurer la traçabilité et effectuer un suivi de l'activité des ambulanciers et de la qualité :

- Assurer le recueil d'activité, une transmission hebdomadaire à l'ATSU et à la CPAM, une restitution et une synthèse mensuelle au CODAMUPS-TS pour le suivi d'activité. L'activité que doit recueillir le coordonnateur ambulancier et les indicateurs de suivi et d'évaluation mis en place sont précisés dans la convention locale SAMU-ATSU-SDIS.
- Recenser les incidents ainsi que les événements indésirables liés aux transports sanitaires urgents, permettant la mise en place de plans d'actions correctives. Ce recensement peut être dématérialisé.

Une fiche de poste type du coordonnateur ambulancier est annexée au présent cahier des charges (annexe 7).

7.3 Moyens de communication et systèmes d'informations

Les moyens de communication entre le SAMU et le coordonnateur doivent permettre :

- Le contact direct (téléphone, tablette, système d'information ambulancier, etc.) ;
- La confirmation en temps réel de la bonne réception et de l'acceptation de la mission et de ses statuts d'avancement ;
- La traçabilité de l'activité ;
- Le journal des EIG.

Par le biais du système d'information du SAMU, le coordonnateur reçoit l'ensemble des informations nécessaires à une mission : identification du patient, lieu d'intervention, motifs d'intervention, etc.

Le coordonnateur ambulancier bénéficie d'un système d'information commun avec les entreprises de transport sanitaire et d'une ligne téléphonique dédiée. Dans la mesure du possible, ce SI est interopérable avec le SI du SAMU. L'outil permet de récolter l'exhaustivité de l'activité de transport sanitaire urgent. Le système d'informations permet au coordonnateur ambulancier de :

- Visualiser en temps réel la disponibilité ambulancière sur tout le territoire et de confirmer au SAMU l'immédiateté du départ du vecteur ambulancier et le temps estimé d'arrivée sur les lieux ;
- Déclencher instantanément le vecteur adapté et lui transmettre les données reçues par le SAMU, issues du SI du SAMU ;
- Tracer les états d'avancement de la mission ;

- Tracer les éléments nécessaires à la rémunération ;
- Établir les statistiques mensuelles et annuelles définies.

Le coordonnateur ambulancier transmet à la CPAM les éléments nécessaires au calcul de la garantie de revenu chaque semaine.

ARTICLE 8 : SOLLICITATION DES MOYENS DE GARDE ET HORS GARDE

8.1. Géolocalisation

Il est recommandé que les véhicules de transports sanitaires participant au transport sanitaire urgent soient équipés d'un dispositif de géolocalisation permettant la remontée d'informations dans le cadre de cette activité, afin de repérer les véhicules disponibles pour réaliser un transport sanitaire urgent, lorsqu'ils sont de garde ou hors garde et qu'ils sont volontaires.

8.2. Sollicitation par le coordonnateur ambulancier

Pour chaque demande de transport sanitaire urgent du SAMU relevant des entreprises de transports sanitaires, le coordonnateur ambulancier :

- 1) Sollicite en premier lieu l'entreprise ou le véhicule qui est de garde, pour les territoires et horaires où une garde est organisée ;
- 2) Sollicite à défaut les entreprises volontaires listées par l'ATSU pour participer à la garde en remplacement ou permutation de l'entreprise de garde, pour les territoires et périodes sans garde ou lorsque le ou les véhicules inscrits au tableau de garde ne peuvent pas effectuer le transport sanitaire urgent ;
- 3) Sollicite à défaut les entreprises volontaires listées par l'ATSU pour être sollicitées occasionnellement pendant la garde, pour les territoires et périodes sans garde ou lorsque le ou les véhicules inscrits au tableau de garde ne peuvent pas effectuer le transport sanitaire urgent ;
- 4) Indique l'indisponibilité des entreprises de transports sanitaires après avoir sollicité sans succès au moins deux entreprises, en plus de l'entreprise de garde. Le SAMU pourra décider de déclencher une carence ambulancière et solliciter les sapeurs-pompiers.

Le coordonnateur ambulancier gère directement les véhicules mis à disposition par les entreprises de garde et les véhicules mobilisables parmi les entreprises volontaires. Il sollicite lui-même le véhicule de garde ou, à défaut, le véhicule disponible le plus proche du patient.

Le déroulé opérationnel précis de la sollicitation et des interventions est décrit dans la convention locale SAMU-ATSU-SDIS.

8.3. Recours au véhicule de garde d'un autre secteur

Pour les transports sanitaires urgents demandés par le SAMU pendant la garde, le coordonnateur ambulancier sollicite en premier lieu l'entreprise de garde sur le secteur géographique du lieu d'intervention.

Lorsque l'ambulance de garde du secteur est déjà mobilisée, le coordonnateur ambulancier fait appel à une autre entreprise de transport sanitaire volontaire ou à une ambulance de garde dans les secteurs proches, dans les délais compatibles avec l'état du patient.

En cas d'indisponibilité des entreprises sollicitées, il appartient au SAMU de décider de solliciter une intervention des sapeurs-pompiers en carence, conformément à la définition de la carence ambulancière mentionnée à l'article L.1424-42 du code général des collectivités territoriales.

8.4. Indisponibilité injustifiée de l'entreprise de garde

L'entreprise de garde ne peut refuser une demande de transport sanitaire urgent de la part du SAMU si elle n'est pas indisponible en raison d'une intervention dans le cadre de sa garde. En cas de refus ou d'absence de réponse, l'entreprise est responsable de son indisponibilité injustifiée qui est déduite du revenu minimum garanti selon les modalités fixées par l'avenant n°10 de la convention nationale des transports sanitaires privés.

8.5. Délais d'intervention

Les délais indiqués par le SAMU sont des délais d'arrivée auprès du patient, compatibles avec un départ immédiat, ou différé après concertation.

Le non-respect des délais peut faire l'objet d'un signalement du SAMU à l'ARS et de sanctions.

ARTICLE 9 : MOYENS MATÉRIELS DU TRANSPORT SANITAIRE URGENT

9.1. Moyens

La réponse à l'aide médicale urgente dans le cadre de la garde, s'effectue avec des véhicules de catégorie A ou des ambulances de catégorie C équipées en catégorie A. L'équipement de chaque véhicule est conforme à la réglementation en vigueur.

Le ou les moyens dédiés par l'entreprise inscrite au tableau de garde sont utilisés exclusivement à la demande du SAMU dans le cadre des transports sanitaires urgents. Ils ne peuvent être utilisés pour des transports sanitaires programmés pendant la période de garde qu'ils assurent. Les véhicules de catégorie A bénéficiant d'une autorisation de mise en service (AMS) hors quota ne peuvent être utilisés pour d'autres transports que les transports sanitaires urgents.

Les véhicules disposent d'un équipement de communication permettant d'assurer le lien avec le médecin régulateur et le coordonnateur ambulancier. Les véhicules peuvent être équipés d'un dispositif de géolocalisation.

Les entreprises participant à la garde sont signalées par le marquage conformes à la réglementation en vigueur.

9.2. Sécurité sanitaire

Avant chaque prise de poste, l'équipage vérifie :

- La conformité du matériel électrique ;
- La présence du matériel embarqué sanitaire ;
- Le respect du protocole de désinfection mentionné à l'article 10.

9.3. Sécurité routière

L'équipage contrôle :

- Le bon état de marche de l'ambulance ;
- Les organes de sécurité ;
- La présence de l'équipement adapté et nécessaire pour des transports sanitaires urgents en tous lieux et en tout temps.

Chaque entreprise devra mettre en œuvre une procédure de suivi des véhicules en conformité avec la réglementation en vigueur :

- Le contrôle technique ;
- Les entretiens périodiques.

ARTICLE 10 : MESURES D'HYGIÈNE ET DE DÉSINFECTION

10.1. Protocoles d'hygiène et de désinfection

Face aux risques auxquels sont exposés tant le malade que le personnel intervenant, il est convenu de mettre en place différents protocoles de nettoyage et de désinfection :

- Protocole de fin de service (FDS) ;
- Protocole entre chaque patient ;
- Protocole périodique NID (Nettoyage Inventaire Désinfection) ;
- Protocole pour les maladies à déclaration obligatoire (MDO) ou virus.

Le service d'urgence de l'établissement de soins de destination met à disposition les produits et matériels nécessaires pour une désinfection sur place.

10.2. Traçabilité

Les entreprises de transport sanitaire doivent pouvoir justifier à tout moment du suivi des protocoles. Les fiches de suivi de nettoyage, inventaire et désinfection sont archivées au sein de l'entreprise pour la traçabilité et peuvent être dématérialisées.

ARTICLE 11 : ÉQUIPAGE AMBULANCIER

11.1. L'équipage

En application des articles R.6312-7 et R. 6312-10 du code de la santé publique, deux personnels constituent l'équipage ambulancier dont l'un est titulaire du diplôme d'État d'ambulancier.

Les membres de l'équipage sont tenus de porter une tenue professionnelle conforme à la réglementation. Tout membre de l'équipage ne peut effectuer que les gestes pour lesquels il est habilité et autorisé à pratiquer.

11.2. Formation continue

La formation continue est organisée annuellement. Le recyclage de la formation aux gestes et soins d'urgence (AFGSU) est fortement recommandée pour tous les personnels ambulanciers intervenant pour l'aide médicale urgente.

La convention locale SAMU-ATSU-SDIS précise les actions de formation continue pour le maintien et la mise à jour des compétences des personnels des entreprises de transport sanitaire.

L'employeur s'assure de la participation des personnels aux actions de formation continue. Le respect de cette obligation est assuré par l'ATSU et contrôlé par l'ARS.

ARTICLE 12 : DYSFONCTIONNEMENTS ET ÉVÉNEMENTS INDÉSIRABLES

Tout dysfonctionnement constaté ou événement indésirable survenu dans l'organisation ou dans les pratiques durant la garde ou durant les transports sanitaires urgents est signalé immédiatement à l'ARS au moyen de la fiche détaillée à l'annexe 8 et aux partenaires de l'aide médicale urgente concernés, par le SAMU, le SDIS, l'entreprise de transport sanitaire ou l'ATSU.

Une fiche de remontée des dysfonctionnements (annexe 8) est transmise à l'ARS à l'adresse suivante :

ars-oc-dd65-animation-territoriale@ars.sante.fr et ars-oc-dd65-gestion-alerte@ars.sante.fr

Ces dysfonctionnements et événements indésirables peuvent faire l'objet d'une investigation de l'ARS ou d'une analyse en sous-comité des transports sanitaires. La convention locale SAMU-ATSU-SDIS détaille les modalités de traitement conjoint des événements indésirables et d'établissement d'un plan d'actions correctives.

ARTICLE 13 : SUIVI ET ÉVALUATION

Les données de suivi sont récoltées au fil de l'activité des transports sanitaires urgents par les différents participants à l'aide médicale urgente, notamment le coordonnateur ambulancier. Les indicateurs nationaux de suivi et d'évaluation sont complétés par des indicateurs définis localement. Le liste des indicateurs nationaux et locaux figure dans la convention locale SAMU-ATSU-SDIS.

L'organisation de la garde et des transports sanitaires urgents fait l'objet d'un suivi semestriel par le sous-comité des transports sanitaires du CODAMUPS, qui y associe les organismes locaux d'assurance maladie.

Il inclut notamment le suivi de données sur l'activité des transports sanitaires urgents et des indisponibilités ambulancières.

L'évaluation de ces activités est réalisée chaque année, à l'appui des données récoltées, dans le cadre du sous-comité des transports sanitaires du CODAMUPS, pour apprécier l'adéquation du dispositif aux besoins du territoire et le réviser le cas échéant.

L'agence régionale de santé communique le bilan départemental annuel au ministère chargé de la santé et au ministère chargé de la sécurité civile.

ARTICLE 14 : RÉVISION

Le cahier des charges peut être révisé par avenant, notamment en cas de modifications d'ordre législatif, réglementaire ou conventionnel ou à l'issue de l'évaluation annuelle réalisée dans le cadre du CODAMUPS. Cet avenant est arrêté par le directeur général de l'ARS dans les mêmes conditions que le cahier des charges.

Le cas échéant, l'ATSU, le SAMU, le SDIS et l'ARS s'engagent à se réunir pour proposer une adaptation du cahier des charges aux modifications intervenues.

ARTICLE 15 : PRISE D'EFFET

Le présent avenant au cahier des charges prend effet au 1er novembre 2023 ; il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département des Hautes-Pyrénées et s'appliquera à toutes les entreprises de transport sanitaire agréées pour le département des Hautes-Pyrénées.

Annexe 1 du cahier des charges : Références réglementaires

L'organisation de la garde et des transports sanitaires urgents s'effectue dans le respect des obligations légales, réglementaires et conventionnelles, notamment celles énoncées ci-après :

- Code de la santé publique :
Partie législative : Articles L6311-1 à L6311-2, L6312-1 à L6312-5, L6313-1, L6314-1 ;
Partie réglementaire : Articles R6311-1 à R6311-5, R6312-1 à R6312-43, R6313-1 à R6313-8, R6314-1 à R6314-6, R. 6311-17-1 ;
- Code général des collectivités territoriales : L.1424-2 et L.1424-42 ;
- Code de la route : Articles R311-1, R313-33 à R313-35, R432-1 à R432-3 ;
- L'arrêté relatif aux critères, aux modalités de désignation ainsi qu'aux obligations et missions de l'association des transports sanitaires d'urgence la plus représentative au plan départemental ;
- Arrêté relatif aux plafonds d'heures de garde pour l'organisation de la garde prévue à l'article R.6312-19 du code de la santé publique
- Arrêté fixant le montant et les modalités de versement de l'indemnité de substitution pour l'adaptation de la couverture opérationnelle d'un service d'incendie et de secours sur un secteur non couvert par une garde ambulancière
- L'arrêté ministériel du 24 avril 2009 relatif à la mise en œuvre du référentiel portant organisation du secours à la personne et à l'aide médicale urgente ;
- L'arrêté ministériel du 5 mai 2009 relatif à la mise en œuvre du référentiel SAMU-transports sanitaires portant organisation de la réponse ambulancière à l'urgence pré-hospitalière ;
- L'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;
- La convention nationale du 26 décembre 2002 destinée à organiser les rapports entre les transporteurs privés et les caisses d'assurance maladie, ses annexes et ses dix avenants ;
- La circulaire DHOS/2009 n° 192 du 14 octobre 2009 relative à l'application de l'arrêté du 24 avril 2009 relatif à la mise en œuvre du référentiel portant sur l'organisation du secours à personne et de l'aide médicale urgente et de l'arrêté du 5 mai 2009 relatif à la mise en œuvre du référentiel portant organisation de la réponse ambulancière à l'urgence pré-hospitalière ;
- L'instruction interministérielle N° DGOS/R2/DSS/DGSCGC/2022/144 du 13 mai 2022 relative à la mise en œuvre de la réforme des transports sanitaires urgents et de la participation des entreprises de transports sanitaires au service de garde

Annexe 2 du cahier des charges : Lexique

Transport sanitaire urgent : Transport réalisé par un transporteur sanitaire à la demande du SAMU - centre 15, en vue de l'admission d'un patient dans un établissement de santé, à l'exclusion des transports entre deux établissements de santé, que le patient soit hospitalisé ou pas. Le transport sanitaire urgent est obligatoirement assuré par une ambulance.

Intervention non suivie de transport (« sortie blanche ») : Transport sanitaire urgent pour lequel le transport du patient n'est pas réalisé pour diverses raisons mentionnées à l'article R. 6312-17-1 du CSP.

Garde/service de garde: Organisation d'une permanence ambulancière sur toute partie du territoire départemental ou interdépartemental, à tout moment de la journée ou de la nuit où l'activité des entreprises de transports sanitaires à la demande du service d'aide médicale urgente justifie la mise en place de moyens dédiés. La garde se traduit opérationnellement par la mise en œuvre du tableau de garde.

Moyen complémentaire : Ambulance agréée de catégorie A, ou catégorie C équipée en catégorie A qui peut être déclenchée par le coordonnateur ambulancier en cas d'indisponibilité de l'entreprise de garde ou en dehors des périodes de garde.

Annexe 3 du cahier des charges : Liste et composition des secteurs de garde

Secteur LANNEMEZAN

| Code INSEE | Commune | Secteur |
|-------------------|---------------------|----------------|
| 65009 | Anères | 65-LANNEMEZAN |
| 65015 | Antin | 65-LANNEMEZAN |
| 65026 | Aries-Espéan | 65-LANNEMEZAN |
| 65028 | Arné | 65-LANNEMEZAN |
| 65034 | Arrodets | 65-LANNEMEZAN |
| 65041 | Asque | 65-LANNEMEZAN |
| 65051 | Aventignan | 65-LANNEMEZAN |
| 65054 | Avezac-Prat-Lahitte | 65-LANNEMEZAN |
| 65068 | Barthe | 65-LANNEMEZAN |
| 65069 | Barthe-de-Neste | 65-LANNEMEZAN |
| 65071 | Batsère | 65-LANNEMEZAN |
| 65074 | Bazordan | 65-LANNEMEZAN |
| 65076 | Bazus-Neste | 65-LANNEMEZAN |
| 65081 | Benqué-Molère | 65-LANNEMEZAN |
| 65085 | Bernadets-Debat | 65-LANNEMEZAN |
| 65088 | Betbèze | 65-LANNEMEZAN |
| 65090 | Betpouy | 65-LANNEMEZAN |
| 65092 | Beyrède-Jumet | 65-LANNEMEZAN |
| 65093 | Bize | 65-LANNEMEZAN |
| 65094 | Bizous | 65-LANNEMEZAN |
| 65095 | Bonnefont | 65-LANNEMEZAN |
| 65096 | Bonnemazon | 65-LANNEMEZAN |
| 65097 | Bonrepos | 65-LANNEMEZAN |
| 65105 | Bourg-de-Bigorre | 65-LANNEMEZAN |
| 65110 | Bugard | 65-LANNEMEZAN |
| 65111 | Bulan | 65-LANNEMEZAN |
| 65122 | Camous | 65-LANNEMEZAN |
| 65125 | Campistrous | 65-LANNEMEZAN |
| 65126 | Campuzan | 65-LANNEMEZAN |
| 65127 | Capvern | 65-LANNEMEZAN |
| 65128 | Castelbajac | 65-LANNEMEZAN |
| 65129 | Castelnau-Magnoac | 65-LANNEMEZAN |
| 65134 | Casterets | 65-LANNEMEZAN |
| 65136 | Caubous | 65-LANNEMEZAN |
| 65142 | Chelle-Debat | 65-LANNEMEZAN |
| 65148 | Cizos | 65-LANNEMEZAN |
| 65150 | Clarens | 65-LANNEMEZAN |
| 65155 | Devèze | 65-LANNEMEZAN |
| 65159 | Escala | 65-LANNEMEZAN |
| 65162 | Esconnets | 65-LANNEMEZAN |
| 65163 | Escots | 65-LANNEMEZAN |
| 65165 | Esparros | 65-LANNEMEZAN |

| | | |
|-------|-------------------|----------------|
| 65166 | Espèche | 65-LANNEMEZHAN |
| 65167 | Espieilh | 65-LANNEMEZHAN |
| 65170 | Estampures | 65-LANNEMEZHAN |
| 65177 | Fontrailles | 65-LANNEMEZHAN |
| 65179 | Fréchendets | 65-LANNEMEZHAN |
| 65183 | Galan | 65-LANNEMEZHAN |
| 65184 | Galez | 65-LANNEMEZHAN |
| 65187 | Gaussan | 65-LANNEMEZHAN |
| 65190 | Gazave | 65-LANNEMEZHAN |
| 65194 | Générest | 65-LANNEMEZHAN |
| 65213 | Guizerix | 65-LANNEMEZHAN |
| 65214 | Hachan | 65-LANNEMEZHAN |
| 65217 | Hautaget | 65-LANNEMEZHAN |
| 65218 | Hèches | 65-LANNEMEZHAN |
| 65224 | Houeydets | 65-LANNEMEZHAN |
| 65228 | Ilhet | 65-LANNEMEZHAN |
| 65231 | Izaux | 65-LANNEMEZHAN |
| 65239 | Labastide | 65-LANNEMEZHAN |
| 65241 | Laborde | 65-LANNEMEZHAN |
| 65245 | Lagrange | 65-LANNEMEZHAN |
| 65249 | Lalanne | 65-LANNEMEZHAN |
| 65250 | Lalanne-Trie | 65-LANNEMEZHAN |
| 65253 | Lamarque-Rustaing | 65-LANNEMEZHAN |
| 65258 | Lannemezan | 65-LANNEMEZHAN |
| 65260 | Lapeyre | 65-LANNEMEZHAN |
| 65261 | Laran | 65-LANNEMEZHAN |
| 65263 | Larroque | 65-LANNEMEZHAN |
| 65266 | Lassales | 65-LANNEMEZHAN |
| 65274 | Libaros | 65-LANNEMEZHAN |
| 65277 | Lombrès | 65-LANNEMEZHAN |
| 65278 | Lomné | 65-LANNEMEZHAN |
| 65279 | Lortet | 65-LANNEMEZHAN |
| 65288 | Lubret-Saint-Luc | 65-LANNEMEZHAN |
| 65289 | Luby-Betmont | 65-LANNEMEZHAN |
| 65293 | Lustar | 65-LANNEMEZHAN |
| 65294 | Lutilhous | 65-LANNEMEZHAN |
| 65306 | Mauvezin | 65-LANNEMEZHAN |
| 65307 | Mazères-de-Neste | 65-LANNEMEZHAN |
| 65308 | Mazerolles | 65-LANNEMEZHAN |
| 65309 | Mazouau | 65-LANNEMEZHAN |
| 65315 | Monléon-Magnoac | 65-LANNEMEZHAN |
| 65316 | Monlong | 65-LANNEMEZHAN |
| 65318 | Montastruc | 65-LANNEMEZHAN |
| 65319 | Montégut | 65-LANNEMEZHAN |
| 65322 | Montoussé | 65-LANNEMEZHAN |
| 65323 | Montsérié | 65-LANNEMEZHAN |
| 65326 | Mun | 65-LANNEMEZHAN |
| 65327 | Nestier | 65-LANNEMEZHAN |

| | | |
|-------|------------------------|---------------|
| 65329 | Nistos | 65-LANNEMEZAN |
| 65336 | Organ | 65-LANNEMEZAN |
| 65342 | Osmets | 65-LANNEMEZAN |
| 65356 | Péré | 65-LANNEMEZAN |
| 65358 | Peyret-Saint-André | 65-LANNEMEZAN |
| 65363 | Pinas | 65-LANNEMEZAN |
| 65368 | Pouy | 65-LANNEMEZAN |
| 65373 | Puntous | 65-LANNEMEZAN |
| 65374 | Puydarrieux | 65-LANNEMEZAN |
| 65376 | Recurt | 65-LANNEMEZAN |
| 65377 | Réjaumont | 65-LANNEMEZAN |
| 65381 | Sabarros | 65-LANNEMEZAN |
| 65383 | Sadournin | 65-LANNEMEZAN |
| 65385 | Saint-Arroman | 65-LANNEMEZAN |
| 65389 | Saint-Laurent-de-Neste | 65-LANNEMEZAN |
| 65394 | Saint-Paul | 65-LANNEMEZAN |
| 65404 | Sariac-Magnoac | 65-LANNEMEZAN |
| 65405 | Sarlabous | 65-LANNEMEZAN |
| 65408 | Sarrancolin | 65-LANNEMEZAN |
| 65416 | Seich | 65-LANNEMEZAN |
| 65419 | Sentous | 65-LANNEMEZAN |
| 65423 | Sère-Rustaing | 65-LANNEMEZAN |
| 65437 | Tajan | 65-LANNEMEZAN |
| 65442 | Thermes-Magnoac | 65-LANNEMEZAN |
| 65444 | Tibiran-Jaunac | 65-LANNEMEZAN |
| 65445 | Tilhouse | 65-LANNEMEZAN |
| 65448 | Tournous-Darré | 65-LANNEMEZAN |
| 65449 | Tournous-Devant | 65-LANNEMEZAN |
| 65452 | Trie-sur-Baïse | 65-LANNEMEZAN |
| 65455 | Tuzaguet | 65-LANNEMEZAN |
| 65456 | Uglas | 65-LANNEMEZAN |
| 65461 | Vidou | 65-LANNEMEZAN |
| 65468 | Vieuzos | 65-LANNEMEZAN |
| 65474 | Villembits | 65-LANNEMEZAN |
| 65475 | Villemur | 65-LANNEMEZAN |
| 65482 | Cantaous | 65-LANNEMEZAN |

Communes de la Haute-Garonne rattachées au secteur de LANNEMEZAN

| Code Insee | Commune | Secteur |
|-------------------|---------------------|----------------|
| 31289 | Lécussan | 65-LANNEMEZAN |
| 31586 | Villeneuve-Lécussan | 65-LANNEMEZAN |

Secteur LOURDES

| Code INSEE | Commune | Secteur |
|------------|--------------------|------------|
| 65001 | Adast | 65-LOURDES |
| 65002 | Adé | 65-LOURDES |
| 65004 | Agos-Vidalos | 65-LOURDES |
| 65011 | Angles | 65-LOURDES |
| 65020 | Arcizac-ez-Angles | 65-LOURDES |
| 65021 | Arcizans-Avant | 65-LOURDES |
| 65025 | Argelès-Gazost | 65-LOURDES |
| 65033 | Arrodets-ez-Angles | 65-LOURDES |
| 65036 | Artalens-Souin | 65-LOURDES |
| 65038 | Artigues | 65-LOURDES |
| 65040 | Aspin-en-Lavedan | 65-LOURDES |
| 65055 | Ayros-Arbouix | 65-LOURDES |
| 65056 | Ayzac-Ost | 65-LOURDES |
| 65065 | Barlest | 65-LOURDES |
| 65070 | Bartrès | 65-LOURDES |
| 65077 | Beaucens | 65-LOURDES |
| 65082 | Berbérust-Lias | 65-LOURDES |
| 65098 | Boô-Silhen | 65-LOURDES |
| 65107 | Bourréac | 65-LOURDES |
| 65144 | Cheust | 65-LOURDES |
| 65164 | Escoubès-Pouts | 65-LOURDES |
| 65191 | Gazost | 65-LOURDES |
| 65197 | Ger | 65-LOURDES |
| 65201 | Geu | 65-LOURDES |
| 65202 | Gez | 65-LOURDES |
| 65203 | Gez-ez-Angles | 65-LOURDES |
| 65233 | Jarret | 65-LOURDES |
| 65236 | Julos | 65-LOURDES |
| 65237 | Juncalas | 65-LOURDES |
| 65247 | Arrayou-Lahitte | 65-LOURDES |
| 65267 | Lau-Balagnas | 65-LOURDES |
| 65271 | Léznigan | 65-LOURDES |
| 65280 | Loubajac | 65-LOURDES |
| 65286 | Lourdes | 65-LOURDES |
| 65291 | Lugagnan | 65-LOURDES |
| 65334 | Omex | 65-LOURDES |
| 65343 | Ossen | 65-LOURDES |
| 65345 | Ossun-ez-Angles | 65-LOURDES |
| 65348 | Ourdis-Cotdoussan | 65-LOURDES |
| 65349 | Ourdon | 65-LOURDES |
| 65351 | Ousté | 65-LOURDES |
| 65352 | Ouzous | 65-LOURDES |
| 65355 | Paréac | 65-LOURDES |

| | | |
|-------|----------------------|------------|
| 65360 | Peyrouse | 65-LOURDES |
| 65362 | Pierrefitte-Nestalas | 65-LOURDES |
| 65366 | Poueyferré | 65-LOURDES |
| 65371 | Préchac | 65-LOURDES |
| 65386 | Saint-Créac | 65-LOURDES |
| 65393 | Saint-Pastous | 65-LOURDES |
| 65395 | Saint-Pé-de-Bigorre | 65-LOURDES |
| 65396 | Saint-Savin | 65-LOURDES |
| 65400 | Salles | 65-LOURDES |
| 65415 | Ségus | 65-LOURDES |
| 65420 | Sère-en-Lavedan | 65-LOURDES |
| 65421 | Sère-Lanso | 65-LOURDES |
| 65435 | Soulom | 65-LOURDES |
| 65458 | Uz | 65-LOURDES |
| 65467 | Vier-Bordes | 65-LOURDES |
| 65470 | Viger | 65-LOURDES |
| 65473 | Villelongue | 65-LOURDES |

Secteur SUD

| | | |
|-------|------------------------------|--------|
| 65003 | Adervielle-Pouchergues | 65-SUD |
| 65006 | Ancizan | 65-SUD |
| 65017 | Aragnouet | 65-SUD |
| 65022 | Arcizans-Dessus | 65-SUD |
| 65023 | Ardengost | 65-SUD |
| 65029 | Arras-en-Lavedan | 65-SUD |
| 65031 | Arreau | 65-SUD |
| 65032 | Arrens-Marsous | 65-SUD |
| 65039 | Aspin-Aure | 65-SUD |
| 65045 | Aucun | 65-SUD |
| 65046 | Aulon | 65-SUD |
| 65050 | Avajan | 65-SUD |
| 65058 | Azet | 65-SUD |
| 65064 | Bareilles | 65-SUD |
| 65066 | Barrancoueu | 65-SUD |
| 65075 | Bazus-Aure | 65-SUD |
| 65089 | Betpouey | 65-SUD |
| 65099 | Bordères-Louron | 65-SUD |
| 65106 | Bourisp | 65-SUD |
| 65112 | Bun | 65-SUD |
| 65116 | Cadéac | 65-SUD |
| 65117 | Cadeilhan-Trachère | 65-SUD |
| 65124 | Campan | 65-SUD |
| 65138 | Cauterets | 65-SUD |
| 65140 | Cazaux-Debat | 65-SUD |
| 65141 | Cazaux-Fréchet-Anéran-Camors | 65-SUD |
| 65145 | Chèze | 65-SUD |
| 65157 | Ens | 65-SUD |
| 65168 | Esquièze-Sère | 65-SUD |
| 65169 | Estaing | 65-SUD |
| 65171 | Estarvielle | 65-SUD |
| 65172 | Estensan | 65-SUD |
| 65173 | Esterre | 65-SUD |
| 65180 | Fréchet-Aure | 65-SUD |
| 65182 | Gaillagos | 65-SUD |
| 65192 | Gavarnie-Gèdre | 65-SUD |
| 65195 | Génos | 65-SUD |
| 65199 | Germ | 65-SUD |
| 65205 | Gouaux | 65-SUD |
| 65208 | Grailhen | 65-SUD |
| 65209 | Grézian | 65-SUD |
| 65210 | Grust | 65-SUD |
| 65211 | Guchan | 65-SUD |
| 65212 | Guchen | 65-SUD |

| | | |
|-------|-------------------|--------|
| 65234 | Jézeau | 65-SUD |
| 65255 | Lançon | 65-SUD |
| 65282 | Loudenvielle | 65-SUD |
| 65283 | Loudervielle | 65-SUD |
| 65295 | Luz-Saint-Sauveur | 65-SUD |
| 65317 | Mont | 65-SUD |
| 65354 | Pailhac | 65-SUD |
| 65379 | Ris | 65-SUD |
| 65384 | Sailhan | 65-SUD |
| 65388 | Saint-Lary-Soulan | 65-SUD |
| 65399 | Saligos | 65-SUD |
| 65411 | Sassis | 65-SUD |
| 65413 | Sazos | 65-SUD |
| 65424 | Sers | 65-SUD |
| 65428 | Sireix | 65-SUD |
| 65450 | Tramezaïgues | 65-SUD |
| 65463 | Viella | 65-SUD |
| 65465 | Vielle-Aure | 65-SUD |
| 65466 | Vielle-Louron | 65-SUD |
| 65469 | Viey | 65-SUD |
| 65471 | Vignec | 65-SUD |
| 65478 | Viscos | 65-SUD |
| 65481 | Barèges | 65-SUD |

Secteur TARBES

| Code INSEE | Commune | Secteur |
|------------|----------------------|-----------|
| 65005 | Allier | 65-TARBES |
| 65007 | Andrest | 65-TARBES |
| 65010 | Angos | 65-TARBES |
| 65013 | Ansost | 65-TARBES |
| 65016 | Antist | 65-TARBES |
| 65019 | Arcizac-Adour | 65-TARBES |
| 65024 | Argelès-Bagnères | 65-TARBES |
| 65035 | Artagnan | 65-TARBES |
| 65037 | Artiguemy | 65-TARBES |
| 65042 | Asté | 65-TARBES |
| 65043 | Astugue | 65-TARBES |
| 65044 | Aubarède | 65-TARBES |
| 65047 | Aureilhan | 65-TARBES |
| 65048 | Aurensan | 65-TARBES |
| 65049 | Auriébat | 65-TARBES |
| 65052 | Averan | 65-TARBES |
| 65057 | Azereix | 65-TARBES |
| 65059 | Bagnères-de-Bigorre | 65-TARBES |
| 65060 | Banios | 65-TARBES |
| 65061 | Barbachen | 65-TARBES |
| 65062 | Barbazan-Debat | 65-TARBES |
| 65063 | Barbazan-Dessus | 65-TARBES |
| 65067 | Barry | 65-TARBES |
| 65072 | Bazet | 65-TARBES |
| 65073 | Bazillac | 65-TARBES |
| 65078 | Beaudéan | 65-TARBES |
| 65079 | Bégole | 65-TARBES |
| 65080 | Bénac | 65-TARBES |
| 65083 | Bernac-Debat | 65-TARBES |
| 65084 | Bernac-Dessus | 65-TARBES |
| 65086 | Bernadets-Dessus | 65-TARBES |
| 65091 | Bettes | 65-TARBES |
| 65100 | Bordères-sur-l'Échez | 65-TARBES |
| 65101 | Bordes | 65-TARBES |
| 65102 | Bouilh-Devant | 65-TARBES |
| 65103 | Bouilh-Péreuilh | 65-TARBES |
| 65104 | Boulin | 65-TARBES |
| 65108 | Bours | 65-TARBES |
| 65113 | Burg | 65-TARBES |
| 65114 | Buzon | 65-TARBES |
| 65115 | Cabanac | 65-TARBES |
| 65118 | Caharet | 65-TARBES |
| 65119 | Caixon | 65-TARBES |

| | | |
|-------|-------------------------|-----------|
| 65120 | Calavanté | 65-TARBES |
| 65121 | Camalès | 65-TARBES |
| 65123 | Campan | 65-TARBES |
| 65130 | Castelnau-Rivière-Basse | 65-TARBES |
| 65131 | Castelvieilh | 65-TARBES |
| 65132 | Castéra-Lanusse | 65-TARBES |
| 65133 | Castéra-Lou | 65-TARBES |
| 65135 | Castillon | 65-TARBES |
| 65137 | Caussade-Rivière | 65-TARBES |
| 65143 | Chelle-Spou | 65-TARBES |
| 65146 | Chis | 65-TARBES |
| 65147 | Cieutat | 65-TARBES |
| 65149 | Clarac | 65-TARBES |
| 65151 | Collongues | 65-TARBES |
| 65153 | Coussan | 65-TARBES |
| 65156 | Dours | 65-TARBES |
| 65160 | Escaunets | 65-TARBES |
| 65161 | Escondeaux | 65-TARBES |
| 65174 | Estirac | 65-TARBES |
| 65178 | Fréchède | 65-TARBES |
| 65181 | Fréchou-Fréchet | 65-TARBES |
| 65189 | Gayan | 65-TARBES |
| 65196 | Gensac | 65-TARBES |
| 65198 | Gerde | 65-TARBES |
| 65200 | Germs-sur-l'Oussouet | 65-TARBES |
| 65204 | Gonez | 65-TARBES |
| 65206 | Goudon | 65-TARBES |
| 65207 | Gourgue | 65-TARBES |
| 65215 | Hagedet | 65-TARBES |
| 65216 | Hauban | 65-TARBES |
| 65219 | Hères | 65-TARBES |
| 65220 | Hibarette | 65-TARBES |
| 65221 | Hiis | 65-TARBES |
| 65222 | Hitte | 65-TARBES |
| 65223 | Horgues | 65-TARBES |
| 65225 | Hourc | 65-TARBES |
| 65226 | Ibos | 65-TARBES |
| 65232 | Jacque | 65-TARBES |
| 65235 | Juillan | 65-TARBES |
| 65238 | Labassère | 65-TARBES |
| 65240 | Labatut-Rivière | 65-TARBES |
| 65242 | Lacassagne | 65-TARBES |
| 65243 | Lafitole | 65-TARBES |
| 65244 | Lagarde | 65-TARBES |
| 65248 | Lahitte-Toupière | 65-TARBES |
| 65251 | Laloubère | 65-TARBES |
| 65254 | Laméac | 65-TARBES |
| 65256 | Lanespède | 65-TARBES |

| | | |
|-------|--------------|-----------|
| 65257 | Lanne | 65-TARBES |
| 65259 | Lansac | 65-TARBES |
| 65262 | Larreule | 65-TARBES |
| 65264 | Lascazères | 65-TARBES |
| 65265 | Lasclades | 65-TARBES |
| 65268 | Layrisse | 65-TARBES |
| 65269 | Lescurry | 65-TARBES |
| 65270 | Lespouey | 65-TARBES |
| 65272 | Lhez | 65-TARBES |
| 65273 | Liac | 65-TARBES |
| 65275 | Lies | 65-TARBES |
| 65276 | Lizos | 65-TARBES |
| 65281 | Loucrup | 65-TARBES |
| 65284 | Louey | 65-TARBES |
| 65285 | Louit | 65-TARBES |
| 65290 | Luc | 65-TARBES |
| 65296 | Madiran | 65-TARBES |
| 65297 | Mansan | 65-TARBES |
| 65298 | Marquerie | 65-TARBES |
| 65299 | Marsac | 65-TARBES |
| 65300 | Marsas | 65-TARBES |
| 65301 | Marseillan | 65-TARBES |
| 65303 | Mascaras | 65-TARBES |
| 65304 | Maubourguet | 65-TARBES |
| 65310 | Mérilheu | 65-TARBES |
| 65311 | Mingot | 65-TARBES |
| 65313 | Momères | 65-TARBES |
| 65314 | Monfaucon | 65-TARBES |
| 65320 | Montgaillard | 65-TARBES |
| 65321 | Montignac | 65-TARBES |
| 65324 | Moulédous | 65-TARBES |
| 65325 | Moumoulous | 65-TARBES |
| 65328 | Neuilh | 65-TARBES |
| 65330 | Nouilhan | 65-TARBES |
| 65331 | Odos | 65-TARBES |
| 65332 | Oléac-Debat | 65-TARBES |
| 65333 | Oléac-Dessus | 65-TARBES |
| 65335 | Ordizan | 65-TARBES |
| 65337 | Orieux | 65-TARBES |
| 65338 | Orignac | 65-TARBES |
| 65339 | Orincles | 65-TARBES |
| 65340 | Orleix | 65-TARBES |
| 65341 | Oroix | 65-TARBES |
| 65344 | Ossun | 65-TARBES |
| 65346 | Oueilloux | 65-TARBES |
| 65350 | Oursbelille | 65-TARBES |
| 65353 | Ozon | 65-TARBES |
| 65357 | Peyraube | 65-TARBES |

| | | |
|-------|-----------------------|-----------|
| 65359 | Peyriguère | 65-TARBES |
| 65361 | Peyrun | 65-TARBES |
| 65364 | Pintac | 65-TARBES |
| 65367 | Poumarous | 65-TARBES |
| 65369 | Pouyastruc | 65-TARBES |
| 65370 | Pouzac | 65-TARBES |
| 65372 | Pujo | 65-TARBES |
| 65375 | Rabastens-de-Bigorre | 65-TARBES |
| 65378 | Ricaud | 65-TARBES |
| 65380 | Sabalos | 65-TARBES |
| 65387 | Saint-Lanne | 65-TARBES |
| 65390 | Saint-Lézer | 65-TARBES |
| 65392 | Saint-Martin | 65-TARBES |
| 65397 | Saint-Sever-de-Rustan | 65-TARBES |
| 65401 | Salles-Adour | 65-TARBES |
| 65403 | Sanous | 65-TARBES |
| 65406 | Sarniguet | 65-TARBES |
| 65409 | Sarriac-Bigorre | 65-TARBES |
| 65410 | Sarrouilles | 65-TARBES |
| 65412 | Sauveterre | 65-TARBES |
| 65414 | Ségalas | 65-TARBES |
| 65417 | Séméac | 65-TARBES |
| 65418 | Sénac | 65-TARBES |
| 65422 | Séron | 65-TARBES |
| 65425 | Siarrouy | 65-TARBES |
| 65426 | Sinzos | 65-TARBES |
| 65429 | Sombrun | 65-TARBES |
| 65430 | Soréac | 65-TARBES |
| 65432 | Soublecause | 65-TARBES |
| 65433 | Soues | 65-TARBES |
| 65436 | Souyeaux | 65-TARBES |
| 65438 | Talazac | 65-TARBES |
| 65439 | Tarasteix | 65-TARBES |
| 65440 | Tarbes | 65-TARBES |
| 65443 | Thuy | 65-TARBES |
| 65446 | Tostat | 65-TARBES |
| 65447 | Tournay | 65-TARBES |
| 65451 | Trébons | 65-TARBES |
| 65454 | Trouley-Labarthe | 65-TARBES |
| 65457 | Ugnouas | 65-TARBES |
| 65459 | Uzer | 65-TARBES |
| 65460 | Vic-en-Bigorre | 65-TARBES |
| 65462 | Vidouze | 65-TARBES |
| 65464 | Vielle-Adour | 65-TARBES |
| 65472 | Villefranque | 65-TARBES |
| 65476 | Villenave-près-Béarn | 65-TARBES |
| 65477 | Villenave-près-Marsac | 65-TARBES |
| 65479 | Visker | 65-TARBES |

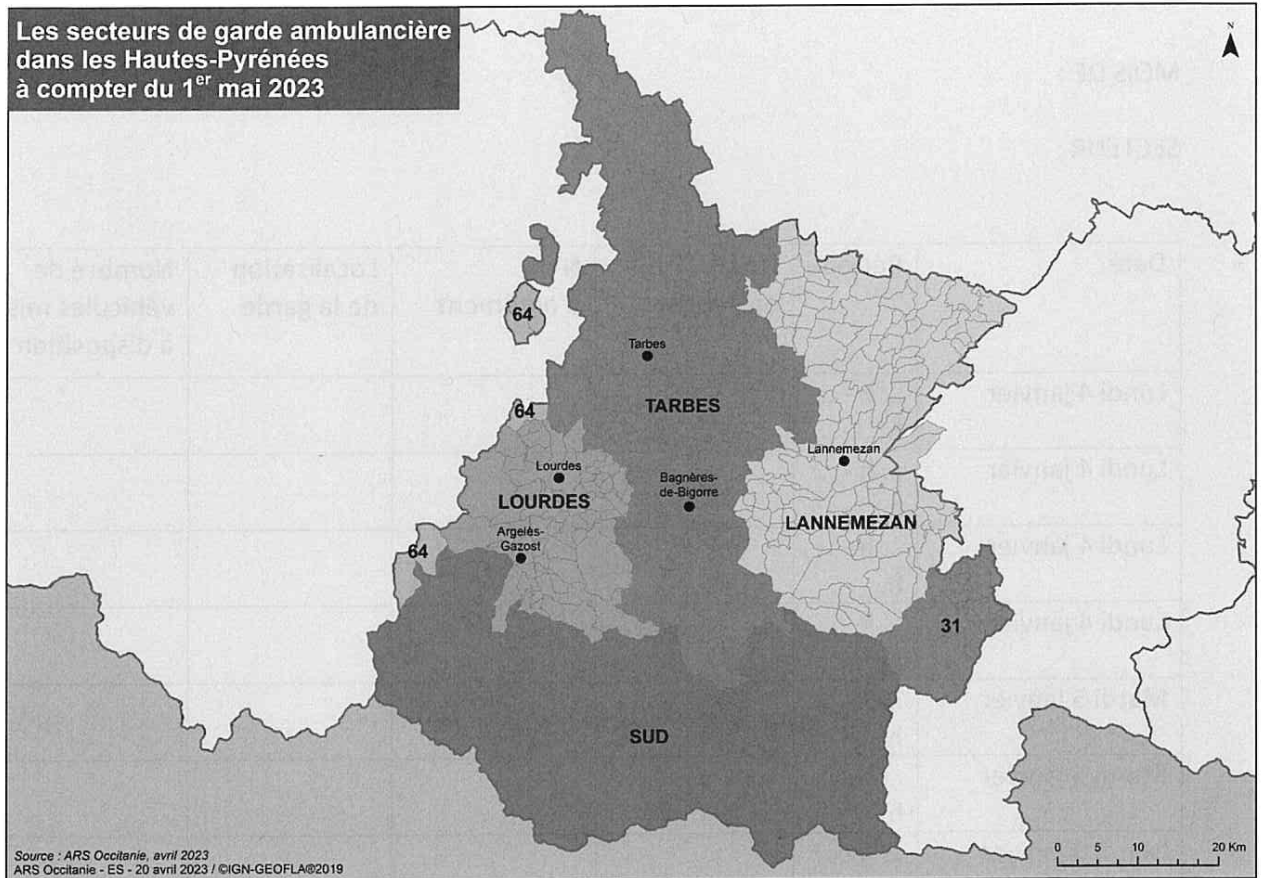
Communes rattachées au département de la Haute-Garonne

| Code Insee | Commune | Secteur |
|-------------------|------------------|----------------|
| 65012 | Anla | 65-31 |
| 65014 | Antichan | 65-31 |
| 65053 | Aveux | 65-31 |
| 65087 | Bertren | 65-31 |
| 65109 | Bramevaque | 65-31 |
| 65139 | Cazarilh | 65-31 |
| 65154 | Créchets | 65-31 |
| 65158 | Esbareich | 65-31 |
| 65175 | Ferrère | 65-31 |
| 65186 | Gaudent | 65-31 |
| 65193 | Gembrie | 65-31 |
| 65229 | Ilheu | 65-31 |
| 65230 | Izaourt | 65-31 |
| 65287 | Loures-Barousse | 65-31 |
| 65305 | Mauléon-Barousse | 65-31 |
| 65347 | Ourde | 65-31 |
| 65382 | Sacoué | 65-31 |
| 65391 | Sainte-Marie | 65-31 |
| 65398 | Saléchan | 65-31 |
| 65402 | Samuran | 65-31 |
| 65407 | Sarp | 65-31 |
| 65427 | Siradan | 65-31 |
| 65431 | Sost | 65-31 |
| 65441 | Thèbe | 65-31 |
| 65453 | Troubat | 65-31 |

Communes rattachées au département des Pyrénées-Atlantiques

| Code Insee | Commune | Secteur |
|-------------------|------------------|----------------|
| 65018 | Arbéost | 65-64 |
| 65176 | Ferrières | 65-64 |
| 65185 | Gardères | 65-64 |
| 65252 | Lamarque-Pontacq | 65-64 |
| 65292 | Luquet | 65-64 |

Annexe 4 du cahier des charges : Cartographie des secteurs de garde des Hautes-Pyrénées



Annexe 5 du cahier des charges : Modèle de tableau de garde

Tableau de garde

SAS 65 :

MOIS DE :

SECTEUR :

| Date | Période | Nom entreprise | N° d'agrément | Localisation de la garde | Nombre de véhicules mis à disposition |
|--------------------|---------------|----------------|---------------|--------------------------|---------------------------------------|
| Lundi 4 janvier | ... h - ... h | | | | |
| Lundi 4 janvier | ... h - ... h | | | | |
| Lundi 4 janvier | ... h - ... h | | | | |
| Lundi 4 janvier | ... h - ... h | | | | |
| Mardi 5 janvier | ... h - ... h | | | | |
| Mardi 5 janvier | ... h - ... h | | | | |
| Mardi 5 janvier | ... h - ... h | | | | |
| Mardi 5 janvier | ... h - ... h | | | | |
| Mercredi 6 janvier | ... h - ... h | | | | |
| Mercredi 6 janvier | ... h - ... h | | | | |
| Mercredi 6 janvier | ... h - ... h | | | | |
| Mercredi 6 janvier | ... h - ... h | | | | |

Une liste des sociétés et de leurs coordonnées sera jointe au tableau de garde.

Annexe 6 du cahier des charges : Fiche de permutation ou remplacement de garde

Département des Hautes-Pyrénées

Secteur de :

SOCIÉTÉ EMPÊCHÉE

NOM ET ADRESSE DE L'IMPLANTATION :

Agrément n° _____

.....
.....
.....

Ne pourra pas assurer la garde départementale prévue le de heures à heures.

Motif :

.....

SOCIÉTÉ REMPLACANTE

NOM ET ADRESSE DE L'IMPLANTATION :

Agrément n° _____

.....
.....
.....

En cas de permutation,

J'effectuerai la garde de la société

le de heures à heures.

À, Le

Signature et tampon
de la société empêchée :

Signature et tampon
de la société remplaçante :

Fiche à transmettre au SAMU, à l'ARS, au SAS 65 et à la CPAM

Annexe 7 du cahier des charges : Fiche de poste type du coordonnateur ambulancier

| | |
|----------------------------------|---|
| INTITULÉ DU POSTE | Coordonnateur ambulancier du département des Hautes-Pyrénées |
| STRUCTURE DE RATTACHEMENT | SAS 65 (à définir) |

DESCRIPTION DU POSTE

Missions générales

Dans le cadre de la réglementation applicable au transport sanitaire et des engagements convenus par les différents acteurs de l'aide médicale urgente dans le département, et en coordination étroite avec les assistants de régulation médicale du SAMU-centre 15, le coordonnateur assure l'engagement d'un moyen de transport sanitaire privé dans les délais exigés par le médecin régulateur du SAMU-centre 15, fait état du défaut de disponibilité des entreprises de transports sanitaires et assure le suivi exhaustif et détaillé de cette activité. Il est l'interlocuteur privilégié du SAMU-centre 15 et des entreprises de transport sanitaire pour toutes questions relatives au suivi au quotidien de l'activité opérationnelle des entreprises de transports sanitaires à la demande du SAMU.

L'objectif principal de la mise en place d'un coordonnateur ambulancier est de réduire les indisponibilités ambulancières, grâce à une meilleure visibilité en temps réel sur les moyens ambulanciers disponibles. Son objectif secondaire est de permettre une traçabilité complète de l'activité des ambulanciers par les outils de géolocalisation et de remontée des statuts installés à bord des véhicules et par la constitution d'une base de données détaillée.

Activités principales

- Déclencher l'envoi opérationnel d'équipages ambulanciers et faire diminuer le nombre d'indisponibilités ambulancières
- Avoir une visibilité permanente de la disponibilité (délai d'intervention, moyens techniques et humains) des ambulances participant à l'aide médicale urgente, par le biais notamment d'un logiciel partagé utilisant les moyens de géolocalisation dont sont équipés les véhicules
- S'assurer de la présence d'un ou plusieurs véhicules adaptés par secteur territorial pendant les horaires où une garde est organisée
- En l'absence de garde, s'assurer de la présence d'un ou plusieurs véhicules adaptés des entreprises volontaires sur chaque secteur selon la procédure définie par le SAS 65
- Recevoir les instructions opérationnelles du médecin régulateur du SAMU-Centre 15, par le biais du logiciel du SAMU, et vérifier la complétude des données nécessaires (localisation de la destination précise de l'intervention, etc.)
- Transmettre les demandes de transport sanitaire urgent aux entreprises de transport sanitaires du territoire concerné, par le biais d'un outil informatique commun et selon les procédures de sollicitation convenues dans le tableau de garde et par le SAS 65 : sollicitation impérativement de l'entreprise de garde du secteur en premier lieu, puis sollicitation des entreprises volontaires dans le cadre défini par le SAS 65
- Faire état de l'impossibilité avérée de répondre en temps et en qualité à la demande du SAMU-Centre 15, le cas échéant, et faire une description de la difficulté sans délai au SAMU-centre 15, qui juge de la pertinence d'un déclenchement des moyens du SIS en carence
- Poursuivre la sollicitation des entreprises de transport sanitaire privé si, après constat initial de l'indisponibilité, le SAMU et le SIS ont décidé de temporiser l'intervention

- Suivre la bonne réalisation de l'activité des transports sanitaires urgents par les ambulanciers
 - Suivre le déroulement des transports sanitaires urgents des équipages de transport sanitaire, se renseigner et alerter en cas de problème (ex : absence de nouvelles dans un délai exceptionnellement long)
 - Répondre aux demandes et informations des entreprises de transport sanitaire en temps réel (ex : signalement de disponibilité pour renfort)
 - S'assurer du bon fonctionnement en temps réel des outils informatiques et radiotéléphoniques et appeler les acteurs concernés en cas de problème constaté (ex : ambulance n'apparaissant plus sur le logiciel)
 - Faire respecter les bonnes pratiques durant les transports sanitaires urgents et les gardes ambulancières au quotidien, en lien avec le SAS 65
 - Assurer une veille juridique voire opérationnelle sur les transports sanitaires urgents des entreprises de transports sanitaires à la demande du SAMU
- Assurer la traçabilité de l'activité des ambulanciers et contribuer à son évaluation
 - Renseigner des fichiers précis et chiffrés de données à des fins statistiques, de bilan et de rémunération : nombre de transports sanitaires urgents par secteur et par horaire, nombre de sorties blanches, mobilisation des entreprises volontaires hors garde, nombre de d'indisponibilités ambulancières par secteur et motif, motifs d'indisponibilités par entreprise, nombre de transports sanitaires urgents en attente à l'instant T (chaque 30 min), journal des incidents, etc.
 - Transmission hebdomadaire de ces données au SAS 65
 - Réalisation d'un rapport de synthèse et d'analyse des données et transmission à l'ARS chaque semestre en vue de sa présentation et discussion au CODAMUPS-TS

Implantation et fonctionnement

Le coordonnateur ambulancier exerce son activité au sein d'une plateforme logistique hors du SAMU mais interconnectée avec ce dernier.

Le coordonnateur ambulancier est placé sous l'autorité hiérarchique de l'ATSU et fonctionnelle et du SAMU-centre 15. Il n'a aucun lien de subordination ou d'intérêt avec une entreprise de transport sanitaire. Aux horaires où l'activité justifie la mise en place d'un personnel dédié, le coordonnateur ambulancier ne peut effectuer d'autres activités pour le compte du SAMU qui ne sont pas prévues dans ses missions.

Dans le département des Hautes-Pyrénées, un personnel dédié aux missions de coordination ambulancière est mis en place sur les horaires suivants : 8h30-19h00, 7 jours sur 7

Afin d'assurer cette organisation, une équipe de x coordonnateurs ambulanciers se relaient au fil de la journée et de la semaine au sein du département, avec un fonctionnement comme suit :

Aux horaires de 19h00 à 8h30, les missions de coordination ambulancière sont effectuées le SAMU. Les coordonnateurs ambulanciers doivent donc entretenir un lien régulier et fluide avec ces autres personnels, afin d'assurer la transmission de l'ensemble des informations, notamment le recensement exhaustif des données et les incidents signalés sur la totalité des horaires et des jours.

PROFIL SOUHAITÉ

Les profils suivants sont privilégiés :

- Ambulancier
- Logisticien
- Assistant de régulation médicale

Une expérience de quelques années dans le secteur du transport sanitaire ou de l'aide médicale urgente est requise.

Connaissances :

- Connaissance du secteur géographique
- Connaissance de l'environnement réglementaire des transports sanitaires et des interventions à la demande du SAMU
- Connaissance des acteurs de l'aide médicale urgente, du monde sanitaire

Savoir-faire :

- Gestion et optimisation de l'envoi de véhicules
- Utilisation des outils bureautiques et informatiques
- Gestion de bases de données
- Constitution et analyse de tableaux de bord
- Communication
- Analyse d'un contexte, d'une problématique
- Alerte sur une situation à risque

Savoir-être :

- Autonomie
- Disponibilité
- Adaptabilité
- Réactivité
- Travail en équipe
- Écoute active et attentive
- Rigueur et esprit méthodique
- Persévérance et contrôle de soi

Formations prévues dans le cadre de l'adaptation au poste :

DESCRIPTION DE LA STRUCTURE

Description du SAMU et du SAS 65

CONTACTS

Personnes à contacter pour tout renseignement
Personnes à qui adresser les candidatures

Annexe 8 du cahier des charges : Fiche de dysfonctionnement des transports sanitaires urgents

Origine du signalement

Département des Hautes-Pyrénées

Secteur de :

Qualité du déclarant :

- Entreprise de transport sanitaire
- Coordinateur ambulancier
- Personnel du SAMU
- Personnel d'une structure des urgences
- Patient
- Autre :

Date du signalement :

Nom et mail du déclarant (facultatif) :

Date et heure du dysfonctionnement : le à

Caractéristiques du dysfonctionnement

- EN RELATION AVEC L'ENTREPRISE DE TRANSPORT SANITAIRE

Nom de l'entreprise :

- Non joignable
- Non disponible pour la garde
- Refus prise en charge du patient
- Autre :

Description :
.....

- EN RELATION AVEC LA REGULATION MEDICALE

Description :
.....

- EN RELATION AVEC LE PATIENT

- Agressivité du patient
- Incompréhension du patient
- Refus de prise en charge par le patient
- Autre :

Description :
.....

- AUTRE TYPE DE DYSFONCTIONNEMENT

Description :
.....

Solution apportée :

Fiche à transmettre à l'ARS par mail : ars-oc-dd65-animation-territoriale@ars.sante.fr
ars-oc-dd65-gestion-alerte@ars.sante.fr

DDETSPP Hautes-Pyrénées

65-2023-09-05-00010

Jardins Services Loc - Déménagement d'un
organisme de services à la personne



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités

et de la protection des populations

**Récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistré sous le N° SAP 814851655**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-16 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Vu la demande de déclaration déposée par l'organisme JARDINS SERVICES LOC, 2 Rue des Artisans 65240 ARREAU, le 27 juillet 2023 ;

Constate :

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès du service instructeur des Hautes-Pyrénées, le 27 juillet 2023 par Mme. RETAUX Fabienne en qualité de dirigeante, pour l'organisme JARDINS SERVICES LOC dont l'établissement principal est situé 2 Rue des Artisans 65240 ARREAU et enregistré sous le N° SAP 814851655 pour les activités suivantes :

- Entretien de la maison et travaux ménagers (mode d'intervention Prestataire)
- Petits travaux de jardinage (mode d'intervention Prestataire)
- Travaux de petit bricolage (mode d'intervention Prestataire)
- Collecte et livraison de linge repassé (mode d'intervention Prestataire)

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.]

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif (ou sous réserve d'une comptabilité séparée pour les personnes morales dispensées de cette condition), ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour du dépôt de la déclaration sous réserve des dispositions de l'article R.7232-18 du code du travail. Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps. La déclaration a une portée nationale.

Le cas échéant :

En application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-15, les activités nécessitant un agrément (l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si l'organisme a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément dans le ou les département(s) d'exercice de ses activités.

De même, en application de l'article D.312-6-2 du code de l'action sociale et des familles, les activités nécessitant une autorisation n'ouvrent droit à ces dispositions que si l'organisme a préalablement obtenu l'autorisation ou le renouvellement de cette autorisation.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-20 à R.7232-22 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Le présent récépissé peut, à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours gracieux auprès service instructeur des Hautes-Pyrénées ou d'un recours hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie - Direction générale des entreprises – sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13.

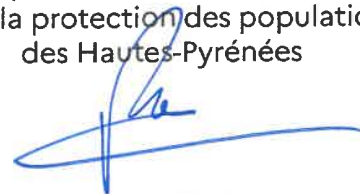
Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification auprès du tribunal administratif de PAU – Cours Lyautey 64000 PAU.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet <http://www.telerecours.fr/>

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Fait à Tarbes, le 05 septembre 2023

Pour le Préfet et par délégation
Le Directeur départemental
de l'emploi, du travail, des solidarités
et de la protection des populations
des Hautes-Pyrénées



Grégory FERRA

DDT Hautes-Pyrenees

65-2023-10-30-00001

Arrêté préfectoral d'application du régime
forestier sur la commune d'Ossun



**Arrêté préfectoral n° 65-2023-10- 65-2023-10-30-00001
d'APPLICATION DU RÉGIME FORESTIER
SUR LA COMMUNE DE OSSUN**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu les articles du code forestier, notamment ses articles L 214-3, R214-2, R214-7 et R214-8 du code forestier ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements ;

Vu l'arrêté du préfet des Hautes-Pyrénées n° 65-2022-08-30-00003 du 30 août 2022 portant délégation de signature à Monsieur Sylvain Rousset, directeur départemental des territoires des Hautes-Pyrénées ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Ossun en date du 7 décembre 2022 ;

Vu l'avis favorable du directeur de l'agence territoriale Pyrénées-Gascogne de l'office national des forêts en date du 7 décembre 2022 et sa demande d'application du régime forestier du 6 septembre 2023 ;

Considérant, après étude par l'office national des forêts du parcellaire cadastral constituant la forêt communale de Ossun qu'il est nécessaire de procéder à une restructuration foncière du patrimoine forestier et à une mise à jour exacte de la superficie devant relever du régime forestier ;

ARRETE

Article 1^{er} :

Une surface de **651 ha 54 a 23 ca** appartenant aux parcelles cadastrées désignées au tableau ci-après constitue le patrimoine forestier relevant du régime forestier de la forêt communale de Ossun.

**Parcelles cadastrales relevant du régime forestier
Forêt communale de Ossun (65)**

| Commune | Section | N° | Lieu-dit | Surface de la parcelle cadastrale | Surface relevant du régime forestier |
|----------------|----------------|-----------|-----------------|--|---|
| Ossun | H | 1 | La forêt | 0,7350 ha a ca | 0,7350 ha a ca |
| Ossun | H | 2 | La forêt | 188,0703 ha a ca | 188,0703 ha a ca |
| Ossun | H | 3p | La forêt | 4,8983 ha a ca | 3,3000 ha a ca |
| Ossun | H | 4p | La forêt | 7,9427 ha a ca | 1,5400 ha a ca |
| Ossun | H | 5p | La forêt | 4,4029 ha a ca | 0,6900 ha a ca |
| Ossun | H | 6 | La forêt | 2,6050 ha a ca | 2,6050 ha a ca |
| Ossun | H | 8 | La forêt | 2,7008 ha a ca | 2,7008 ha a ca |
| Ossun | H | 9 | La forêt | 1,6750 ha a ca | 1,6750 ha a ca |
| Ossun | H | 10j | La forêt | 28,0800 ha a ca | 28,0800 ha a ca |
| Ossun | H | 10k | La forêt | 19,3400 ha a ca | 19,3400 ha a ca |
| Ossun | H | 11 | La forêt | 8,3900 ha a ca | 8,3900 ha a ca |
| Ossun | H | 12 | La forêt | 125,5900 ha a ca | 125,5900 ha a ca |
| Ossun | H | 13 | La forêt | 1,9600 ha a ca | 1,9600 ha a ca |
| Ossun | H | 14 | La forêt | 1,8150 ha a ca | 1,8150 ha a ca |
| Ossun | H | 15 | La forêt | 1,6600 ha a ca | 1,6600 ha a ca |
| Ossun | H | 16 | La forêt | 8,0000 ha a ca | 8,0000 ha a ca |
| Ossun | H | 17 | La forêt | 1,0250 ha a ca | 1,0250 ha a ca |
| Ossun | H | 18 | La forêt | 0,1100 ha a ca | 0,1100 ha a ca |
| Ossun | H | 19 | La forêt | 0,3700 ha a ca | 0,3700 ha a ca |
| Ossun | H | 20 | La forêt | 0,1300 ha a ca | 0,1300 ha a ca |
| Ossun | H | 21 | La forêt | 0,0713 ha a ca | 0,0713 ha a ca |
| Ossun | H | 22 | La forêt | 0,3050 ha a ca | 0,3050 ha a ca |
| Ossun | H | 23 | La forêt | 0,6100 ha a ca | 0,6100 ha a ca |
| Ossun | H | 24 | La forêt | 35,7000 ha a ca | 35,7000 ha a ca |
| Ossun | H | 25 | La forêt | 8,0550 ha a ca | 8,0550 ha a ca |
| Ossun | H | 26 | La forêt | 0,0303 ha a ca | 0,0303 ha a ca |
| Ossun | H | 27 | La forêt | 0,4800 ha a ca | 0,4800 ha a ca |
| Ossun | H | 28 | La forêt | 15,8150 ha a ca | 15,8150 ha a ca |
| Ossun | H | 29 | La forêt | 13,4200 ha a ca | 13,4200 ha a ca |
| Ossun | H | 30 | La forêt | 20,1750 ha a ca | 20,1750 ha a ca |
| Ossun | H | 31 | La forêt | 20,1700 ha a ca | 20,1700 ha a ca |
| Ossun | H | 54 | Sereix | 1,9986 ha a ca | 1,9986 ha a ca |
| Ossun | H | 55p | Sereix | 1,0900 ha a ca | 1,0300 ha a ca |
| Ossun | H | 56 | Sereix | 4,5607 ha a ca | 4,5607 ha a ca |
| Ossun | H | 57 | Sereix | 7,5323 ha a ca | 7,5323 ha a ca |
| Ossun | H | 58p | Sereix | 0,6427 ha a ca | 0,2000 ha a ca |
| Ossun | H | 59 | Sereix | 4,2320 ha a ca | 4,2320 ha a ca |
| Ossun | H | 60 | Sereix | 2,0510 ha a ca | 2,0510 ha a ca |
| Ossun | H | 61p | Le Souy | 117,5000 ha a ca | 117,3200 ha a ca |
| Total | | | | 663 ha, 93a 89ca | 651,5423 ha a ca |

Tél : 05 62 56 65 65
Mél : ddt@hautes-pyrenees.gouv.fr
3 rue Lordat - BP 1349 - 65013 TARBES

Article 2 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Pau :

- pour le pétitionnaire, dans le délai de deux mois à compter de sa notification,
 - pour les tiers, dans le délai de deux mois à compter de la date d'affichage en mairie.
- Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 3 :

La Secrétaire Générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées, Monsieur le maire de la commune de Ossun, le directeur départemental des territoires des Hautes-Pyrénées, et le directeur de l'agence territoriale Pyrénées-Gascogne de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera affichée dans la mairie de Ossun au lieu et place destinés à l'information du public.

Fait à Tarbes, le 30 OCT. 2023

Le chef du service environnement
risques, eau et forêt

Alexis CLARIOND

DDT Hautes-Pyrenees

65-2023-10-30-00007

Arrêté préfectoral d'application du régime
forestier sur la commune de Lacassagne



**Arrêté préfectoral n° 65-2023-10-30-00007
d'APPLICATION DU RÉGIME FORESTIER
SUR LA COMMUNE DE LACASSAGNE**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu les articles du code forestier, notamment ses articles L 214-3, R214-2, R214-7 et R214-8 du code forestier ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements ;

Vu l'arrêté du préfet des Hautes-Pyrénées n° 65-2022-08-30-00003 du 30 août 2022 portant délégation de signature à Monsieur Sylvain Rousset, directeur départemental des territoires des Hautes-Pyrénées ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Lacassagne en date du 13 avril 2016 de demande d'application du r forestier ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Lacassagne en date du 12 décembre 2014 validant l'échange foncier et l'acte administratif d'échange du 8/12/2021 enregistré le 22/ septembre 2022 par le service de publicité foncière de Tarbes

Vu l'avis favorable du directeur de l'agence territoriale Pyrénées-Gascogne de l'office national des forêts en date du 5 février 2022 et sa demande d'application du régime forestier du 23 mars 2022 ;

Considérant, après étude par l'office national des forêts du parcellaire cadastral constituant la forêt communale de Lacassagne qu'il est nécessaire de procéder à une restructuration foncière du patrimoine forestier et à une mise à jour exacte de la superficie devant relever du régime forestier ;

ARRETE

Article 1^{er} :

Une surface de **6 ha 84 a 64 ca** appartenant à la parcelle cadastrée désignée au tableau ci-après est distraite du patrimoine forestier relevant du régime forestier de la forêt communale de Lacassagne.

| Commune | Section | N° | Lieu-dit | Surface de la parcelle cadastrale | Surface distraite du régime forestier |
|----------------|----------------|-----------|-----------------|--|--|
| Lacassagne | C | 435 | LES BOIS | 6 ha 84 a 64 ca | 6 ha 84 a 64 ca |

Article 2 :

Une surface de **6 ha 84 a 64 ca** appartenant aux parcelles cadastrées désignées au tableau ci-après est intégrée au patrimoine forestier relevant du régime forestier de la forêt communale de Lacassagne.

| Commune | Section | N° | Lieu-dit | Surface de la parcelle cadastrale | Surface relevant du régime forestier |
|------------|---------|-----|------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| LACASSAGNE | C | 464 | | 6,3648 ha a ca | 6,3648 ha a ca |
| SENAC | A | 26 | LAS COSTES | 0,0385 ha a ca | 0,0385 ha a ca |
| | | 813 | | 0,1170 ha a ca | 0,1170 ha a ca |
| | | 815 | | 0,1257 ha a ca | 0,1257 ha a ca |
| | | 817 | | 0,1594 ha a ca | 0,1594 ha a ca |
| | | 819 | | 0,0366 ha a ca | 0,0366 ha a ca |
| | | 821 | | 0,0044 ha a ca | 0 ha, 00a 44ca |
| Total | | | | 6 ha 84 a 64 ca | 6 ha 84 a 64 ca |

Article 3 :

En application des articles 1 et 2 du présent arrêté, une surface de **15 ha, 36a 61ca** appartenant aux parcelles cadastrées désignées au tableau ci-après constitue le patrimoine forestier relevant du régime forestier de la forêt communale de Lacassagne.

Parcelles cadastrales relevant du régime forestier Forêt communale de Lacassagne (65)

| Commune | Section | N° | Lieu-dit | Surface de la parcelle cadastrale | Surface relevant du régime forestier |
|------------|---------|-----|--------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| LACASSAGNE | C | 86 | LES BOIS | 0,9780 ha a ca | 0,9780 ha a ca |
| | | 87 | | 6,2575 ha a ca | 6,2575 ha a ca |
| | | 464 | | 6,3648 ha a ca | 6,3648 ha a ca |
| | ZA | 6 | LES MATOQUES | 1,2842 ha a ca | 1,2842 ha a ca |
| SENAC | A | 26 | LAS COSTES | 0,0385 ha a ca | 0,0385 ha a ca |
| | | 813 | | 0,1170 ha a ca | 0,1170 ha a ca |
| | | 815 | | 0,1257 ha a ca | 0,1257 ha a ca |
| | | 817 | | 0,1594 ha a ca | 0,1594 ha a ca |
| | | 819 | | 0,0366 ha a ca | 0,0366 ha a ca |
| | | 821 | | 0,0044 ha a ca | 0,0044 ha a ca |
| Total | | | | 15 ha, 36a 61ca | 15 ha, 36a 61ca |

Article 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Pau :

- pour le pétitionnaire, dans le délai de deux mois à compter de sa notification,
 - pour les tiers, dans le délai de deux mois à compter de la date d'affichage en mairie.
- Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 :

La Secrétaire Générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées, Monsieur le maire de la commune de Lacassagne, le directeur départemental des territoires des Hautes-Pyrénées, et le directeur de l'agence territoriale Pyrénées-Gascogne de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont ampliation sera affichée dans la mairie de Lacassagne au lieu et place destinés à l'information du public.

Fait à Tarbes, le 30/10/23

Le chef du service environnement
risques, eau et forêt

Alexis CLARIOND

DDT Hautes-Pyrenees

65-2023-10-30-00002

Arrêté préfectoral d'autorisation de
défrichement de bois et forêts sur la commune
de ARTALENS-SOUIN



**Arrêté préfectoral n°65-2023- 10-30-00002
d'autorisation de défrichement de bois et forêts
sur la commune de ARTALENS-SOUIN
Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code forestier, notamment ses articles L112-1, L341-1 et suivants, R341-1 et suivants

Vu l'arrêté ministériel du 25/07/2023 portant fixation du barème indicatif de la valeur vénale moyenne des terres agricoles en 2022 ;

Vu l'arrêté du préfet des Hautes-Pyrénées n° 65-2022-08-30-00015 du 30 août 2022 portant délégation de signature à Monsieur Sylvain ROUSSET, directeur départemental des territoires des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté du préfet des Hautes-Pyrénées n°65-2022-10-04-00002 du 04 octobre 2022 portant subdélégation de signature à Monsieur Alexis CLARIOND chef du service environnement risques eau et forêt et à Monsieur Benoît JEAN adjoint au chef de service;

Vu le dossier de demande d'autorisation de défrichement reçu complet le 28 septembre 2023 présenté par la société FREE mobile tendant à obtenir l'autorisation de défricher 0ha 01a 25ca de bois situés sur le territoire de la commune d'ARTALENS-SOUIN;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination des sols n'est nécessaire pour aucun des motifs mentionnés à l'article L. 341-5 du code forestier ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société Free mobile est autorisée à défricher 0 ha 01 a 25 ca de bois pour l'installation d'un pylône support d'antennes sur la parcelle dont les références cadastrales sont les suivantes :

| Commune | Section | n° | Lieu-dit | Surface de la parcelle (ha) | Surface à défricher autorisée (ha) |
|-----------------------------------|---------|----|-------------|-----------------------------|------------------------------------|
| ARTALENS-SOUIN | A | 62 | Saint-André | 2,8050 | 0,0125 |
| Surface totale à défricher | | | | | 0,0125 |

Article 2 :

Le défrichement devra être exécuté conformément à l'objet et au plan figurant dans la demande.

Article 3 :

La durée de validité de l'autorisation est de cinq ans à compter de sa délivrance.

Article 4 :

En application du 1° de l'article L. 341-6 du code forestier, l'autorisation de défrichement est subordonnée soit, à l'exécution sur d'autres terrains de travaux de boisement, reboisement compensateur ou d'améliorations sylvicoles, soit au versement d'une indemnité.

La surface à compenser correspond à celle défrichée, assortie d'un coefficient multiplicateur compris entre 1 et 5, déterminé en fonction du rôle économique, écologique et social du bois objet du défrichement. Par application de l'annexe 1 du présent arrêté, la surface autorisée à défricher est affectée du coefficient multiplicateur de 2 (deux) soit une surface à boiser de 0,0250 ha.

Le boisement ou reboisement compensateur sera conforme aux arrêtés MFR (Matériels Forestiers de Reproduction) et densité, qui fixent d'une part la liste des essences, des provenances, des normes dimensionnelles ainsi que les zones d'utilisation des essences et, d'autre part, les densités en reboisement et boisement (en plein ou en enrichissement) (cf références annexe 2)

En cas de réalisation de travaux d'amélioration sylvicoles, ceux-ci devront respecter les caractéristiques techniques qui figurent à l'annexe 2 du présent arrêté. Le montant de ces travaux sera équivalent au montant de l'indemnité compensatrice calculé au paragraphe suivant.

Le pétitionnaire pourra s'acquitter de cette obligation en versant au fonds stratégique de la forêt et du bois une indemnité équivalente, calculée selon les modalités définies à l'annexe 1.

Le montant minimum de l'indemnité est fixée à 1 000 €.

Le montant de l'indemnité équivalente est donc fixée à 1 000 €.

| Surface autorisée à défricher (ha) | Coefficient multiplicateur | Boisement compensateur | Indemnité équivalente |
|------------------------------------|----------------------------|------------------------|-----------------------|
| | | Surface à boiser (ha) | Montant (€) |
| 0,0125 | 2 | 0,0250 | 1000 |

Article 5 :

Le pétitionnaire dispose du délai d'un an à compter de la notification de la présente décision pour transmettre à la direction départementale des territoires des Hautes-Pyrénées un acte d'engagement de travaux de boisement, reboisement d'une superficie de 0,0250 ha ou d'améliorations sylvicoles selon le barème équivalent (annexe 3) ou une déclaration du choix de verser l'indemnité équivalente (annexe 4) qui donnera lieu à un recouvrement par la DGFIP pour abonder le fonds stratégique de la forêt et du bois.

Tél : 05 62 56 65 65
Mél : ddt@hautes-pyrenees.gouv.fr
3 rue Lordat – BP 1349 – 65013 TARBES

En l'absence de transmission de l'acte d'engagement de travaux ou de la déclaration du choix de l'indemnité équivalente et de son versement au fond stratégique de la forêt et du bois, dans le délai d'un an, l'indemnité sera mise en recouvrement sauf si le pétitionnaire renonce au défrichement projeté.

Article 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Pau :

- pour le pétitionnaire, dans le délai de deux mois à compter de sa notification,
- pour les tiers, dans le délai de deux mois à compter de la date d'affichage en mairie.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 :

La secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées, la maire de la commune de ARTALENS-SOUIN et le directeur départemental des territoires des Hautes-Pyrénées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées, et dont ampliation sera affichée dans la mairie de ARTALENS-SOUIN, aux lieux et places destinés à l'information du public.

Fait à Tarbes, le 30 OCT. 2023

Le chef du service environnement
risques, eau et forêt

Alexis GLARIOND



ANNEXE 1

Calcul de l'indemnité compensatrice

référence : Instruction technique – DGPE/SDFCB/2015-656 du 29/07/2015

Modalités de calcul de l'indemnité équivalente au coût des travaux de boisement ou reboisement requis comme condition à l'autorisation de défrichement des bois et forêts des particuliers et des collectivités ou autres personnes morales mentionnées au 2° du I de l'article L211-1 du Code Forestier.

$$\text{Formule de calcul : } I = [S * (F + R)] * X$$

S = surface dont le défrichement est autorisé

F = coût moyen du boisement selon barème du plan de relance.

(Instruction technique DGPE/SDFCB/2022-330 du 21/04/2022 : mise en œuvre du volet renouvellement forestier de la mesure du plan de relance « AIDER LA FORET A S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE POUR MIEUX L'ATTÉNUER »)

- Plantation toutes essences PLAINES (hors coût de protection) : **4135 €**,
- Plantation toutes essences MONTAGNES (hors coût de protection) : **4385 €**.

R = coût de la mise à disposition du foncier : montant de l'achat d'un terrain agricole nu (valeur minimum dans petite région agricole considérée d'après décision annuelle du ministère de l'agriculture portant fixation du barème indicatif de la valeur vénale moyenne des terres agricoles en application de l'article L312-4 rural et de la pêche maritime).

- Haute-vallée de l'Adour et coteaux, valeur minimum **année 2022 (JO 2023) 3000 €**,
- Montagne et coteaux de Bigorre, valeur minimum **année 2022 (JO 2023) 1900 €**.

X = coefficient multiplicateur défini selon les 3 enjeux :

(Instruction technique – DGPE/SDFCB/2015-656 du 29/07/2015)

| enjeux | | | | | |
|-----------------------------------|----------|------------------------|---------------------------------|--|----------------|
| économique | faibles | au moins 1 enjeu moyen | 1 enjeu fort ou 2 enjeux moyens | 3 enjeux moyens, 1 fort + 1-2 moyens, 2 enjeux forts | 3 enjeux forts |
| écologique | | | | | |
| social | | | | | |
| Coefficient multiplicateur | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |

remarque : l'évaluation de la compensation au défrichement intègre la prise en compte du rôle que joue toute forêt en matière de puits de carbone.

En tout état de cause le montant obtenu ne peut être inférieur à 1 000 €, ce qui correspond au coût de mise en place d'un chantier de reboisement.

$$\text{Formule de calcul : } I = [S * (F + R)] * X = [0,0125*(4385+1900)]*2 = 157,13 \text{ € soit } I = 1000 \text{ €}$$

Tél : 05 62 56 65 65
Mél : ddt@hautes-pyrenees.gouv.fr
3 rue Lordat – BP 1349 – 65013 TARBES



ANNEXE 2

1- Opération de boisement et de reboisement :

Définition :

Le boisement est la plantation sur un terrain non forestier (sol nu, friche, ancienne terre agricole...) en vue de créer un peuplement forestier.

Le reboisement est la plantation sur un terrain forestier en vue de régénérer artificiellement un peuplement.

Le reboisement doit correspondre à une transformation (changement d'essence) du peuplement en place. Le renouvellement d'un peuplement en place bien venant et adapté à la station forestière est inéligible.

Descriptif :

- *Travaux préparatoires à la plantation,*
- *Achat et mise en place des plants d'essences "objectif" et de diversification,*
- *Travaux d'entretien de la plantation durant les 5 premières années,*
- *Protection contre le gibier le cas échéant.*

Conditions relatives aux terrains concernés par l'opération :

Existence ou possibilité de création d'une desserte permettant une exploitation ultérieure des bois.

Conditions relatives aux essences forestières utilisées :

Les essences « objectif » à utiliser sont celles figurant dans les annexes 1 et 2 de l'arrêté régional portant fixation des listes d'espèces et de matériel forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'État pour les projets d'investissement forestier de production.

Le nombre d'essences « objectif » par projet sera limité à 4, plus une essence supplémentaire par tranche de 4 ha au-delà de 12 ha.

Conditions relatives aux qualités extérieures et génétiques des plants utilisés :

Les plants forestiers utilisés devront répondre aux caractéristiques énoncées dans les annexes 3, 4, 5 de l'arrêté régional portant fixation des listes d'espèces et de matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'État pour les projets d'investissements forestiers de production.

Conditions relatives aux techniques de plantation employées :

Le travail du sol et les modalités de plantation devront être conformes aux recommandations du "Guide technique Réussir la plantation forestière - Contrôle et réception des boisements", édition septembre 2014.

(veiller à la qualité des travaux lors de la plantation et privilégier la méthode par potets travaillés)

Hauteur maximale d'élagage : 5,50 m pour les feuillus et maximum 1/3 de la hauteur totale
6,00 m pour les résineux et maximum 1/3 de la hauteur totale

Hauteur minimum d'élagage : 4,00 mètres (3 mètres pour les noyers)

Barème d'équivalence : 1 000 Euros par hectare

3- Opération de dépressage de régénération naturelles

Descriptif : Opération consistant à réduire, souvent de façon systématique une densité trop forte de jeunes semis, de jeunes rejets ou de plants d'essences dites « objectif » pour accroître leur vigueur et leur stabilité.

Essences « objectif » concernées :

- Résineux : cèdre, douglas, mélèzes, pin à crochet, pin Laricio de Calabre et de Corse, pin maritime ; pin noir d'Autriche, pin sylvestre, pin de Salzmann, pin d'Alep, pin Pignon, sapins et épicéa commun.
- Feuillus : érable plane, érable sycomore, aulne à feuilles en cœur, aulne glutineux, châtaigner, hêtre, frêne commun, merisier, noyers, chêne sessile, chêne rouge, robinier faux accacia

Hauteur maximale du peuplement inférieur à 8 m

Modalité de réalisation :

- La densité minimale initiale du peuplement doit être de 4000 tiges par hectare pour les résineux et feuillus,
- le dépressage doit enlever 30 % des tiges par hectares au minimum pour les résineux et feuillus dans le peuplement (hors cloisonnement),
- le maintien du mélange d'essences doit, si possible, être favorisé,
- la réduction du nombre de tiges sera effectuée en plein ou de manière localisée (technique par point d'appui),
- la matérialisation et l'ouverture des cloisonnements est obligatoire (sauf si la pente est supérieur à 30 % ou si présence d'obstacles naturels difficilement franchissables). Les caractéristiques de ces cloisonnements sont : largeur minimum 3,5m – espacement compris entre 15 et 30 mètres d'axe en axes.

Barème d'équivalence :

- 1500 Euros par hectare pour les peuplements déjà cloisonnés
- 2000 Euros par hectare pour les peuplements non cloisonnés

4- Opération de désignation des tiges d'avenir et détournage (balivage)

Descriptif : Opération consistant, dans un peuplement forestier traité en taillis ou taillis sous futaie, à choisir et à désigner un nombre d'arbres d'essences dites « objectifs » présentant des caractéristiques de forme et de vigueur qui laissent présager la production à terme de bois d'œuvre et de qualité ; et à pratiquer une éclaircie localisée autour des plus beaux sujets afin de favoriser le développement de leur houppier et leur croissance.



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

Déclaration du choix de verser au Fonds stratégique de la forêt et du bois une indemnité équivalente à une des obligations mentionnées au 1° de l'article L. 341-6 du code forestier.

Je soussigné(e), M. (Mme),
choisis,

en application des dispositions de l'article L. 341-6 du code forestier,

de m'acquitter, au titre du 7^{ème} alinéa de l'article sus-visé, des obligations qui m'ont été notifiées dans l'accusé de réception de dossier complet daté du

en versant au Fonds stratégique de la forêt et du bois la totalité de l'indemnité équivalente, soit :
..... €

pour servir au financement des actions de ce fonds.

J'ai pris connaissance qu'à réception de la présente déclaration, le service instructeur procédera à la demande d'émission du titre de perception.

A _____, le



Annexe 4

Déclaration du choix de verser au Fonds stratégique de la forêt et du bois une indemnité équivalente à une des obligations mentionnées au 1° de l'article L. 341-6 du code forestier.

à transmettre à la DDT dans le délai de un an à compter de la notification de la décision d'autorisation de défricher

Acte d'engagement présenté par : FREE Mobile
représenté par (dans le cas d'une personne morale) : Antoine LE GAL

adresse : 16 rue de la ville de l'Évêque - 75 008 Paris

bénéficiaire de la décision préfectorale n°.....
en date du autorisant le défrichement de 0,0125 hectares de bois situés sur le territoire de la commune d'ARTALENS-SOUIN, département des Hautes Pyrénées.

Je soussigné(e), M. - ~~Mme~~...Antoine LE GAL , choisis,

en application des dispositions de l'article L. 341-6 du code forestier,

de m'acquitter, au titre du 7^{ème} alinéa de l'article sus-visé, des obligations qui m'ont été notifiées dans la décision sus-visée, en versant au Fonds stratégique de la forêt et du bois ((1) (cocher la modalité choisie))

(1) Cas 1 : la totalité de l'indemnité équivalente,

soit : 1000 € pour servir au financement des actions de ce fonds.

(1) Cas 2 : une partie de l'indemnité équivalente,

soit :€ pour servir au financement des actions de ce fonds, complété par un acte d'engagement pour la réalisation de travaux de boisement, reboisement ou d'amélioration sylvicole compensateurs au défrichement (article L.341-9 du code forestier) – annexe 3 de la décision préfectorale sus-visée - , pour un montant de travaux de :.....€.

J'ai pris connaissance qu'à réception de la présente déclaration, le service instructeur procédera à la demande d'émission du titre de perception correspondant.

A _____ , le

signature

DDT Hautes-Pyrenees

65-2023-10-27-00003

Arrêté préfectoral autorisant la régulation du
sanglier sur les communes de Tarbes,
Bordères-sur-Echez, Bazet, Bours, Aureilhan et
Séméac
du 1er novembre au 30 novembre 2023



**Arrêté préfectoral n° 65-2023-10-27-00003
autorisant la régulation du sanglier sur les communes
de Tarbes, Bordères-sur-Echez, Bazet, Bours, Aureilhan et Séméac
du 1^{er} novembre au 30 novembre 2023**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.427-1, L.427-2, L.427-6, R.427-1 et R.427-2 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 14 juin 2010 relatif aux lieutenants de louveterie modifié par l'arrêté du 12 juillet 2019 ;
- VU** la documentation technique du 12 juillet 2019 relative aux lieutenants de louveterie ;
- VU** les arrêtés nommant les lieutenants de louveterie du département des Hautes-Pyrénées ;
- VU** l'arrêté désignant les lieutenants de louveterie suppléants du département des Hautes-Pyrénées ;
- VU** le protocole relatif aux mesures administratives sur sangliers et cervidés approuvé le 15 février 2016 ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de Jean SALOMON, préfet des Hautes-Pyrénées ;
- VU** l'arrêté n° 65-2022-12-29-00001 du 29 décembre 2022, fixant le cadre de l'organisation des mesures administratives sur sanglier pour l'année 2023 ;
- VU** l'arrêté 65-2022-08-30-00003 du 30 août 2022 portant délégation de signature à Monsieur Sylvain ROUSSET, directeur départemental des territoires des Hautes-Pyrénées ;
- VU** le plan national de maîtrise du sanglier qui définit un cadre d'actions techniques pour agir au plan départemental ;
- CONSIDÉRANT** que les lieutenants de louveterie peuvent être consultés par l'autorité compétente, sur les problèmes posés par la gestion de la faune sauvage ;
- CONSIDÉRANT** que, dans l'intérêt général, au nom duquel ils agissent, les lieutenants de louveterie sont investis à cet effet de facultés particulières, tel que le droit de faire des battues sur les propriétés privées ;
- CONSIDÉRANT** que, dans l'exercice de leurs fonctions, les dispositions de l'arrêté du 1^{er} août 1986 relatif à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et à la reprise du gibier vivant dans le but de repeuplement, ne s'appliquent pas aux lieutenants de louveterie ;

CONSIDÉRANT que les lieutenants de louveterie, conseillers techniques de l'administration, ont pour rôle d'indiquer, à l'autorité compétente, quel est le meilleur procédé selon la saison, le territoire et le contexte, pour réguler les sangliers ;

CONSIDÉRANT que l'autorité compétente peut autoriser la régulation, d'animaux de toutes les espèces, qu'elles soient chassables (y compris des espèces soumises à plan de chasse), protégées ou autres, pourvu qu'elles soient malfaisantes, susceptibles de causer des dommages aux biens ou aux activités humaines ou à l'équilibre faunistique et notamment quand elles menacent la sécurité, la salubrité et l'ordre publics. La destruction d'espèces protégées s'effectue dans les conditions prévues par les textes qui organisent leur protection (article R. 427-4 du code de l'environnement) ;

CONSIDÉRANT que les battues peuvent être organisées sur tous les types de territoires dans un souci de préservation de l'équilibre agro-sylvo-cynégétique, notamment sur les terrains ayant fait l'objet de l'opposition du propriétaire au nom de ses convictions personnelles au regard de la pratique de la chasse (article L. 422-10 §5 du code de l'environnement) notamment ;

CONSIDÉRANT que les battues peuvent être ordonnées en toute saison, c'est-à-dire aussi bien en temps de chasse prohibé que pendant la période d'ouverture de la chasse, de jour comme de nuit. En effet, ces mesures de régulation ne peuvent avoir d'efficacité qu'à la condition d'être prises au moment où la surabondance des animaux concernés se fait sentir ;

CONSIDÉRANT que le lieutenant de louveterie peut intervenir dans les réserves, les aéroports, sur les voies ferrées, sur les autoroutes... Dans certaines de ces zones, souvent gérées par des sociétés, dont les demandes peuvent être récurrentes et urgentes, des conventions entre l'organisme gestionnaire et l'association départementale des lieutenants de louveterie prévoient et précisent clairement la procédure d'intervention, les conditions d'assurance de ceux-ci et de leurs chiens ;

CONSIDÉRANT que l'État est déterminé quant à l'atteinte des objectifs fixés dans le plan national de maîtrise du sanglier ;

CONSIDÉRANT le danger réel pour la sécurité routière que peuvent représenter les populations de sangliers ;

CONSIDÉRANT que la présence de sangliers dans ces secteurs présente un danger grave et imminent pour la sécurité des personnes et des biens ;

CONSIDÉRANT la présence permanente ou occasionnelle de sangliers en zones urbanisées, artisanales et propriétés privées notamment sur les communes de **TARBES, BORDERES-SUR-ECHEZ, BAZET, BOURS, AUREILHAN et SEMEAC** ;

CONSIDÉRANT que les maïs à proximité peuvent potentiellement être détruits ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'intervenir sur les populations de sangliers par tous les moyens appropriés dans le cadre de la sécurité routière et pour limiter les dégâts ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : PÉRIODE ET PERSONNES AUTORISÉES

Monsieur Yves PAULVAICHE, lieutenant de louveterie de la 1^{ère} circonscription de louveterie, est autorisé à organiser et à mener sur les communes de TARBES, BORDERES-SUR-ECHEZ, BAZET, BOURS, AUREILHAN et SEMEAC, des opérations de régulation de sangliers, **du 1^{er} novembre au 30 novembre 2023** conformément aux prescriptions définies dans le présent arrêté.

Monsieur Yves PAULVAICHE, lieutenant de louveterie de la 1^{ère} circonscription de louveterie, peut faire appel à l'un des lieutenants de louveterie suivants : Messieurs Jean-Claude BOURDETTE, Jérémy MONTIN et Gérard ARTERO, respectivement lieutenants de louveterie des 2^{ème}, 13^{ème} et 25^{ème} circonscriptions de louveterie ou à tout autre lieutenant de louveterie. Il peut aussi s'adjoindre des tireurs des sociétés de chasse concernées.

En cas d'indisponibilité de Monsieur Yves PAULVAICHE, d'autres lieutenants de louveterie peuvent intervenir à la demande de la direction départementale des territoires.

ARTICLE 2 : SECTEURS DES RÉGULATIONS

Les opérations de régulation de sangliers autorisées à l'article 1^{er} du présent arrêté, interviennent en particulier dans les secteurs identifiés dans les cartes jointes (périmètre en rouge) ou à proximité immédiate ou pas de ces secteurs.

ARTICLE 3 : MODALITÉS DES RÉGULATIONS

Les lieutenants de louveterie sont porteurs de leurs commissions et de leurs insignes justifiant de leur qualité.

Les opérations de régulation de sangliers autorisées à l'article 1^{er} du présent arrêté prennent la forme de tirs à l'approche, à l'affût, de jour comme de nuit, de battues.

Sont autorisés : source lumineuse, piégeage, mirador, agrainage, véhicule, fusil, carabine, arc, chevrotine, plomb, balle, silencieux, téléphone portable, talkie-walkie, jumelles à vision nocturne, jumelles et lunettes à vision thermique, système de visée infrarouge et de tous autres systèmes de communication ainsi que tous les moyens appropriés.

Les lieutenants de louveterie décident des modalités d'intervention de façon à optimiser les prélèvements en tenant compte notamment du contexte local et de la situation géographique.

Aucune consigne restrictive de tir sur les animaux à abattre ne peut être donnée par les lieutenants de louveterie.

Les lieutenants de louveterie sont autorisés à localiser, si nécessaire, les animaux à réguler à l'aide de chiens de pied autant de fois qu'ils le jugeront utile **du 1^{er} novembre au 30 novembre 2023**.

La liste des participants doit être dressée avant chaque opération de régulation.

Tél : 05 62 56 65 65
Mél : ddt@hautes-pyrenees.gouv.fr
3 rue Lordat – BP 1349 – 65013 TARBES

Le point de rassemblement des participants avant chaque opération de régulation est fixé par le lieutenant de louveterie de la 1^{ère} circonscription ou tout autre lieutenant de louveterie en remplacement, désigné par la direction départementale des territoires.

Le port d'une veste ou d'un gilet fluorescent visibles est obligatoire.

Les lieutenants de louveterie dressent ou font dresser la liste des participants qui présentent leurs permis de chasser valables pour le département des Hautes-Pyrénées et leurs assurances (dont ils sont porteurs), lisent l'essentiel du présent arrêté préfectoral, portent connaissance des autres consignes de sécurité qu'ils arrêtent, donnent connaissance du déroulement des opérations de régulation et de l'organisation de celles-ci aux participants, décident et annoncent ou font annoncer la fin des opérations de régulation, postent et dépostent ou font poster et déposter les tireurs.

Par le biais de leur association départementale, les lieutenants de louveterie ont l'obligation de s'assurer en responsabilité civile ainsi que leurs chiens. Ils sont également assurés en tant qu'organisateur d'opérations de régulation.

Le carnet de battue délivré par la direction départementale des territoires est obligatoire.

Aucune intervention ne sera réalisée autour du site Nexter sans avoir préalablement prévenu et obtenu l'accord du responsable hygiène sécurité environnement.

ARTICLE 4 : DESTINATION DES ANIMAUX PRÉLEVÉS

Les animaux prélevés sont remis par le lieutenant de louveterie de la 1^{ère} circonscription de louveterie ou tout autre lieutenant de louveterie désigné par ses soins, aux personnes victimes de dégâts, ou aux sociétés de chasse concernées territorialement ou à toutes autres personnes de leur choix.

ARTICLE 5 : COMPTE-RENDU

Après chaque opération de régulation, un compte rendu est adressé, impérativement **dans les 24 heures**, par messagerie et par l'application nationale de la louveterie, à la direction départementale des territoires, par le lieutenant de louveterie de la 1^{ère} circonscription de louveterie ou tout autre lieutenant de louveterie désigné par ses soins.

ARTICLE 6 : DÉCLARATION DES OPÉRATIONS DE RÉGULATION

Le lieutenant de louveterie de la 1^{ère} circonscription informe de la période pendant laquelle il sera amené à intervenir :

- la brigade de gendarmerie et/ou la police nationale,
- les maires des communes de **TARBES, BORDERES-SUR-ECHEZ, BAZET, BOURS, AUREILHAN et SEMEAC,**

Les lieutenants de louveterie informent obligatoirement avant chaque opération la direction départementale des territoires.

Tél : 05 62 56 65 65
Mél : ddt@hautes-pyrenees.gouv.fr
3 rue Lordat – BP 1349 – 65013 TARBES

ARTICLE 7 : POSSIBILITÉ DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent territorialement, dans le délai de deux mois, à compter de sa date de publication au recueil des actes administratifs.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 8 : EXÉCUTION

Le directeur départemental des territoires, les lieutenants de louveterie des 1^{ère}, 2^{ème}, 13^{ème} et 25^{ème} circonscriptions de louveterie, ou tout autre lieutenant de louveterie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché par les soins des maires des communes de **TARBES, BORDERES-SUR-ECHEZ, BAZET, BOURS, AUREILHAN** et **SEMEAC** et dont copie est adressée à :

- fédération départementale des chasseurs,
- gendarmerie,
- police nationale,
- service départemental de l'office français de la biodiversité,

Fait à Tarbes, le **27 OCT. 2023**

Le chef du service environnement
risques, eau et forêt

Alexis CLARIOND

DDT Hautes-Pyrenees

65-2023-10-27-00002

Arrêté préfectoral autorisant la régulation du sanglier, du chevreuil, du cerf et du daim sur des parties des communes de Lannemezan, Capvern, Avezac-Prat-Lahitte et La Barthe-de-Neste du 1er novembre 2023 au 30 novembre 2023



**Arrêté préfectoral n° 65-2023-10-27-00002
autorisant la régulation du sanglier, du chevreuil, du cerf
et du daim sur des parties des communes de Lannemezan,
Capvern, Avezac-Prat-Lahitte et La Barthe-de-Neste
du 1^{er} novembre 2023 au 30 novembre 2023**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.427-1, L.427-2, L.427-6, R.427-1 et R.427-2 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 14 juin 2010 relatif aux lieutenants de louveterie modifié par l'arrêté du 12 juillet 2019 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2010-054-05 du 23 février 2010 autorisant des battues administratives au sanglier sur le site ARKEMA ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2020 autorisant les lieutenants de louveterie à procéder à la destruction des animaux d'espèces non domestiques présents sur l'emprise de l'autoroute A64 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 65-2016-06-07-001 du 7 juin 2016, portant autorisation de régulation d'espèces chassables ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de Jean SALOMON, préfet des Hautes-Pyrénées ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 65-2022-12-29-00001 du 29 décembre 2022, fixant le cadre de l'organisation des mesures administratives sur sanglier pour l'année 2023 ;
- VU** l'arrêté n° 65-2022-08-30-00003 du 30 août 2022 portant délégation de signature à Monsieur Sylvain ROUSSET, directeur départemental des territoires des Hautes-Pyrénées ;
- VU** le plan national de maîtrise du sanglier qui définit un cadre d'actions techniques pour agir au plan départemental ;
- VU** la carte des points noirs établie pour le département des Hautes-Pyrénées ;

CONSIDÉRANT le plan national de maîtrise du sanglier qui définit un cadre d'actions techniques pour agir au plan départemental ;

CONSIDÉRANT la carte des points noirs établie pour le département des Hautes-Pyrénées ;

CONSIDÉRANT que, dans l'intérêt général, au nom duquel ils agissent, les lieutenants de louveterie sont investis à cet effet de facultés particulières, tel que le droit de faire des battues sur les propriétés privées ;

CONSIDÉRANT que l'autorité compétente peut autoriser la régulation, d'animaux de toutes les espèces, qu'elles soient chassables (y compris des espèces soumises à plan de chasse), protégées ou autres, pourvu qu'elles soient malfaisantes, susceptibles de causer des

dommages aux biens ou aux activités humaines ou à l'équilibre faunistique et notamment quand elles menacent la sécurité, la salubrité et l'ordre publics. La destruction d'espèces protégées s'effectue dans les conditions prévues par les textes qui organisent leur protection (article R. 427-4 du code de l'environnement) ;

CONSIDÉRANT la présence permanente ou occasionnelle de sangliers, de chevreuils, de cerfs et de daims en zones urbanisée, industrielle et agricole au sud de la commune de LANNEMEZAN (CM10, quartier du Guerissa, château Barbé, autoroute A 64, Arkéma, Knauf, zone industrielle de Peyrehitte), sur une partie de la commune de CAPVERN (château Barbé et site industriel Arkéma), sur une partie de la commune de LA BARTHE-DE-NESTE et sur une partie de la commune d'AVEZAC-PRAT-LAHITTE (SMTD 65) ;

CONSIDÉRANT la présence permanente ou occasionnelle de cerf au nord de l'autoroute A 64 sur la commune de LANNEMEZAN ;

CONSIDÉRANT que la présence de sangliers sur le site du syndicat mixte de traitement des déchets 65 (SMTD 65) est susceptible de détériorer les réseaux d'eau, de gaz, d'électricité, l'étanchéité des bassins de décantation ainsi que les talus ;

CONSIDÉRANT que le lieutenant de louveterie compétent territorialement constate régulièrement la présence de sangliers sur le site PSI, au quartier du Guérissa, sur le site « rio tinto », en bordure de l'autoroute A 64 et autres voies de communication et que cette présence présente un danger grave et imminent pour la sécurité des personnes et des biens ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'intervenir sur les populations de sangliers, chevreuils, cerfs et daims par tous les moyens appropriés dans le cadre de la sécurité routière et pour limiter les dégâts ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : PÉRIODE ET PERSONNES AUTORISÉES

Monsieur Jean-Didier CASTILLON, lieutenant de louveterie de la 9^{ème} circonscription de louveterie, est autorisé à organiser et à mener sur les communes de LANNEMEZAN (partie), CAPVERN (partie), LA BARTHE-DE-NESTE (partie) et AVEZAC-PRAT-LAHITTE (partie), des opérations de régulation des individus des espèces sanglier, chevreuil, cerf et daim, **du 1^{er} novembre 2023 au 30 novembre 2023** conformément aux prescriptions définies dans le présent arrêté.

En cas d'indisponibilité ou d'absence de Monsieur Jean-Didier CASTILLON, lieutenant de louveterie de la 9^{ème} circonscription de louveterie, Madame Patricia CAMILLO-DELZERS, Messieurs Damien LAFFORGUE, Michel SALCUNI, Fabien LAPEYRADE, respectivement lieutenants de louveterie des 8^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, 12^{ème} circonscriptions de louveterie sont autorisés à organiser et à mener ces opérations de régulation.

Si nécessaire, les lieutenants de louveterie des 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, 12^{ème} circonscriptions de louveterie mènent simultanément des opérations de régulation sur plusieurs sites désignés à l'article 2 du présent arrêté. La coordination de ces opérations est assurée par le lieutenant de louveterie de la 9^{ème} circonscription de louveterie, ou tout autre lieutenant de louveterie des 8^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, 12^{ème} circonscriptions de louveterie, désigné par ses soins.

Madame Patricia CAMILLO-DELZERS, Messieurs Jean Didier CASTILLON, Damien LAFFORGUE, Michel SALCUNI, Fabien LAPEYRADE, respectivement lieutenants de louveterie des 8^{ème}, 9^{ème},

10^{ème}, 11^{ème}, 12^{ème} circonscriptions de louveterie s'adjoignent des lieutenants de louveterie de leurs choix parmi les lieutenants de louveterie du corps départemental.

Les lieutenants de louveterie des 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, 12^{ème} circonscriptions de louveterie peuvent faire appel à des chasseurs des sociétés de chasse concernées territorialement sauf sur le domaine autoroutier des autoroutes du sud de la France.

Afin d'organiser ces opérations de régulation notamment, Monsieur Jean Didier CASTILLON, lieutenant de louveterie de la 9^{ème} circonscription, réunira, si besoin, avant le début des opérations de régulation, les lieutenants de louveterie des 8^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, 12^{ème} circonscriptions de louveterie, les lieutenants de louveterie du corps départemental susceptibles d'être associés et un représentant de la direction départementale des territoires.

ARTICLE 2 : SECTEURS DES RÉGULATIONS

Les opérations de régulation des individus des espèces sanglier, chevreuil, cerf et daim autorisées à l'article 1^{er} du présent arrêté, interviennent en particulier sur les secteurs suivants situés sur les communes de LANNEMEZAN, de LA BARTHE-DE-NESTE, de CAPVERN et d'AVEZAC-PRAT-LAHITTE :

- le CM 10,
- le site industriel ARKEMA,
- le site Knauf Insulation,
- le quartier du Guérissa,
- les terrains agricoles du château Barbé,
- l'autoroute A 64,
- la zone industrielle de Peyrehitte,
- Rio Tinto,
- SMDT 65,

et en général sur l'ensemble des secteurs figurant en annexe 1 du présent arrêté.

Les opérations de régulation des individus de l'espèce cerf interviennent sur l'ensemble de la commune de LANNEMEZAN.

ARTICLE 3 : MODALITÉS DES RÉGULATIONS

Les lieutenants de louveterie sont porteurs de leurs commissions et insignes justifiant de leur qualité.

Les opérations de régulation des individus des espèces sanglier, chevreuil, cerf et daim autorisées à l'article 1^{er} du présent arrêté prennent la forme de tirs à l'approche, à l'affût, en battue avec ou sans chiens, de jour comme de nuit. Le choix des chiens utilisés appartient aux lieutenants de louveterie.

Sont autorisés : source lumineuse, piégeage, mirador, agrainage, véhicule, fusil, carabine, arc, chevrotine, plomb, balle, silencieux, téléphone portable, talkie-walkie, jumelles à vision nocturne, système de visée infrarouge, de vision thermique, de systèmes GPS de suivi des chiens et de tous autres systèmes de communication ainsi que tous les moyens appropriés.

Tél : 05 62 56 65 65
Mél : ddi@hautes-pyrenees.gouv.fr
3 rue Lordat – BP 1349 – 65013 TARBES

Les lieutenants de louveterie décident des modalités d'intervention de façon à optimiser les prélèvements en tenant compte notamment du contexte local et de la situation géographique.

Aucune consigne restrictive de tir sur les animaux à abattre ne peut être donnée par les lieutenants de louveterie.

Les lieutenants de louveterie sont autorisés à localiser, si nécessaire, les animaux à réguler à l'aide de chiens de pied autant de fois qu'ils le jugeront utile **du 1^{er} novembre 2023 au 30 novembre 2023**.

Les lieutenants de louveterie assurent personnellement l'organisation et la direction des opérations de régulation.
Ils ont le choix des participants.

La liste des participants doit être dressée avant chaque opération de régulation.

Le point de rassemblement des participants avant chaque opération de régulation est fixé par le lieutenant de louveterie.

Le port d'une veste ou d'un gilet fluorescent visibles est obligatoire.

Les lieutenants de louveterie dressent ou font dresser la liste des participants qui présentent leurs permis de chasser valables pour le département des Hautes-Pyrénées et leurs assurances (dont ils sont porteurs), lisent l'essentiel du présent arrêté préfectoral, portent connaissance des autres consignes de sécurité qu'ils arrêtent, donnent connaissance du déroulement des opérations de régulation et de l'organisation de celles-ci aux participants, décident et annoncent ou font annoncer la fin des opérations de régulation, postent et dépostent ou font poster et déposer les tireurs.

Par le biais de leur association départementale, les lieutenants de louveterie ont l'obligation de s'assurer en responsabilité civile ainsi que leurs chiens. Ils sont également assurés en tant qu'organisateur d'opérations de régulation.

Le carnet de battue délivré par la direction départementale des territoires est obligatoire.

ARTICLE 4 : DESTINATION DES ANIMAUX PRÉLEVÉS

Les animaux prélevés des espèces sanglier, chevreuil, cerf et daim, sont remis par le lieutenant de louveterie de la 9^{ème} circonscription de louveterie ou tout autre lieutenant de louveterie désigné par ses soins, aux personnes victimes de dégâts, ou aux sociétés de chasse concernées territorialement ou à toutes autres personnes de leur choix.

A défaut, les animaux prélevés des espèces sanglier, chevreuil, cerf et daim sont déposés par le lieutenant de louveterie sur l'aire de stockage mise à disposition par la ville de Lannemezan.

Le lieutenant de louveterie informe les services techniques de la ville de Lannemezan de chaque dépôt.

La ville de Lannemezan avertit la société d'équarissage pour l'enlèvement des animaux prélevés.

Tél : 05 62 56 65 65
Mél : ddt@hautes-pyrenees.gouv.fr
3 rue Lordat - BP 1349 - 65013 TARBES

ARTICLE 5 : PROTOCOLE ET CONVENTION

Les opérations de régulation des individus des espèces sanglier, chevreuil, cerf et daim sur le site ARKEMA, répondent aux prescriptions du protocole relatif aux mesures administratives pour la régulation du sanglier sur le site ARKEMA à LANNEMEZAN en date du 23 février 2010 et de l'arrêté préfectoral n° 2010-054-05 en date du 23 février 2010 autorisant des battues administratives au sanglier sur le site ARKEMA, sus-visés.

Les opérations de régulation d'animaux d'espèces non domestiques sur le site Knauf Insulation à Lannemezan répondent à la convention du 20 novembre 2017.

Les opérations de régulation des individus des espèces sanglier, chevreuil, cerf et daim sur le domaine autoroutier des autoroutes du sud de la France, répondent aux prescriptions de la convention en vigueur entre les autoroutes du sud de la France et l'association des lieutenants de louveterie portant sur la destruction d'animaux d'espèces non domestiques sur l'emprise autoroutière des Hautes-Pyrénées et de l'arrêté préfectoral autorisant les lieutenants de louveterie à procéder à la destruction des animaux d'espèces non domestiques présents sur l'emprise de l'autoroute A64. Les opérations de régulation sur le domaine autoroutier des autoroutes du sud de la France sont organisées par Monsieur Yves PAULVAICHE, lieutenant de louveterie de la 1^{ère} circonscription de louveterie.

Les opérations de régulation des individus des espèces sanglier, chevreuil, cerf et daim sur le site du syndicat mixte de traitement de déchets 65 (SMTD 65) ne sont réalisées qu'en présence de l'agent d'astreinte désigné.

ARTICLE 6 : COMPTE-RENDU

Après chaque opération de régulation, un compte rendu est adressé, impérativement **dans les 24 heures**, par messagerie, à la direction départementale des territoires, par le lieutenant de louveterie de la 9^{ème} circonscription de louveterie ou tout autre lieutenant de louveterie désigné par ses soins.

ARTICLE 7 : DÉCLARATION DES OPÉRATIONS DE RÉGULATION

Les lieutenants de louveterie informent de la période pendant laquelle ils seront amenés à intervenir :

- la brigade de gendarmerie concernée, quel que soit le secteur d'intervention à l'exception des interventions sur le domaine autoroutier des autoroutes du sud de la France,
- le maire de la commune de LANNEMEZAN, pour les interventions sur cette commune à l'exception des interventions sur le domaine autoroutier des autoroutes du sud de la France,
- le maire de la commune de CAPVERN, pour les interventions sur cette commune à l'exception des interventions sur le domaine autoroutier des autoroutes du sud de la France,
- le maire de la commune de LA BARTHE-DE-NESTE, pour les interventions sur cette commune,

Tél : 05 62 56 65 65
Mél : ddt@hautes-pyrenees.gouv.fr
3 rue Lordat – BP 1349 – 65013 TARBES

- le maire de la commune d'AVEZAC-PRAT-LAHITTE, pour les interventions sur cette commune,
- le responsable du site industriel d'ARKEMA conformément au protocole relatif aux mesures administratives pour la régulation du sanglier sur le site ARKEMA à LANNEMEZAN en date du 23 février 2010, pour les interventions sur ce site,
- le responsable du site Knauf Insulation conformément à la convention du 20 novembre 2017 portant sur la destruction d'animaux d'espèces non domestiques sur le site Knauf Insulation à Lannemezan,
- le responsable des autoroutes du sud de la France conformément à la convention en vigueur entre les autoroutes du sud de la France et l'association des lieutenants de louveterie portant sur la destruction d'animaux d'espèces non domestiques sur l'emprise autoroutière des Hautes-Pyrénées, pour les interventions sur ce site,
- le responsable du syndicat mixte de traitement des déchets 65 (SMDT 65).
- les lieutenants de louveterie informent obligatoirement avant chaque opération la direction départementale des territoires.

ARTICLE 8 : POSSIBILITÉ DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent territorialement à préciser Pau, dans le délai de deux mois, à compter de sa date de publication au recueil des actes administratifs.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 9 : EXÉCUTION

Le directeur départemental des territoires, les lieutenants de louveterie des 1^{ère}, 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, 12^{ème} circonscriptions de louveterie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché par les soins des maires des communes de LANNEMEZAN, LA BARTHE-DE-NESTE, CAPVERN et AVEZAC-PRAT-LAHITTE et dont copie est adressée à :

- fédération départementale des chasseurs,
- gendarmerie,
- service départemental de l'office français de la biodiversité,
- responsable du site industriel d'ARKEMA,
- responsable du site Knauf Insulation,
- responsable du syndicat mixte de traitement des déchets 65 (SMDT 65),
- responsable des autoroutes du sud de la France.

Fait à Tarbes, le 27 OCT. 2023

Le chef du service environnement
risques, eau et forêt

Alexis CLARIOND

DDT Hautes-Pyrenees

65-2023-11-02-00001

Arrêté Préfectoral modificatif concernant la
modification de la validité de l'intervention
d'ECOGEA pour une pêche électrique sur les
Nestes

Arrêté préfectoral n° 65-2023- M - 02 - 0000 1
modifiant l'arrêté préfectoral n° 65-2023-06-12-00004
Autorisation exceptionnelle de capture et de transport du poisson

Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu** le livre IV, titre III, chapitre VI et notamment les articles L. 436-9 et R. 432-6 du code de l'environnement ;
 - Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1989 relatif à l'utilisation des installations de pêche à l'électricité ;
 - Vu** l'arrêté n° 65-2022-08-30-00003 du 30 août 2022 portant délégation de signature à Monsieur Sylvain ROUSSET, directeur départemental des territoires des Hautes-Pyrénées ;
 - Vu** l'arrêté n° 65-2022-10-04-00002 du 4 octobre 2022 portant délégation de signature à Monsieur Alexis CLARIOND, Chef du Service Environnement, Risques, Eau et Forêts ;
 - Vu** la demande présentée par le bureau d'études ECOGEA en date du 27 octobre 2023 demandant une dérogation de date pour des pêches électriques dans le cadre de l'étude « diversité des situations hydromorphologiques, gestion hydraulique des ouvrages EDF et peuplement piscicole » ;
 - Vu** l'avis favorable du Président de la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique (FDAAPPMA) en date du 31 octobre 2023 ;
 - Vu** l'avis favorable de l'Office français de la biodiversité ;
 - Vu** l'arrêté préfectoral n° 65-2023-06-12-00004 en date du 12 juin 2023 ;
 - Vu** l'arrêté préfectoral modificatif n° 65-2023-10-11-00004 en date du 11 octobre 2023 ;
- Considérant** qu'il est nécessaire de prolonger la validité de l'autorisation des pêches électriques dans le cadre de l'étude « diversité des situations hydromorphologiques, gestion hydraulique des ouvrages EDF et peuplement piscicole » en raison des mauvaises conditions météorologiques ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'article 10 de l'arrêté préfectoral n° 65-2023-06-12-00004 en date du 12 juin 2023 est modifié comme suit :

La présente autorisation est valable jusqu'au 15 novembre 2023.

Article 2 : les autres articles ne sont pas modifiés ;

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent territorialement, dans le délai de deux mois à compter de la date de publication. Le tribunal administratif peut être saisi par courrier ou par la voie de l'application Télérecours, accessible par le lien : <http://telerecours.fr>

Article 4 : Le directeur départemental des territoires, ECOGEA sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé au :

- service départemental de l'Office français de la biodiversité
- président de la fédération des Hautes-Pyrénées de la pêche et de la protection du milieu aquatique

Fait à Tarbes, le 02/11/23

Pour le directeur départemental des territoires
Le Chef du service environnement, risques, eau et forêts


Alexis CLARIOND

DDT Hautes-Pyrenees

65-2023-10-27-00004

Arrêté préfectoral portant prescriptions particulières à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement relatif au curage et à l'évacuation des atterrissements dans le canal de fuite et à l'aval de la centrale - commune de St Pe de Bigorre



**Arrêté préfectoral n°65-2023-10-27-00004
portant prescriptions particulières à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de
l'environnement relatif au curage et à l'évacuation des atterrissements dans le canal de fuite
et à l'aval de la centrale**

Commune de SAINT-PE-DE-BIGORRE

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement et notamment les livres II, titres 1^{er}, chapitres IV ;
- Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Adour Garonne approuvé le 10 mars 2022 par le Préfet coordonnateur de bassin pour la période 2022/2027 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2012352-0002 en date du 17 décembre 2012 définissant les zones de reproduction de la faune piscicole sur l'ensemble des cours d'eau du département ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°65-2022-08-30-00003 du 30 août 2022 portant délégation de signature à Monsieur. Sylvain ROUSSET directeur départemental des Territoires des Hautes-Pyrénées ;
- Vu** le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, reçu le 16 Août 2023, présenté par la SARL TEDELEC représentée par Messieurs TOUSTARD Pierre et Yves, et relatif au curage et à l'évacuation des atterrissements dans le canal de fuite à l'aval de la centrale ;
- Vu** la transmission du projet d'arrêté au pétitionnaire le 13 octobre 2023 ;
- Considérant** que la zone concernée par les travaux est située en site Natura 2000 ;
- Considérant** la nécessité de protéger les habitats et les zones de reproduction de la faune piscicole ;
- Considérant** qu'il est nécessaire de prendre en compte les enjeux piscicoles inhérents au Gave de Pau considéré comme un réservoir biologique pour les espèces amphihalines telles que le saumon et la truite de mer ;
- Considérant** la présence certaine du Desman des Pyrénées, espèce protégée ;
- Considérant** qu'il est nécessaire de ne pas intervenir durant la période de mise bas et d'allaitement des jeunes individus (desman) qui s'étend de fin février à fin août ;
- Considérant** que les travaux de dégravement dans une zone sensible nécessitent des prescriptions particulières à travers la mise en place d'un calendrier et qu'il convient de préciser les modalités d'intervention complémentaires ;

Considérant que le pétitionnaire demande une intervention pluriannuelle pour une durée qui ne pourra pas excéder 10 ans à compter de la signature de l'arrêté préfectoral portant prescriptions particulières à déclaration ;

Considérant que les travaux envisagés permettront un meilleur fonctionnement de l'usine hydroélectrique ;

Sur proposition du chef de service environnement risques eau et forêt ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Pétitionnaire

Le présent arrêté statue sur les travaux présentés par Messieurs TOUSTARD Pierre et Yves cogérants de la SARL TEDELEC située 10 rue des Martinets - 65270 SAINT-PE-DE-BIGORRE, ci-après dénommé le « pétitionnaire ».

Article 2 : Localisation et nature des travaux

Le projet de dégrèvement (curage) se trouve sur le Gave de Pau, commune de Saint-Pé-de-Bigorre (annexe 1).

Les travaux consistent au curage et à l'évacuation des atterrissements qui se sont accumulés à la sortie du canal de fuite et à l'aval de la centrale. Le volume de l'opération s'élève à 350 m³. Les matériaux conformes sont ensuite réinjectés en aval de la centrale au niveau du pont de Saint-Pé rive gauche en vue d'être remobilisés lors des crues morphogènes du Gave de Pau.

La zone d'intervention du dégrèvement et de l'évacuation est mentionnée en annexe 2.

Article 3 : Objet de la déclaration au titre de la loi sur l'eau

Le pétitionnaire est autorisé en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération intitulée « curage des atterrissements présents dans le canal de fuite et évacuation des sédiments en aval de la centrale au niveau du pont de Saint-Pé », située sur la commune de Saint-Pé-de-Bigorre.

Les rubriques définies au tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

| Rubrique | Intitulé | Régime | Arrêtés de prescriptions générales correspondants |
|----------|---|-------------|---|
| 3.1.2.0 | Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0 ou conduisant à la dérivation du cours d'eau : <ul style="list-style-type: none"> • 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m : (A) projet soumis à Autorisation. • 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m : (D) projet soumis à Déclaration. | Déclaration | Arrêté du 28 novembre 2007 |
| 3.1.5.0 | Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : <ul style="list-style-type: none"> • 1° Destruction de plus de 200 m² de frayères (A), • 2° Dans les autres cas (D) | Déclaration | Arrêté du 30 septembre 2014 |
| 3.2.1.0 | Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L.215-14 du code de l'environnement réalisé par le propriétaire riverain, des dragages visés au 4.1.3.0 et de l'entretien des ouvrages visés à la 2.1.5.0, le volume des sédiments extraits étant au cours d'une année: <ul style="list-style-type: none"> • 1° Supérieur à 2000 m³ (A) • 2° Inférieur ou égal à 2000 m³ dont la teneur des sédiments extraits est supérieure ou égale au niveau de référence S1 (A) • 3° Inférieur ou égal à 2000 m³ dont la teneur des sédiments extraits est inférieur au niveau de référence S1 (D) L'autorisation est valable pour une durée qui ne peut être supérieure à 10 ans. Est également exclu jusqu'au 1er janvier 2014 l'entretien ayant pour objet le maintien et le rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation lorsque la hauteur de sédiments à enlever est inférieure à 35 cm ou lorsqu'il porte sur des zones d'atterrissement localisées entraînant un risque fort pour la navigation. L'autorisation prend également en compte les éventuels sous produits et leur devenir. | Déclaration | Arrêté du 30 mai 2008 |

Tél : 05 62 56 65 65
Mél : ddt@hautes-pyrenees.gouv.fr
3 rue Lordat – BP 1349 – 65013 TARBES

Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales ministérielles applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités relevant de ces rubriques.

Article 4 : Durée de validité et période d'exécution

Les travaux consistent à retirer les sédiments qui s'accumulent régulièrement à la sortie du canal de fuite.

L'intervention revêt un caractère pluriannuel qui n'excède pas 10 ans à compter de la signature du présent arrêté. L'article 5 précise à quel moment débute le curage (fixation d'une côte de déclenchement).

Le présent arrêté est annulé en cas de non-conformité ou non respect des prescriptions édictées.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages. Un compte rendu de chantier est à adresser au service instructeur dès la fin des travaux avec les éléments précisés à l'article 5.

Article 5: Prescriptions particulières

En complément des éléments du dossier visé ci-dessus et des prescriptions générales de l'article 3 du présent arrêté, le pétitionnaire doit mettre en œuvre les prescriptions particulières suivantes :

- Compte tenu de la sensibilité des lieux (période de reproduction piscicole et zone noire desman), l'intervention se déroule en période d'étiage entre le 15 septembre et le 31 octobre.
- Un suivi rigoureux au niveau de la zone est mis en place compte tenu des différents zonages présents (Natura 2000, ZNIEFF...). Le porteur de projet se rapproche des animateurs du Pays Lourdes Vallée des Gaves (PLVG) en charge de ces thématiques pour établir le cas échéant des mesures adaptées à la sensibilité des lieux. Par ailleurs le secteur est situé en zone noire desman qui nécessite en phase travaux, l'application des préconisations du cahier des charges élaboré par le LIFE+ Desman.
- En phase travaux l'ensemble de la zone doit faire l'objet d'un protocole incluant la mise en place de mesures afin d'éviter toute amenée et propagation d'espèces exotiques envahissantes. Les engins de chantier seront nettoyés avant et après le chantier pour éviter la prolifération d'espèces invasives.
- Les caractéristiques du dégravement sont les suivantes :
 - le déclenchement du curage s'effectue à la cote 320,40 m NGF par rapport à l'aplomb de la sortie du tuyau d'aspiration.
 - la côte de fin du curage est fixée à 323,20 m NGF.
 - Le volume de sédiments maximum extrait est fixé à 350 m³. Il ne peut en aucun cas être dépassé dans le cadre de la présente déclaration. S'il s'avère nécessaire d'évacuer une quantité de matériaux plus importante, le pétitionnaire dépose un nouveau dossier.
 - L'opération de curage ne peut en aucun cas conduire à un approfondissement du cours d'eau ni à une modification de son profil en long et en travers.

- Pour déterminer le début du curage et la fin de l'opération, le pétitionnaire installe un repère visible ou fournit les éléments graphiques qui démontrent la nécessité d'effectuer le curage.
- Les matériaux issus du curage sont transportés dans la zone de dépôt identifiée à l'annexe 2 rive gauche du gave. Les sédiments sont déposés sous la forme d'un cordon non relié à la berge et facilement remobilisable lors d'une crue du Gave de Pau.
- Avant la mise en place du chantier et le commencement des travaux, une pêche préalable de sauvegarde est réalisée le cas échéant. Compte tenu des enjeux piscicoles sur le secteur du gave de Pau (présence potentielle de zones de frayères pour les truites et les saumons), une campagne de prospection est réalisée pour identifier la présence de frayères. En cas de présence avérée, des mesures d'évitement de la zone sont privilégiées. Les attendus en matière de suivi sont précisés au niveau du paragraphe relatif au compte rendu de chantier.
- Le curage s'effectue à l'aide d'engins mécaniques pendant la période d'étiage pour préserver la faune aquatique. La zone de circulation est réduite au simple besoin de l'opération.
- Les engins sont entreposés en dehors du lit mineur du cours d'eau. Ils sont à jour de leur entretien et toutes les précautions sont prises pour prévenir et contenir la pollution par ses fluides
- Les travaux s'accompagnent d'un suivi de la qualité de l'eau afin de préserver le milieu aquatique. Ce suivi prévoit
 - la mesure: des paramètres de température,
 - d'oxygène dissous,
 - des matières en suspension (MES), calculées à partir d'une mesure de turbidité via une courbe de corrélation entre la mesure en NTU (unité de turbidité néphélométrique) et la concentration des MES en mg/l.

La mise en œuvre du suivi au niveau du chantier est précisée ci-dessous et tient compte du caractère sensible du Gave de Pau:

- le suivi physico-chimique est réalisé préalablement au démarrage des travaux puis avec une fréquence préconisée à 15 minutes
- Les sondes qui réalisent les mesures sont installées à l'amont de la zone de chantier et 50 m à l'aval. Leur positionnement est transmis au service police de l'eau avant le commencement des travaux
- L'opération sera arrêtée provisoirement si la teneur en oxygène dissout descend en deçà des 6 mg/l sur une période d'une heure ou si le taux de MES instantané est supérieur à 250 mg/l ou si la moyenne reste supérieure à 150 mg/l pendant 30 mn ou si une mortalité piscicole est constatée. Le chantier est adapté pour permettre une concentration qui ne dépasse pas 50 mg/l.
- Le positionnement des stations ainsi que les courbes de tarage (cône Imhoff, turbidimètre) sont à transmettre avant le début des travaux.
- Dans un délai de deux mois suivant la fin des travaux le pétitionnaire transmet au service de police de l'eau un compte rendu de chantier. Le demandeur consigne dans ce document :
 - Le descriptif et le déroulement des travaux

Tél : 05 62 56 65 65
 Mél : ddt@hautes-pyrenees.gouv.fr
 3 rue Lordat – BP 1349 – 65013 TARBES

- La synthèse des mesures de suivi
- Les mesures d'évitement mises en œuvre le cas échéant
- La méthodologie qui permet de déterminer la présence de frayère avec établissement le cas échéant d'une carte permettant de connaître leur emplacement. la réalisation le cas échéant des pêches électriques et les mesures correctives mises en œuvre sont mentionnées.
- Les photos
- Les éléments topographiques avec nuage de points établis à la cote NGF nécessaires au suivi des travaux.
- Les protocoles établis le cas échéant et suivis correspondants

Article 6 : Accès aux installations :

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques ont libre accès aux installations, aux ouvrages, aux travaux ou activités autorisés par le présent arrêté dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toutes pièces utiles au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 7: Déclaration des incidents ou accidents

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet du département de localisation des travaux, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le pétitionnaire devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le pétitionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 8: Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément préservés.

Article 9 : Modalités de publicité

Le présent arrêté est affiché par les soins du maire de la commune de Saint-Pé-de – Bigorre. pendant une durée minimale d'un mois, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département des Hautes-Pyrénées.

Il est mis à disposition du public sur le site Internet de la Préfecture des Hautes-Pyrénées pendant une durée d'au moins six mois.

Article 10: Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif compétent territorialement, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

Tél : 05 62 56 65 65
 Méi : ddt@hautes-pyrenees.gouv.fr
 3 rue Lordat – BP 1349 – 65013 TARBES

- par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de la publication
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Le tribunal administratif peut être par la voie de l'application Télérecours, accessible par le lien : <http://telerecours.fr>

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R 421-2 du code de justice administrative.

Article 11: Exécution

- Monsieur le directeur départemental des territoires des Hautes-Pyrénées,
- Monsieur le responsable du service départemental de l'office français de la biodiversité,
- Monsieur le maire de la commune de Saint-Pé-de-Bigorre,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

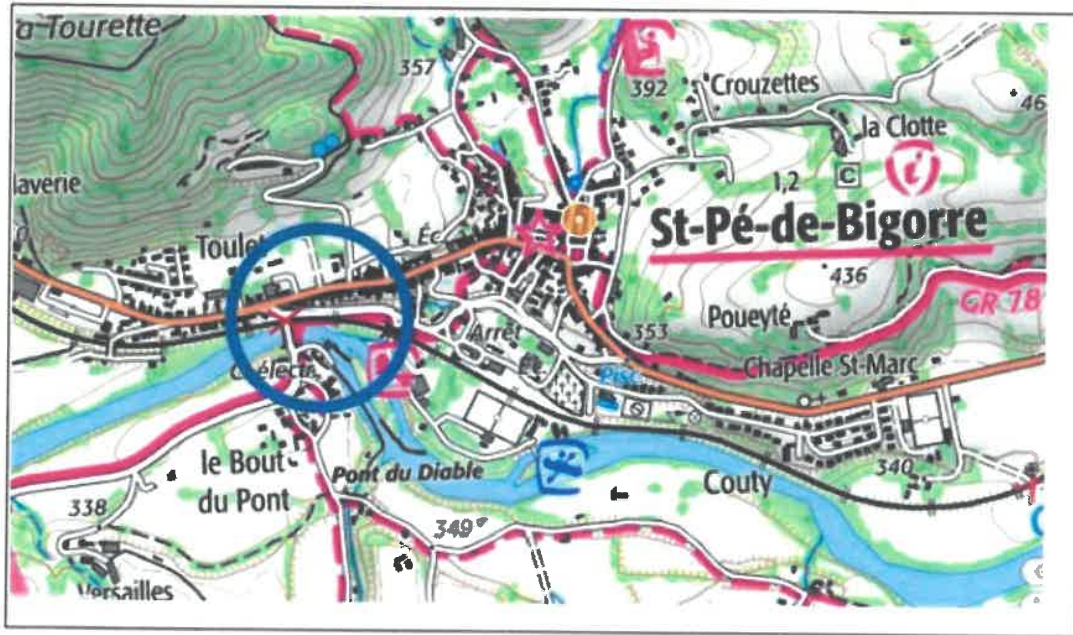
Tarbes le **27 OCT. 2023**

Le Directeur départemental
des territoires

Sylvain Rousset

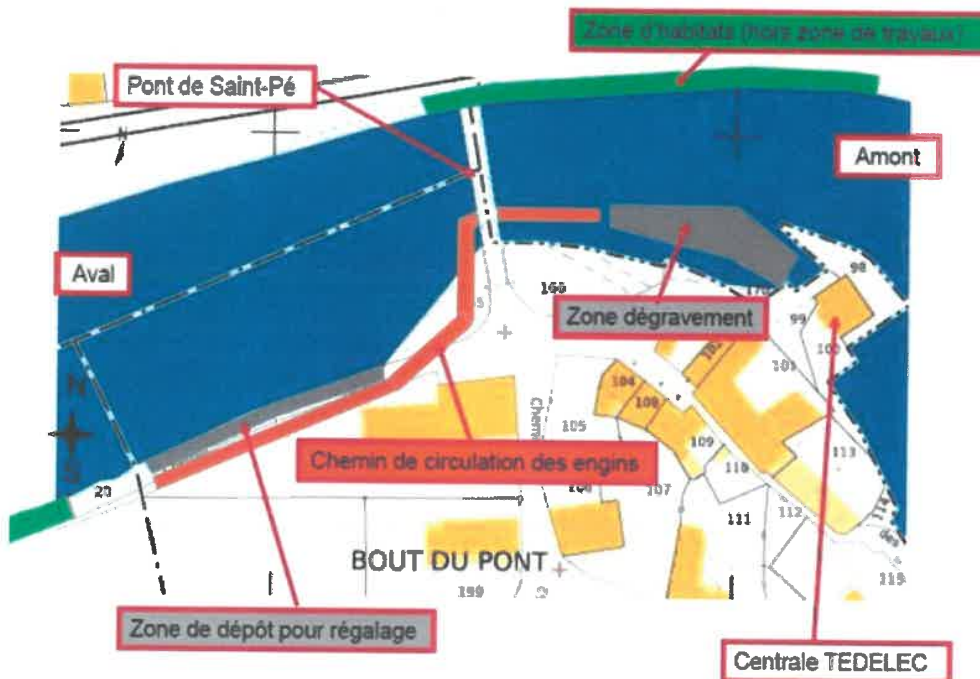
Annexes

Annexe 1



Annexe 2

Zone d'intervention dégrèvement et évacuation



Tél : 05 62 56 65 65
Mél : ddt@hautes-pyrenees.gouv.fr
3 rue Lordat - BP 1349 - 65013 TARBES

DDT Hautes-Pyrenees

65-2023-11-02-00002

AP abrogation agrément de l'entreprise SERRES
Patrick pour l'exercice de l'activité de vidange
des installations d'assainissement non-collectif

ARRETE PREFECTORAL N° 65-2023- *M.02.00002*
ABROGEANT L'AGREMENT DE L'ENTREPRISE SERRES PATRICK
POUR L'EXERCICE DE L'ACTIVITÉ DE VIDANGE
DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le Préfet des Hautes-Pyrénées,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles R 211-25 à R 211-45 et R 214-5 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 2224-8 ;

VU le code de la santé publique et notamment son article L 1331-1-1 ;

VU l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif ;

VU l'arrêté n° 65-2022-08-30-00003 du 30 août 2022 portant délégation de signature à Monsieur Sylvain ROUSSET, directeur départemental des territoires des Hautes-Pyrénées ;

VU l'arrêté n° 2014028-0001 du 28 janvier 2014 agréant l'entreprise SERRES Patrick pour l'exercice de l'activité de vidange des installations d'assainissement non collectif sous le n° 2014-N-065-VID-0011 ;

CONSIDERANT le courrier du 29 octobre 2023 de M. Patrick SERRES, indiquant son départ à la retraite en date du 1^{er} juillet 2023 ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} - OBJET DE L'ARRETE

L'agrément n° **2014-N-065-VID-0011** autorisant l'entreprise SERRES Patrick dont le siège social est situé au lieu-dit Les Coumettes à 65130 ESPECHE, n°SIRET : 422 741 892 00018, à exercer l'activité de vidange des installations d'assainissement collectif est **abrogé**.

ARTICLE 2 - VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent territorialement, dans le délai de deux mois à compter de la date de publication. Le tribunal administratif peut être saisi par courrier ou par la voie de l'application Télérecours, accessible par le lien : <http://telerecours.fr>

ARTICLE 3 - PUBLICATION ET EXECUTION

- la secrétaire générale de la préfecture,
- le directeur départemental des territoires,
- la déléguée départementale de l'agence régionale de santé,
- le responsable du service départemental de l'office français pour la Biodiversité,
- le commandant du groupement départemental de gendarmerie,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire par les soins du directeur départemental des Territoires, publié au recueil des Actes Administratifs et des Informations et sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de 6 mois.

Par ailleurs, cette abrogation entraînera la radiation sur la liste des personnes agréées publiée sur le site internet de la préfecture des Hautes-Pyrénées.

Ampliation est faite de cette décision :

- à Monsieur le Maire de Lannemezan en tant que maître d'ouvrage de la station d'épuration de Lannemezan

Fait à TARBES, le 02/11/23

Pour le directeur départemental des Territoires
Le chef du service environnement, risques, eau et forêt


Alexis CLARIOND

Direction des services départementaux de
l'Education Nationale des Hautes-Pyrénées

65-2023-10-27-00001

ARRETE COLLECTIF AGREMENT JEP 8 A 11

**ARRÊTÉ n°
 portant renouvellement d'agrément JEP (Jeunesse Education populaire)**

Vu les articles R.222-17 et R.222-17-1 du code de l'éducation ;
 Vu la loi n°2001-624 du 17 juillet 2001, portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel ;
 Vu la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 portant diverses dispositions relatives aux associations ;
 Vu le décret n° 2002-571 du 22 avril 2002 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 8 de la loi n°2001-624 du 17 juillet 2001 relatif à l'agrément des associations de jeunesse et d'éducation populaire ;
 Vu le décret n° 2020-1542 du 09 décembre 2020 relatif aux compétences des autorités académiques dans le domaine des politiques de la jeunesse, de l'éducation populaire, de la vie associative, de l'engagement civique et des sports et à l'organisation des services chargés de leur mise en œuvre ;
 Vu le décret n° 2020-1543 du 09 décembre 2020 relatif aux services déconcentrés du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports et du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;
 Vu le décret du 5 février 2020 portant nomination de Madame Sophie BEJEAN, rectrice de région académique Occitanie, rectrice de l'Académie de Montpellier, chancelière des universités déléguant ;
 Vu le décret du 22 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Mostafa FOURAR, recteur de l'Académie de Toulouse subdéléguant ;
 Vu le décret du 26 décembre 2022 portant nomination de Madame Anne MIQUEL VAL, directrice Académique des services de l'éducation nationale des Hautes-Pyrénées, subdéléguataire ;

Considérant les dossiers de demande de renouvellement d'agrément transmis par les associations mentionnées en annexe ;

Article 1er

L'agrément JEP (Jeunesse Education Populaire) des associations suivantes est renouvelé :

| Numéro agrément | Nom de l'association | Numéro RNA | Adresse |
|-----------------|--|------------|---|
| 65-23-008-JEP | Maison des Jeunes et de la Culture d'Odos | W653000637 | 3 rue de Bigorre- 65310 ODOS |
| 65-23-009-JEP | Amicale Laïque de Barousse | W652000074 | 20 bis rue nationale – 65370 LOURE BAROUSSE |
| 65-23-010-JEP | Association des Familles Rurales du Magnoac | W653001624 | Ancien collège - B.P. 11 – 65230 CASTELNAU- MAGNOAC |
| 65-23-011-JEP | Centre de Loisirs de Maubourguet | W653000497 | Mairie – 65700 MAUBOURGUET |

Article 2

L'agrément JEP (Jeunesse Education Populaire) des associations mentionnées en annexe est renouvelé pour une durée de 5 ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 3

Les associations mentionnées sont réputées satisfaire aux conditions de l'article 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000. Les associations peuvent se prévaloir du respect de ces conditions dans le cadre de toute procédure d'agrément prévue par la législation pendant une période de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 4

La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Pau (50, Cours Lyautey - 64010 Pau Cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du recteur académique dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Pau dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

Article 5

Madame la Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié aux intéressés.

Fait à Tarbes, le 27 octobre 2023

Pour la Rectrice de Région Académique et par subdélégation
La Directrice Académique des Services de l'Éducation
Nationale

P.O



Anne MIQUEL VAL CLAUDIE ROZE

DREAL Occitanie

65-2023-10-27-00005

Arrêté modifiant l'arrêté préfectoral
n° 65-2023-06-27-00002 du 27 juin 2023
autorisant la réalisation de divers travaux de
génie civil et de mécanique
Concession hydroélectrique de Fabian-Écharts



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
d'Occitanie**

**Arrêté modifiant l'arrêté préfectoral n° 65-2023-06-27-00002 du 27 juin 2023 autorisant la réalisation de divers travaux de génie civil et de mécanique
Concession hydroélectrique de Fabian-Écharts**

**LE PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES,
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- vu le code de l'énergie ;
- vu le code de l'environnement ;
- vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- vu le décret du 4 juillet 1958 concédant à Électricité de France (service national) l'aménagement et l'exploitation des chutes de Fabian et des Écharts, sur le Neste d'Aure et divers affluents, dans le département des Hautes-Pyrénées ;
- vu le décret du 20 juillet 2022 nommant monsieur Jean Salomon préfet des Hautes-Pyrénées ;
- vu l'arrêté préfectoral du 23 août 2022 du préfet des Hautes-Pyrénées donnant délégation de signature au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, en particulier pour l'approbation des projets de travaux sur les concessions hydroélectriques ;
- vu l'arrêté du 9 octobre 2023 portant subdélégation de signature du directeur aux agents de la DREAL Occitanie pour le département des Hautes-Pyrénées ;
- vu l'arrêté préfectoral n° 65-2023-06-27-00002 du 27 juin 2023 autorisant la société EDF autorisant la société EDF à réaliser divers travaux de génie civil et de mécanique sur le périmètre de la concession hydroélectrique de Fabian-Écharts
- vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du Bassin Adour-Garonne 2022-2027, approuvé le 10 mars 2022 par le Préfet Coordonnateur de Bassin ;
- vu la demande de l'exploitant de prolonger l'autorisation des travaux du 24 octobre 2023 ;
- vu l'avis de la direction départementale des territoires des Hautes-Pyrénées du 25 octobre 2023 ;
- vu l'avis de la fédération de pêche des Hautes-Pyrénées du 27 octobre 2023 ;
- vu les échanges avec l'office français de la biodiversité ;
- vu la consultation du concessionnaire sur le projet d'arrêté préfectoral du 27 octobre 2023 ;

Préfecture des Hautes-Pyrénées
Place du Général Charles de Gaulle – 65 000 TARBES
Tél : 05 62 56 65 65
www.hautes-pyrenees.gouv.fr

vu l'avis du concessionnaire formulé sur le projet d'arrêté préfectoral en date du 27 octobre 2023 dans le cadre de la procédure contradictoire ;
considérant qu'il incombe au concessionnaire de maintenir en état les ouvrages de la concession et que les travaux restant à réaliser sont nécessaires pour garantir la sûreté de l'ouvrage ;
considérant que la date limite de réalisation des travaux autorisés ne peut être respectée du fait des conditions météorologiques ;
considérant que la finalisation de ce chantier évite une reprise du chantier ultérieure nécessitant une nouvelle vidange de l'ouvrage ;

Sur proposition du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Occitanie

ARRÊTE

Article 1 – Modification

Le premier alinéa de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 65-2023-06-27-00002 du 27 juin 2023 est supprimé et remplacé par :

« Les travaux visés à l'article 2 sont autorisés entre le 3 juillet et le 17 novembre 2023 ».

Les autres dispositions de cet arrêté restent applicables.

Article 2 – Affichage

Le présent arrêté fait l'objet d'un affichage jusqu'à la fin de l'opération sur le site des travaux, ainsi que dans la mairie de la commune d'Aragnouet.

Article 3 – Délais et voies de recours

Tout recours à l'encontre du présent arrêté peut être porté devant le tribunal administratif de Pau :

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois suivant sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télérécurse accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>, conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative ;
- par les tiers, dans un délai de quatre mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, soit par courrier, soit par l'application informatique télérécurse accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, le concessionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 4 – Publication et exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Hautes-Pyrénées, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie et le maire de la commune d'Aragnoet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hautes-Pyrénées et qui est notifié au concessionnaire.

Une copie est adressée pour information au directeur départemental des territoires des Hautes-Pyrénées, au directeur du service départemental des Hautes-Pyrénées de l'office français de la biodiversité, au président de la fédération de pêche des Hautes-Pyrénées et au maire de la commune de Tramezaygues.

Fait à Toulouse, le 27 octobre 2023

Pour le préfet et par délégation,
La cheffe de la Mission Concessions

Anne SABATIER

Préfecture des Hautes-Pyrénées

65-2023-10-30-00005

Arrêté portant autorisation de la vente d'un
ensemble immobilier par la congrégation de
soeurs de St Joseph de Tarbes



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral n°65-2023-10-
portant autorisation de la vente d'un ensemble immobilier
par la congrégation des sœurs de Saint-Joseph de Tarbes**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu la loi du 1^{er} juillet 1901 modifiée, relative au contrat d'associations et le décret du 16 août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1^{er} juillet 1901 ;

Vu le décret n° 2007-807 du 11 mai 2007 modifié, relatif aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte et portant application de l'article 910 du code civil ;

Vu le décret ministériel du 30 novembre 1852 portant reconnaissance légale de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph de Tarbes, dont le siège est situé à Cantaous (65), 1 rue du Pic du Midi ;

Vu le décret n°2022 – 167 du 20 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Jean SALOMON, préfet des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 65-2023-10-02-00003 du 2 octobre 2023 portant délégation de signature à Madame Nathalie GUILLOT-JUIN, secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'extrait du procès-verbal de la délibération en date du 4 octobre 2022 du conseil de la congrégation dénommée « Congrégation des sœurs de Saint Joseph de Tarbes » dont le siège social est situé 1 rue du Pic du Midi à Cantaous (65), autorisant la vente d'un ensemble immobilier sur la commune de Castelnau-Magnoac (65), route de Toulouse, lieu-dit Petiton, cadastré sections AD N°7, 8, 9, 10, 11, 163, 164, 165, 166, 167 et 169 ;

Vu l'extrait du procès-verbal du conseil d'administration de l'association nationale de recherche et d'action solidaire (A.N.R.A.S.) en date du 27 octobre 2022 ;

Vu l'avis de la direction régionale des finances publiques d'Occitanie sur la valeur vénale du bien en date du 16 octobre 2023 ;

Vu le rapport d'expertise du cabinet expertise conseil audit en date du 22 juin 2023 ;

Considérant que le dossier est complet ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées

ARRÊTE

Article 1^{er} : Sœur Margarita VELASCO, supérieure régionale de France est autorisée, au nom de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph de Tarbes dont le siège social est situé 1 rue du Pic du Midi à Cantaous (65), à procéder à la cession d'un bien immobilier sur la commune de Castelnau-Magnoac (65), route de Toulouse, lieu-dit Petiton, moyennant le prix de six cent mille euros (600 000€), payable comptant au jour de l'acte authentique, figurant au cadastre :

Téi . 05 62 56 65 65
Courriel : prefecture@hautes-pyrenees.gouv.fr
Place Charles de Gaulle – CS 61350 – 65013 TARBES Cedex 9

| SECTIONS | N° | LIEU-DIT | SURFACE |
|----------|-----|----------------------|----------|
| AD | 7 | Petiton | 09a 31ca |
| AD | 8 | Petiton | 04a 30ca |
| AD | 9 | Petiton | 07a 07ca |
| AD | 10 | Petiton | 05a 02ca |
| AD | 11 | Petiton | 04a 02ca |
| AD | 163 | Petiton | 01a 96ca |
| AD | 164 | 17 Route de Toulouse | 07a 87ca |
| AD | 165 | Petiton | 00a 51ca |
| AD | 166 | Petiton | 05a 10ca |
| AD | 167 | Petiton | 06a 56ca |
| AD | 169 | Route de Toulouse | 09a 99ca |

Article 2 : La vente de l'ensemble immobilier doit être effectuée dans un délai d'un an à compter de la date du présent arrêté.

Dans le cas où cette vente n'aurait pas eu lieu dans ce délai, une nouvelle demande d'autorisation devrait être déposée auprès de la préfecture des Hautes-Pyrénées.

Article 3 : Cet arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services (Préfecture des Hautes-Pyrénées, place Charles de Gaulle, CS 61350 – 65013 Tarbes Cedex 9) ou hiérarchique au ministère de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 Paris et/ou contentieux devant le tribunal administratif de Pau, 50, cours Lyautey, B.P. n° 543 – 64010 Pau Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication, soit par l'application informatique Télérecours accessible, sur le site <http://www.telerecours.fr>. Ces recours n'ont pas d'effet suspensif.

Article 4 : Madame la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées est chargée, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée à Madame la supérieure de la Congrégation des sœurs de Saint-Joseph, à Maître Pascale TEULÉ et à Monsieur le directeur régional des finances publiques d'Occitanie.

Tarbes, le **30 OCT. 2023**
 Pour le préfet, et par délégation
 La secrétaire générale



Nathalie GUILLOT-JUIN

Préfecture des Hautes-Pyrénées

65-2023-11-03-00002

Arrêté accordant la médaille d'honneur Agricole
- promotion du 1er janvier 2024

A R R E T E N°

**Portant attribution de la médaille d'Honneur Agricole
à l'occasion de la promotion du 1er janvier 2024**

Le Préfet des Hautes-Pyrénées

VU le décret du 17 juin 1890 instituant la médaille d'honneur agricole ;

VU le décret 84-1110 du 11 décembre 1984 modifié relatif à l'attribution de la médaille d'honneur agricole ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de Monsieur le Préfet des Hautes-Pyrénées, M. Jean SALOMON ;

VU l'arrêté du 11 décembre 1984 autorisant les préfets, à décerner les médailles d'honneur agricoles ;

Sur proposition de Madame la Directrice des services du Cabinet de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

A R R E T E

Article 1 : La médaille d'honneur agricole ARGENT est décernée à :

- Monsieur CHALUFOUR Alexis

Charge d'affaires entreprises, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE
MUTUEL PYRENEES GASCOGNE, TARBES
demeurant à Orleix

- Monsieur FOURCAUD Sébastien

Salarié, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL PYRENEES
GASCOGNE, TARBES
demeurant à Mazerolles

Article 2 : La médaille d'honneur agricole Vermeil est décernée à :

- **Madame ABADIE Corinne**

Gestionnaire pssp, MSA MIDI PYRENEES SUD, TARBES
demeurant à Bagnères-de-Bigorre

- **Madame BEYRIES Sylvie**

Agent administratif, MSA MIDI PYRENEES SUD, TARBES
demeurant à Pujo

Article 3 : La médaille d'honneur agricole OR est décernée à :

- **Monsieur GALLEGO Christophe**

Cadre de banque, CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL
PYRENEES GASCOGNE, TARBES
demeurant à Tarbes

Article 5 : Madame la Secrétaire Générale et Madame la Directrice des Services du Cabinet des Hautes-Pyrénées sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Tarbes, le **03 NOV. 2023**

Le Préfet


Jean SALOMON

Préfecture des Hautes-Pyrénées

65-2023-11-03-00003

Arrêté accordant la médaille d'honneur
régionale, départementale et communale -
promotion du 1er janvier 2024



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTE N°

**Portant attribution de la médaille d'Honneur Régionale, Départementale et
Communale
à l'occasion de la promotion du 1er janvier 2024**

Le Préfet des Hautes-Pyrénées

VU le décret n°87-594 du 22 juillet 1987, portant création de la médaille d'honneur Régionale, Départementale et Communale,

VU le décret n°2005-48 du 25 janvier 2005 modifiant les conditions d'attribution de médaille d'honneur Régionale, Départementale et Communale,

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de Monsieur le Préfet des Hautes-Pyrénées, M. Jean SALOMON ;

Sur proposition de Madame la Directrice des services du Cabinet de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

ARRÊTE :

Article 1 : la médaille d'honneur Régionale, Départementale et Communale ARGENT est décernée à :

- Madame ABADIE Céline

Aide-soignante classe normale, CTRE HOSPITALIER DE BAGNERES DE BIGORRE, demeurant à Pouzac.

- Madame ADAM Nadine née POIRIER

Aide medico-psychologique, CENTRE HOSPITALIER DE LANNEMEZAN, demeurant à Clarens.

- Monsieur ADER Fabien

Adjoint technique principal de première classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES, demeurant à Tarbes.

- Madame BAILLET Sylvia

Atsem principal 1ère classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Odos.

- **Madame BAZIRE Caroline**
Assistant territorial specialise d'enseignement artistique, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES, demeurant à Tarbes.
- **Monsieur BELLARDI Jean-Francois**
Technicien principal de 1ere classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES, demeurant à Tarbes.
- **Monsieur BERGEROT Franck**
Adjoint technique principal 1ère classe, COMMUNE DE LOURDES, demeurant à Gazost.
- **Madame BERNARD Virginie**
Adjoint technique principal 1ere classe, COMMUNE DE LOURDES, demeurant à Lourdes.
- **Monsieur BONEU Julien**
Etaps principal 2ème classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Momères.
- **Monsieur BORDERE Jérôme**
Aide-soignante classe normale, CTRE HOSPITALIER DE BAGNERES DE BIGORRE, demeurant à Gerde.
- **Monsieur BOUDIGUES Yannick**
Agent de maitrise, COMMUNE DE LOURDES, demeurant à Lourdes.
- **Monsieur BRUMONT Franck**
Brigadier chef principal, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Tarbes.
- **Madame CARRE-MONLEZUN Magali née CARRE**
Brigadier chef principal, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Louey.
- **Madame CASTELLI Nathalie**
Atsem principal 2ème classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Sarniguet.
- **Madame CASTEROU VERGEZ Nadège née VERGEZ**
Infirmière en soins généraux grade 2, CTRE HOSPITALIER DE BAGNERES DE BIGORRE, demeurant à Omex.
- **Monsieur CASTILLO LOPEZ Pascal**
Adjoint technique principal 1ere classe, COMMUNE DE LOURDES, demeurant à Azereix.
- **Madame CAZABAT Muriel**
Agent de services hospitaliers qualifié classe supérieur, CTRE HOSPITALIER DE BAGNERES DE BIGORRE, demeurant à Hibarette.
- **Madame CHANTREAU Florence**
Adjoint technique principal 1ère classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Arcizac-Adour.

- **Madame CHAVEGROS Sophie**
Adjoint territorial du patrimoine de 2eme classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES, demeurant à Goudon.

- **Madame CORCELLE Claude née SANSON**
Adjoint administratif, CENTRE HOSPITALIER DE LANNEMEZAN, demeurant à Cantaous.

- **Monsieur DALMIERES Nicolas**
Technicien principal de 1ère classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES, demeurant à Hibarette.

- **Madame DEJEANNE Magali**
Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES, demeurant à Tarbes.

- **Monsieur DE SOUSA Serge**
Agent de maîtrise, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Tarbes.

- **Monsieur DUBOIS Sebastien**
Adjoint technique principal 1ère classe, DEPARTEMENT DE LA HAUTE GARONNE, demeurant à Saint-Paul.

- **Monsieur DUC Christian**
Technicien principal de 2ème classe, COMMUNE DE LONS, demeurant à Luquet.

- **Madame DUPORTE Nathalie**
Adjoint territorial d'animation principal 1ere classe, SYNDICAT INTERCOMMUNAL MULTI-ACCUEILS, JEUNESSE ET ECOLES DU PAYS DE LOURDES, demeurant à Lourdes.

- **Madame FONTANO Marie-Paule**
Assistant de conservation du patrimoine et des bibliotheques principal 1ere classe, COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE NAY, demeurant à Monfaucon.

- **Monsieur GALY Marc**
Adjoint technique principal 1ere classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES, demeurant à Castéra-Lou.

- **Monsieur GARNIER Michel**
Directeur de cabinet, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Salles-Adour.

- **Monsieur GIL Didier**
Adjoint technique principal de 1 ere classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES, demeurant à Tarbes.

- **Monsieur GIRODET Jérôme**
Assistant de conservation du patrimoine 1ère classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Tarbes.

- **Madame GUILHEMDEBAT Valérie née GRANGER**
Aide-soignante classe supérieure, CTRE HOSPITALIER DE BAGNERES DE BIGORRE, demeurant à Vielle-Adour.

- **Monsieur HALLOUZ M'Hamed**
Adjoint animation principal 2ème classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Laloubère.

- **Madame HEINS Veronique**
Adjoint technique, SYNDICAT INTERCOMMUNAL MULTI-ACCUEILS, JEUNESSE ET ECOLES DU PAYS DE LOURDES, demeurant à Lourdes.

- **Madame HOUBART Sylvie née MALARD**
Aide-soigante classe supérieure, CTRE HOSPITALIER DE BAGNERES DE BIGORRE, demeurant à Ordizan.

- **Monsieur KIESER Eric**
Technicien, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Tarbes.

- **Madame LARIVIERE Véronique née PRZYBYLSKI**
Adjoint administratif principal 1ère classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Chelle-Debat.

- **Madame LAULHE Joelle**
Infirmière de bloc opératoire 3ème grade isgs, CENTRE HOSPITALIER DE PAU, demeurant à Ibos.

- **Monsieur MERAH Christophe**
Adjoint technique principal 1ere classe, COMMUNE DE LOURDES, demeurant à Lézignan.

- **Monsieur MONTOUILLOUT David**
Adjoint technique principal 2ème classe, COMMUNE DE SAINT PE DE BIGORRE, demeurant à Tarbes.

- **Madame MONTOYA Florence**
Redacteur principal 1ere classe, COMMUNE DE LOURDES, demeurant à Lourdes.

- **Monsieur MORILLO Gilles**
Adjoint technique principal 1ère classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Laloubère.

- **Monsieur PELANNE Gregory**
Adjoint animation principal 2ème classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Tarbes.

- **Madame PINTO Mireille**
Adjoint administratif, CENTRE HOSPITALIER DE LANNEMEZAN, demeurant à Campistrous.

- **Madame RIGAL Henriette**
Adjoint technique principal 1ère classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Tarbes.
- **Madame ROUCHARD Jocelyne**
Adjoint technique principal 1ère classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Tarbes.
- **Madame ROUSSE Marie-Helene née ASPECT**
Aide-soignante, CENTRE HOSPITALIER DE LANNEMEZAN, demeurant à Cizos.
- **Monsieur RUIZ Jérôme**
Ouvrier principal de 2ème classe, CTRE HOSPITALIER DE BAGNERES DE BIGORRE, demeurant à Montgaillard.
- **Monsieur SAMANI Mathieu**
Assistant d'enseignement artistique principal 1ere classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES, demeurant à Tarbes.
- **Madame SERRES CASTERAN Caroline née SERRES**
Infirmiere, CENTRE HOSPITALIER DE LANNEMEZAN, demeurant à Bégole.
- **Monsieur SORIA Jean-Pierre**
Ouvrier principal de 2ème classe, CTRE HOSPITALIER DE BAGNERES DE BIGORRE, demeurant à Trébons.
- **Monsieur STEPHAN Eric**
Adjoint administratif principal 1ère classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Aureilhan.
- **Madame SUBRA Karine née GESMIER**
Masseur kinésithérapeute classe supérieure, CTRE HOSPITALIER DE BAGNERES DE BIGORRE, demeurant à Vielle-Adour.
- **Madame TARBOURIECH Veronique née MANSION**
Infirmiere, CENTRE HOSPITALIER DE LANNEMEZAN, demeurant à Saint-Paul.
- **Monsieur VERDEIL Vincent**
Technicien principal 1ère classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Tarbes.
- **Madame VOGEL Catherine née BUSTOS**
Adjoint technique territorial de 2ème classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES, demeurant à Séméac.

Article 2 : la médaille d'honneur Régionale, Départementale et Communale VERMEIL est décernée à :

- **Madame ARBERET Sylvie née DUBEAU**

Agent de services hospitaliers qualifié, CTRE HOSPITALIER DE BAGNERES DE BIGORRE, demeurant à Bagnères-de-Bigorre.

- **Monsieur BOUDJEMAA Kaled**

Adjoint technique territorial, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Tarbes.

- **Madame BOUÉYRIE Sylvie née BOUTIN**

Atsem principal 1ère classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Ossun.

- **Monsieur BOUSQUET Eric**

Ingenieur principal, SYNDICAT INTERCOMMUNAL MULTI-ACCUEILS, JEUNESSE ET ECOLES DU PAYS DE LOURDES, demeurant à Bourréac.

- **Monsieur CEBRIAN ALCALDE Stéphane**

Agent de maîtrise, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Barbazan-Debat.

- **Madame DULONG Sandrine**

Atsem principal 1ere classe, SYNDICAT INTERCOMMUNAL MULTI-ACCUEILS, JEUNESSE ET ECOLES DU PAYS DE LOURDES, demeurant à Peyrouse.

- **Monsieur FONTAN Jean-Pierre**

Rédacteur principal 1ère classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Horgues.

- **Madame FORESTIER Nathalie née CIVADE**

Adjoint technique principal 1ère classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Oueilloux.

- **Madame HEBERT Anita**

Adjoint administratif principal 2ème classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Tarbes.

- **Monsieur LAFFAYE Jean-Pascal**

Adjoint technique principal 1ère classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Pouyastruc.

- **Madame LANEIGE Catherine**

Infirmière de classe supérieure, CTRE HOSPITALIER DE BAGNERES DE BIGORRE, demeurant à Fréchou-Fréchet.

- **Monsieur LARAN Jean-Charles**

Educateur aps principal 1ère classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Bernac-Debat.

- **Monsieur LARRÉ Philippe**

Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES, demeurant à Lourdes.

- Monsieur LHOSTE Philippe

Adjoint technique principal 2ème classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Juillan.

- Monsieur NINO Guy

Adjoint technique principal 2ème classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Tarbes.

- Madame PRENTOUT Véronique

Adjoint administratif principal 1ère classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Barbazan-Debat.

- Madame STARCK Muriel

Aide-soignante classe supérieure, CTRE HOSPITALIER DE BAGNERES DE BIGORRE, demeurant à Aureilhan.

- Monsieur TEIXEIRA Jean-Paul

Agent de maîtrise, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Mascaras.

- Madame VILLA Corinne née GEORGES

Educateur aps principal 2ème classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Laslades.

- Monsieur VOLOSSOVITCH Jean-Pierre

Adjoint technique principal 1ère classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Lahitte-Toupière.

Article 3 : la médaille d'honneur Régionale, Départementale et Communale OR est décernée à :

- Madame ANTUNES Isabelle

Adjoint territorial du patrimoine de 1ère classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES, demeurant à Aureilhan.

- Madame BARIFOUSE Christine

Educateur spécialisé, CENTRE HOSPITALIER GERARD MARCHANT, demeurant à Saint-Laurent-de-Neste.

- Monsieur BAUD Francis

Adjoint technique principal 1ère classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Bordères-sur-l'Échez.

- Monsieur BELER André

Agent de maîtrise principal, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Barbazan-Debat.

- **Madame BENES Michèle**
Adjoint administratif principal 1ère classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Séméac.
- **Madame BRUN Simone Françoise**
Aide-soignante, CENTRE HOSPITALIER COMMINGES PYRENEES, demeurant à Lannemezan.
- **Monsieur BUISAN Didier Victor**
Technicien principal 1ère classe, COMMUNE DE LUZ SAINT SAUVEUR, demeurant à Luz-Saint-Sauveur.
- **Madame CHELLE-MICHOU Françoise**
Adjoint technique principal 1ère classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Juillan.
- **Monsieur COURTIADÉ Gabriel**
Adjoint technique principal 1ère classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Moulédous.
- **Madame DEBAT Ghislaine née VERBRAEKEN**
Rédacteur, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Juillan.
- **Monsieur EUILLET Henri**
Conseiller municipal, COMMUNE DE TROUBAT, demeurant à Troubat.
- **Monsieur L'HUILLIER éric**
éducateur aps principal 1ère classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES, demeurant à Laloubère.
- **Madame MARTIN Danielle née DORIGNAC**
Aide-soignante classe supérieure, CTRE HOSPITALIER DE BAGNERES DE BIGORRE, demeurant à Bagnères-de-Bigorre.
- **Madame ORTEGA Sylvie née BERNIGOLE**
Attache territorial hors classe, CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE, demeurant à Lannemezan.
- **Madame PHILIP Catherine**
Adjoint territorial principal du patrimoine de 2ème classe, COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES, demeurant à Tarbes.
- **Monsieur PORTÉ Michel**
Adjoint au maire, COMMUNE DE TROUBAT, demeurant à Troubat.
- **Madame ROSSIGNOL Joëlle**
Adjoint administratif principal 2ème classe, COMMUNE DE TARBES, demeurant à Tarbes.

- Madame RUBIO Nathalie

Aide-soignante classe supérieure, CTRE HOSPITALIER DE BAGNERES DE BIGORRE, demeurant à Bagnères-de-Bigorre.

- Madame TOURNIER Valérie

Aide-soignante classe supérieure, CTRE HOSPITALIER DE BAGNERES DE BIGORRE, demeurant à Bonnemazon.

Article 4 : Madame la Secrétaire Générale et Madame la Directrice des Services du Cabinet des Hautes-Pyrénées sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Tarbes, le 03 NOV. 2023

Le préfet


Jean SALOMON

Préfecture des Hautes-Pyrénées

65-2023-11-03-00001

Arrêté préfectoral accordant la médaille du
travail - promotion du 1er janvier 2024



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral n°
Portant attribution de la médaille d'Honneur du Travail
à l'occasion de la promotion du 1er janvier 2024**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

VU le décret 48-852 du 15 mai 1948 modifié instituant la médaille d'honneur du travail ;

VU le décret 84-591 du 4 juillet 1984 modifié par les décrets 2000-1015 du 17 octobre 2000 et 2007-1746 du 12 décembre 2007 ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de Monsieur le Préfet des Hautes-Pyrénées, M. Jean SALOMON;

VU l'arrêté du 17 juillet 1984 portant délégation de pouvoirs aux préfets pour l'attribution de la médaille d'honneur du travail ;

Sur proposition de Madame la Directrice des Services du Cabinet,

A R R E T E

Article 1 : La médaille d'honneur du travail ARGENT est décernée à :

- Monsieur AGUSSAN Stéphane

Moniteur principal d'atelier, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Omex

- Madame ALBERT Celine

Chargee de communication, CAISSE PRIMAIRE ASSUR MALADIE.
demeurant à Tarbes

- Madame ARROU Evelyne

Aide-soignante, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Juncalas

Tél 05 62 56 65 65

Courriel : prefecture@hautes-pyrenees.gouv.fr

Place Charles de Gaulle – CS 61350 – 65013 TARBES Cedex 9

- **Madame ARTAUD Bénédicte**
Employée de banque, BANQUE POPULAIRE OCCITANE.
demeurant à Avezac-Prat-Lahitte
- **Madame ARTÇANUTHURY Danièle**
Employé commercial confirmé, DISTRIBUTION CASINO FRANCE.
demeurant à Ossun
- **Monsieur BARBE Johan**
Aide médico-psychologique, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS
L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Odos
- **Madame BARRILLIOT Magalie**
Vendeuse, ARMAND THIERY SAS.
demeurant à Bazet
- **Monsieur BAT Didier René**
Ouvrier coffreur bancheur, EIFFAGE CONSTRUCTION MIDI PYRENEES.
demeurant à Ibos
- **Madame BAT Martine Alice**
Aide à domicile, FEDERATION PYRENE PLUS.
demeurant à Beaucens
- **Monsieur BEAUQUIS Lionel**
Chef de chantier, NGE FONDATIONS.
demeurant à Pierrefitte-Nestalas
- **Monsieur BERRUT Gilles, Laurent, Christophe**
Ouvrier esat, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA
PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Gerde
- **Monsieur BORDERES Alexandre**
Responsable activité réparation, HEP INDUSTRIE.
demeurant à Lannemezan
- **Madame BOURDALLE-PARIS Coralie**
Travailleur handicapé - esat crb, ETABLISSEMENT PUBLIC
D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SOINS DES HAUTES PYRENEES.
demeurant à Castelnau-Rivière-Basse
- **Madame BOURDA Pascale**
Chargée de projet, HARMONIE MUTUELLE.
demeurant à Luquet

- **Madame BOURON Noelle**
Operatrice de production polyvalente, SAS SEB.
demeurant à Sère-Lanso

- **Monsieur BOUTARFA Farid**
Conducteur de véhicule, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS
L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Bours

- **Monsieur CAMES Fabrice**
Conducteur de ligne boissons uht, DANONE PRODUITS FRAIS FRANCE.
demeurant à Bordères-sur-l'Échez

- **Monsieur CAPDEVIELLE Joël**
Opérateur machine, NESTADOUR.
demeurant à Laloubère

- **Monsieur CAPDEVIELLE Philippe**
Chef d'équipe, ENTREPRISE GALLEGO.
demeurant à Salles-Adour

- **Monsieur CAPEL Christophe**
Operateur process poudrage, DANONE PRODUITS FRAIS FRANCE.
demeurant à Orleix

- **Monsieur CAPEL David**
Conducteur routier, XPO LOGISTICS CENTRE FRANCE.
demeurant à Tarbes

- **Monsieur CARDOSO Jerome**
Leader, DANONE PRODUITS FRAIS FRANCE.
demeurant à Boulin

- **Madame CARRASCO-MORA Nadine**
Aide médico-psychologique, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS
L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Loucrup

- **Madame CASTAGNE Delphine**
Technicien prestations en espèces, CAISSE PRIMAIRE ASSUR MALADIE.
demeurant à Lanne

- **Madame CAZAUX Catherine**
Agent d'entretien, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR
LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Azereix

- **Madame CAZENAVE Véronique**
Assistante de secteur, FEDERATION PYRENE PLUS.
demeurant à Aureilhan
- **Madame CIEUTAT Julie**
Comptable, SOC FIDUCIAIRE NATIO EXPERTISE COMPTABLE.
demeurant à Tournay
- **Madame COUTURE MARTINEZ Françoise**
Assistante technique, FEDERATION PYRENE PLUS.
demeurant à Bordères-sur-l'Échez
- **Madame CROUZET Marie-France**
éducatrice spécialisée, ANRAS.
demeurant à Générrest
- **Madame CYPRIEN Géraldine**
Gestionnaire achats-marchés, CAISSE PRIMAIRE ASSUR MALADIE.
demeurant à Tarbes
- **Madame DA COSTA Céline**
Employée de banque, BANQUE POPULAIRE OCCITANE.
demeurant à Aureilhan
- **Monsieur DANTIN Yvan**
Laborantin, DANONE PRODUITS FRAIS FRANCE.
demeurant à Louit
- **Madame DAUBE Laurence, Suzanne, Denise**
Ouvrière esat, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA
PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Lourdes
- **Madame DE ALMEIDA Stella, Stéphanie**
Ouvrière esat, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA
PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Tarbes
- **Madame DEBORDE Sylvie Aline Claudette**
Assistante de cabinet, SELARL CABINET VERGES.
demeurant à Lourdes
- **Monsieur DELATOCHE Sebastien**
Agent logistique, ENSTO NOVEXIA.
demeurant à Tarbes

- **Madame DIAQUIN Laurence**
Référénte technique prestations, CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES DES HAUTES PYRENEES.
demeurant à Tarbes

- **Madame DOMINGUES VALENTE Ascension**
Secrétaire, FONCIA PYRENEES GASCOGNE.
demeurant à Adé

- **Monsieur DO NASCIMENTO Christophe**
Technicien etudes de prix, ENTREPRISE GALLEGO.
demeurant à Barbazan-Debat

- **Monsieur DUBARRY Alexandre**
Agent de production, SANDERS EURALIS.
demeurant à Juillan

- **Madame DUBARRY Sonia**
Gestionnaire logistique, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Cieutat

- **Monsieur DUBOS Sébastien, Marcel**
Ouvrier esat, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Lourdes

- **Monsieur DUCASSE Marc**
Travailleur handicapé, ETABLISSEMENT PUBLIC D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SOINS DES HAUTES PYRENEES.
demeurant à Lannemezan

- **Madame DULHOM Emma**
Employée de banque, BANQUE POPULAIRE OCCITANE.
demeurant à Pinas

- **Madame DULONG Sandra**
Vendeuse, ARMAND THIERY SAS.
demeurant à Tarbes

- **Madame DULOUT Corinne, Béatrice, Martine**
Ouvrière esat, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Bagnères-de-Bigorre

- **Madame FERNANDEZ Corine**
Project management officer, SAFRAN HELICOPTER ENGINES.
demeurant à Saint-Pé-de-Bigorre

- **Madame FOURCADE Claire Renee Marguerite**
Responsable commerciale, DISTRIBUTION CASINO FRANCE.
demeurant à Bégole

- **Madame FOURGEAUD Sylvie Marie Christine**
Assistante service, MCI.
demeurant à Chis

- **Madame FOURNIER Marie-Noëlle**
Agent de service, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR
LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Lourdes

- **Monsieur GASTOU Daniel**
Travailleur handicapé, ETABLISSEMENT PUBLIC D'ACCOMPAGNEMENT ET DE
SOINS DES HAUTES PYRENEES.
demeurant à Bordères-sur-l'Échez

- **Madame GAYE Valérie**
Gestionnaire administrative rh, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS
L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Burg

- **Monsieur GIL Denis**
Travailleur handicapé, ETABLISSEMENT PUBLIC D'ACCOMPAGNEMENT ET DE
SOINS DES HAUTES PYRENEES.
demeurant à Vic-en-Bigorre

- **Monsieur HACHEMI Mohamed**
Agent d'entretien conducteur, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS
L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Lourdes

- **Madame HOFFMANN Nathalie**
Agent de service, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR
LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Tarbes

- **Madame HOUÉE Florence**
Technicien prestations en espèces, CAISSE PRIMAIRE ASSUR MALADIÉ.
demeurant à Vic-en-Bigorre

- **Madame HOURCADE Geraldine**
Attache technico commercial, TOTALENERGIES PROXI SUD OUEST.
demeurant à Vic-en-Bigorre

- **Madame IBOS Geneviève**
Aide médico-psychologique, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Fontrailles

- **Monsieur IVOULA Julien**
Travailleur handicapé - esat de crb, ETABLISSEMENT PUBLIC D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SOINS DES HAUTES PYRENEES.
demeurant à Castelnau-Rivière-Basse

- **Monsieur JANSOU Philippe**
éducateur spécialisé, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Tarbes

- **Monsieur JOULIE Jean-Marc**
Employé, ARKEMA FRANCE.
demeurant à Tuzaguet

- **Monsieur LABAT Jerome**
Travailleur handicapé, ETABLISSEMENT PUBLIC D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SOINS DES HAUTES PYRENEES.
demeurant à Aureilhan

- **Monsieur LABAT Sébastien**
Ouvrier, DAHER AEROSPACE.
demeurant à Laloubère

- **Madame LACAMOIRE Sabrina**
Employée de banque, BANQUE POPULAIRE OCCITANE.
demeurant à Ossun

- **Madame LACRAMPE Christelle**
Monitrice d'atelier, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Aspin-en-Lavedan

- **Madame LALANNE Katia Nicole**
Technicien d'intervention, FEDERATION PYRENE PLUS.
demeurant à Lourdes

- **Monsieur LAVIGNE Eric**
Responsable d'unité autonome de production, ENSTO NOVEXIA.
demeurant à Bagnères-de-Bigorre

- **Madame LEMELLE-BRIAUD Maud Sonia Ingrid**
Aide à domicile, L'ESPERANCE.
demeurant à Gembrie

- **Monsieur LERDA Christophe**
Adjoint chef de carrière, SABLIERES DES PYRENEES.
demeurant à Aurensan

- **Monsieur MALAFOSSE Guillaume**
Vendeur call center, AD GRAND OUEST.
demeurant à TARBES

- **Madame MALINGRE Christine**
Employée a domicile, FEDERATION PYRENE PLUS.
demeurant à Lourdes

- **Monsieur MARTINEZ Thierry, Jean, Bertrand**
Conducteur de travaux, SOCIETE GENERALE D'ENTRETIEN & MONTAGE.
demeurant à Laborde

- **Monsieur MEYER Francois**
Chef de bassin, CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST.
demeurant à Sarrouilles

- **Madame MILLET Sandrine**
Responsable administratif adjoint copropriété, FONCIA PYRENEES GASCOGNE.
demeurant à Adé

- **Monsieur MONTEIRO José**
Contrôleur fabrication, NESTADOUR.
demeurant à Ossun

- **Madame MORENILLA Michelle**
Agent d'entretien, SABLIERES DES PYRENEES.
demeurant à Andrest

- **Madame NOGUE Isabelle**
Infirmière, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA
PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Tarbes

- **Madame NORBERT Sylvie Jeanne Jeannine**
Ouvrière esat, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA
PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Lourdes

- **Madame PAILHAS Christine**
Gestionnaire du recouvrement, URSSAF AQUITAINE.
demeurant à Tarbes

- **Monsieur PAILHE Francis**
Ouvrier de scierie, MERRAIN FENDU DE FRANCE.
demeurant à Clarac

Tél 05 62 56 65 65

Courriel prefecture@hautes-pyrenees.gouv.fr

Place Charles de Gaulle – CS 61350 – 65013 TARBES Cedex 9

- **Madame PALET Sylvie**
Gestionnaire relations clients, SANDERS EURALIS.
demeurant à Tarbes

- **Madame PERRAULT Isabelle**
Assistante polyvalente, SAS SEB.
demeurant à Lourdes

- **Monsieur PERRET Olivier**
Cuisinier, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA
PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Tarbes

- **Madame PEYCHOU Marie-France**
Aide médico-psychologique, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS
L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Séméac

- **Madame PHILIPPE Joanna**
Employée de banque, BANQUE POPULAIRE OCCITANE.
demeurant à Trébons

- **Monsieur PILOQUET Bruno**
Responsable commercial, APAVE EXPLOITATION FRANCE.
demeurant à Mascaras

- **Madame PLAZA Catherine**
Travailleur handicapé, ETABLISSEMENT PUBLIC D'ACCOMPAGNEMENT ET DE
SOINS DES HAUTES PYRENEES.
demeurant à Vic-en-Bigorre

- **Monsieur PLOUVIER Teddy**
Charge de logistique industrielle, NEXTER MUNITIONS.
demeurant à Tarbes

- **Madame PORTES Marie Pierre**
Travailleur handicapé, ETABLISSEMENT PUBLIC D'ACCOMPAGNEMENT ET DE
SOINS DES HAUTES PYRENEES.
demeurant à Vic-en-Bigorre

- **Madame PORTET Lydie**
Trieur de merrains, MERRAIN FENDU DE FRANCE.
demeurant à Trie-sur-Baïse

- **Monsieur RAFFAUD Christian**
Journaliste chef de rubrique, PGV MAISON.
demeurant à Sarniguet

- **Monsieur RAT Thierry**
Opérateur cariste magasinier, DANONE PRODUITS FRAIS FRANCE.
demeurant à Lamarque-Rustaing
- **Monsieur ROBITAILLE Nicolas Serge**
Conseiller en gestion des droits, POLE EMPLOI.
demeurant à Orleix
- **Monsieur RODRIGUES Frederic**
Fendeur, CANADELL.
demeurant à Vidou
- **Monsieur ROSSATO Cedric**
Technicien commercial, DISTRIBUTION SANITAIRE CHAUFFAGE.
demeurant à Aureilhan
- **Madame RUMEAU Christelle**
Gestionnaire administrative, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS
L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Aspin-en-Lavedan
- **Monsieur RUMEAU Dominick**
Charge d affaires, LINDE FRANCE.
demeurant à Lourdes
- **Madame SAINT-MARTIN Muriel**
Aide médico-psychologique, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS
L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Azereix
- **Monsieur SAJOUS Patrick**
Soudeur, ENTREPRISE GALLEGO.
demeurant à Ossun
- **Madame SAJOUS Vicenta**
Secrétaire, FEDERATION PYRENE PLUS.
demeurant à Lourdes
- **Madame SARDIN-MOUNET Aurore**
Ouvrière esat, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA
PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Ibos
- **Madame SARIE Virginie**
Responsable exploitation agence, ASTURIENNE.
demeurant à Bagnères-de-Bigorre

- **Madame SERFS Audrey**
Agent de service à l'usager, CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES DES HAUTES PYRENEES.
demeurant à Juillan

- **Monsieur SERMOT Benjamin**
Electromecanicien, ENTREPRISE GALLEGO.
demeurant à Ségus

- **Madame SERRES Elodie**
Employee de banque, BANQUE POPULAIRE OCCITANE.
demeurant à Bordères-sur-l'Échez

- **Madame SEUBE Ingrid**
Psychologue, MISSION LOCALE HAUTE GARONNE.
demeurant à Montsérié

- **Monsieur SIMACOURBE Alain, Michel**
Ouvrière esat, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Lourdes

- **Monsieur SIMON Michel**
Employé à la banque de france, BANQUE DE FRANCE.
demeurant à Vielle-Adour

- **Monsieur SOARES Filipe**
Technicien de maintenance, SCHINDLER.
demeurant à Moulédous

- **Monsieur SORBET Serge**
Conducteur d'engins, SABLIERES DES PYRENEES.
demeurant à Sarniguet

- **Monsieur SUBERBIE Marc**
Coordinateur qualite fournisseurs, SAS SEB.
demeurant à Momères

- **Madame TABARANT Karin**
Gestionnaire rh, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Bordères-sur-l'Échez

- **Madame THIOT Agnès**
Responsable achat etablissement, ARKEMA FRANCE.
demeurant à La Barthe-de-Neste

- **Monsieur TOULOUSE Joel**
Conducteur de ligne boissons uht, DANONE PRODUITS FRAIS FRANCE.
demeurant à Sarriac-Bigorre
- **Madame TURON LABAR Nathalie**
Employée de banque, BANQUE POPULAIRE OCCITANE.
demeurant à Tostat
- **Madame USO Laure**
Aide-soignante, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA
PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Lourdes
- **Monsieur VIGNES Philippe**
Aide médico-psychologique, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS
L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Julos
- **Madame VILLEMUR Françoise**
Aide-soignante, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA
PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Tarbes
- **Monsieur WITZGALL Laurent**
Responsable commercial, DISTRIBUTION CASINO FRANCE.
demeurant à Bordères-sur-l'Échez
- **Madame XAVIER Marina**
Operatrice de production polyvalente, SAS SEB.
demeurant à Bours

Article 2 : La médaille d'honneur du travail Vermeil est décernée à :

- **Madame ADER Marie Paule**
Technicien de laboratoire, CERBALLIANCE GASCOGNE.
demeurant à Guizerix
- **Madame ALVES Marie Bernadette**
Commerciale, FDP.
demeurant à Barbazan-Debat
- **Madame BARDO Michèle**
Aide médico-psychologique, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS
L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Andrest

- **Madame BAZILLE Elisabeth**
Aide-soignante, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à La Barthe-de-Neste

- **Monsieur BIÉ Jean-Luc**
Conseiller pole emploi, POLE EMPLOI.
demeurant à Vic-en-Bigorre

- **Madame BOUTONNET Monique**
Responsable comptable, SABLIERES DES PYRENEES.
demeurant à Bours

- **Madame CADILLON Murielle**
Technicien de l'intervention sociale et familiale, FEDERATION PYRENE PLUS.
demeurant à Poueyferré

- **Monsieur CAPEL David**
Conducteur routier, XPO LOGISTICS CENTRE FRANCE.
demeurant à Tarbes

- **Monsieur CARDOSO Stephane**
Coordinateur, DANONE PRODUITS FRAIS FRANCE.
demeurant à Bordères-sur-l'Échez

- **Madame CASSOU Fabienne**
Opératrice en pyrotechnie, NEXTER MUNITIONS.
demeurant à Bazet

- **Monsieur CASSOU Jean-Michel**
Dessinateur, TRINQUIER.
demeurant à Ossun

- **Madame CASTILLON Isabelle**
Travailleur handicapé, ETABLISSEMENT PUBLIC D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SOINS DES HAUTES PYRENEES.
demeurant à Lannemezan

- **Madame CAZAJOUS Chantal**
Employée, CREDIT LYONNAIS.
demeurant à Odos

- **Madame CLEMENTE Christine**
Prep.produits salés, SALAISONS PYRENEENNES.
demeurant à Andrest

- **Monsieur CYPRES Regis**
Chef de projet aq et productivite, SAS SEB.
demeurant à Lourdes

- **Madame DAUBE Christine**
Aide médico-psychologique, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Loubajac

- **Monsieur DEDIEU Jean-Jacques**
Conducteur en ligne, DANONE PRODUITS FRAIS FRANCE.
demeurant à Tarbes

- **Madame DELANNOY Delphine**
Assistant technique du recouvrement, UNION DE RECOUVREMENT DE SECURITE SOCIALE ET D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE MIDI PYRENEES.
demeurant à Soues

- **Madame DESCONNET Véronique**
Coordinatrice restauration, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Hourc

- **Madame DISCOMPS Catherine**
Chauffeur préparatrice, OCP REPARTITION.
demeurant à Séméac

- **Monsieur DOMEK Jean-Bernard**
Agent technique, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Pujo

- **Madame DOSSAT Josette**
Laborantine, DANONE PRODUITS FRAIS FRANCE.
demeurant à Mazerolles

- **Monsieur DOUSSAU Francis**
Technicien de maintenance, SALAISONS PYRENEENNES.
demeurant à Oursbelille

- **Monsieur DUBARRY Dominique**
Scieur de merrains, MERRAIN FENDU DE FRANCE.
demeurant à Trie-sur-Baïse

- **Monsieur DUFAUR Stéphane**
Chauffagiste, FINANCIERE GROUPE PROXISERVE.
demeurant à Orleix

- **Monsieur DUPONT Raymond**
Travailleur handicapé, ETABLISSEMENT PUBLIC D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SOINS DES HAUTES PYRENEES.
demeurant à Lannemezan

Tél : 05 62 56 65 65
 Courriel : prefecture@hautes-pyrenees.gouv.fr
 Place Charles de Gaulle – CS 61350 – 65013 TARBES Cedex 9

- **Madame ECHARRI Dominique**
Csam, CAISSE D'ASSURANCE RETRAITE ET DE LA SANTE DU TRAVAIL.
demeurant à Tarbes

- **Madame ESCOT-SEP Marie-Pierre**
Infirmière, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA
PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Lourdes

- **Madame FAURIES Beatrice**
Lingère, AGIR SOIGNER EDUQUER INCLURE.
demeurant à Tournay

- **Madame FERNANDES Anne-Marie Dominique**
Monitrice éducatrice, AGIR SOIGNER EDUQUER INCLURE.
demeurant à Barbazan-Debat

- **Madame FERNANDEZ Corine**
Project management officer, SAFRAN HELICOPTER ENGINES.
demeurant à Saint-Pé-de-Bigorre

- **Madame FRANCISCO Catherine**
Aide-soignante, POLYCLINIQUE DE L'ORMEAU.
demeurant à Bordères-sur-l'Échez

- **Madame FRUTUOSO Olga**
Ouvrier, SALAISONS PYRENEENNES.
demeurant à Odos

- **Madame GALIN Véronique Brigitte Pascale**
Employée polycompétent de restauration, ELRES.
demeurant à Lannemezan

- **Monsieur GARAUD Serge**
Travailleur handicapé, ETABLISSEMENT PUBLIC D'ACCOMPAGNEMENT ET DE
SOINS DES HAUTES PYRENEES.
demeurant à Lannemezan

- **Madame GICQUIAU Veronique Marie Geraldine**
Comptable, SOC EXPLOITATION BOIS DU SUD OUEST.
demeurant à Montégut

- **Madame GUENE Isabelle**
Assistante d'exploitation, SOVAL.
demeurant à Vielle-Adour

- **Madame GUILLEN Sylvie Alice Andree**
Employée commercial, SUPERADOUR.
demeurant à Lannemezan

- **Madame LACLAVERIE Muriel**
Responsable pilotage de site, ACTION LOGEMENT SERVICES.
demeurant à Tarbes

- **Madame LANGRAND Valerie**
Auxiliaire de puériculture, POLYCLINIQUE DE L'ORMEAU.
demeurant à Tarbes

- **Monsieur LATU Eric**
Travailleur handicapé, ETABLISSEMENT PUBLIC D'ACCOMPAGNEMENT ET DE
SOINS DES HAUTES PYRENEES.
demeurant à Lannemezan

- **Monsieur LESCURE Pierre Olivier**
Employé de banque, BANQUE POPULAIRE OCCITANE.
demeurant à Horgues

- **Monsieur LOISEAUX Robin**
Chef d'équipe, EIFFAGE CONSTRUCTION MIDI PYRENEES.
demeurant à Ibos

- **Madame MARRIAT Sandrine**
Employée de banque, BANQUE POPULAIRE OCCITANE.
demeurant à Lanne

- **Madame MARTINEZ Fabienne**
Responsable de service hôtelier, AGIR SOIGNER EDUQUER INCLURE.
demeurant à Lespouey

- **Madame MARTINEZ Nathalie**
Aide-soignante, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA
PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Lamarque-Pontacq

- **Monsieur MARTINEZ Thierry, Jean, Bertrand**
Conducteur de travaux, SOCIETE GENERALE D'ENTRETIEN & MONTAGE.
demeurant à Laborde

- **Madame MAZZELLA DI BOSCO Veronique**
Animatrice qehs, ENSTO NOVEXIA.
demeurant à Tarbes

- **Monsieur MÉGIAS Jean-Pierre**
Technicien de répartition, OCP REPARTITION.
demeurant à Aureilhan

Tél 05 62 56 65 65
 Courriel : prefecture@hautes-pyrenees.gouv.fr
 Place Charles de Gaulle – CS 61350 – 65013 TARBES Cedex 9

- **Monsieur MICHEL Frédéric**
Directeur des opérations, IMERYS BEYREDE.
demeurant à Anla

- **Madame MORAN Marie-Rose**
Technicien, CAISSE PRIMAIRE ASSUR MALADIE.
demeurant à Tarbes

- **Madame MOREIRA Marie**
Auxiliaire de puériculture, CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES DES HAUTES
PYRENEES.
demeurant à Bours

- **Madame MUR Sophie**
Responsable de secteur, FEDERATION PYRENE PLUS.
demeurant à Horgues

- **Monsieur NAVAS Philippe**
Ouvrier, ETABLISSEMENT PUBLIC D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SOINS DES
HAUTES PYRENEES.
demeurant à Tarbes

- **Monsieur PUJO-MENJOUET Bernard**
Agent logistique, ENSTO NOVEXIA.
demeurant à Campan

- **Madame SALLES-CHITOU Alberte**
Chargée de prévention et orientation sociale, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DES
HAUTES-PYRENEES.
demeurant à Tarbes

- **Madame SEGONS Marie-Pierre**
Comptable, CAISSE PRIMAIRE ASSUR MALADIE.
demeurant à Soues

- **Monsieur SMIT Robert**
Concepteur, SAS SEB.
demeurant à Louey

- **Monsieur SOARES Filipe**
Technicien de maintenance, SCHINDLER.
demeurant à Moulédous

- **Madame SOPRANA Nadya**
Aide médico-psychologique, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS
L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Barbazan-Debat

- **Madame SUZAN Elisabeth**
Assistante de service social, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Oursbelille
- **Madame TEILH Evelyne**
Aide médico-psychologique, RESIDENCE DU LAC.
demeurant à Soréac
- **Monsieur TREHOUX Mickael**
Chef d'équipe charpentier couvreur, A.D.B. BATITOIT.
demeurant à Bazet

Article 3 : La médaille d'honneur du travail OR est décernée à :

- **Madame ABADIE Florence**
Employée de banque, CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE DE MIDI PYRÉNÉES.
demeurant à Séméac
- **Madame BARCELONNE Veronique Marie Jeanine**
Technicien relations clients, BOIRON.
demeurant à Tarbes
- **Madame BEGUE Genevieve**
Auxiliaire de vie sociale, FEDERATION PYRENE PLUS.
demeurant à Capvern
- **Monsieur BERDY Stephane**
électromécanicien, DAHER AEROSPACE.
demeurant à Louey
- **Madame BERNAD Sylvie**
Préparatrice de commandes, OCP REPARTITION.
demeurant à Ossun
- **Monsieur BOUEYRIE Eric**
Brevet de technicien supérieur traitement thermique & traitement de surface,
DAHER AEROSPACE.
demeurant à Ossun
- **Madame BOURGOIN Corinne**
Assistante gestion locative, FONCIA PYRÉNÉES GASCOGNE.
demeurant à Aureilhan

- **Madame BURG Liliane**
Travailleur handicapé, ETABLISSEMENT PUBLIC D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SOINS DES HAUTES PYRENEES.
demeurant à Vic-en-Bigorre

- **Madame CANO Marie Therese**
Travailleur handicapé - esat semeac, ETABLISSEMENT PUBLIC D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SOINS DES HAUTES PYRENEES.
demeurant à Tarbes

- **Monsieur CANTON Christian**
Informaticien, DAHER AEROSPACE.
demeurant à Arras-en-Lavedan

- **Monsieur CAPEL Gérald Raymond**
Directeur territorial délégué pôle emploi de tarn et garonne à montauban, POLE EMPLOI.
demeurant à Bordères-sur-l'Échez

- **Monsieur CASSOU-DEBAT Michel**
Technicien chimiste, ARKEMA FRANCE.
demeurant à Uglas

- **Madame CASSOU Lucette**
Opérateur de production, MAJ.
demeurant à Lourdes

- **Monsieur CASTILLON Eric**
Travailleur handicapé - esat lannemezan, ETABLISSEMENT PUBLIC D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SOINS DES HAUTES PYRENEES.
demeurant à Lannemezan

- **Monsieur CAZADE Vincent**
Tourneur fraiseur, DAHER AEROSPACE.
demeurant à Odos

- **Madame CAZENAVE Christine Jeanne Juliette**
Responsable commerciale, DISTRIBUTION CASINO FRANCE.
demeurant à Lhez

- **Monsieur CHARLES Patrick**
Acheteur, SAS SEB.
demeurant à Louey

- **Monsieur COLLONGUES Christian**
Chaudronnier, SOCATA.
demeurant à Castelvieilh

- **Monsieur COLLONGUES Marc**
Technicien d'atelier, DAHER AEROSPACE.
demeurant à Lanne
- **Madame DAVID Yvette**
Operatrice de production polyvalent, SAS SEB.
demeurant à Saint-Pé-de-Bigorre
- **Monsieur DOLEAC Christophe**
Technicien d'atelier, DAHER AEROSPACE.
demeurant à Chis
- **Monsieur DUCLOS Jean Paul**
Responsable travaux particulier, COLAS FRANCE.
demeurant à Aureilhan
- **Madame DUPRAT Marie-Therese**
Auxiliaire de vie sociale, FEDERATION PYRENE PLUS.
demeurant à Oursbelille
- **Madame FABREGAT Sylvie**
Gestionnaire administrative, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS
L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Agos-Vidalos
- **Madame FERNANDEZ Corine**
Project management officer, SAFRAN HELICOPTER ENGINES.
demeurant à Saint-Pé-de-Bigorre
- **Monsieur FERNANDEZ Patrick**
Charge d'operation, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DES HAUTES-PYRENEES.
demeurant à Bordères-sur-l'Échez
- **Monsieur FERNANDEZ Patrick**
Conducteur d'installation fruits, DANONE PRODUITS FRAIS FRANCE.
demeurant à Vic-en-Bigorre
- **Monsieur FILBET Thierry**
Magasinier polyvalent, AUTODISTRIBUTION POIDS-LOURDS.
demeurant à Sombrun
- **Monsieur FIS Pascal**
Responsable forêt, CANADELL.
demeurant à Maubourguet
- **Madame FONTANA DEGEILH Eliane**
Responsable de secteur, FEDERATION PYRENE PLUS.
demeurant à Soues

- **Madame FOREAU Marcelle Marie Françoise**
Auxiliaire de vie, FEDERATION PYRENE PLUS.
demeurant à Bernac-Debat

- **Monsieur FOUCHÉ Pierre**
Responsable atelier, THALES LAS FRANCE SAS.
demeurant à Castéra-Lanusse

- **Monsieur FRUHAUFF Daniel Gilles**
Technicien supérieur - électrotechnique, DAHER AEROSPACE.
demeurant à Saint-Martin

- **Madame GARRIGUES Martine Maryse Catherine**
Technicien supérieur, DAHER AEROSPACE.
demeurant à Tarbes

- **Madame GAZICA Beatrice**
Responsable commerciale, DISTRIBUTION CASINO FRANCE.
demeurant à Aureilhan

- **Monsieur GINESTE Yves**
Chef de chantier, SADE - COMPAGNIE GENERALE DE TRAVAUX
HYDRAULIQUES.
demeurant à Castéra-Lou

- **Monsieur GUYONNET Jean**
Cuisinier, SODEXO ENTREPRISES.
demeurant à Ilhet

- **Madame HERZTBERG Véronique**
Chargée d'activité qualifiée, PAU BEARN HABITAT.
demeurant à Luquet

- **Madame LACAZE Nathalie**
Aide médico-psychologique, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS
L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Arcizans-Avant

- **Monsieur LACRAMPE MOINE David**
Technicien d'atelier - ajusteur cellule avion, DAHER AEROSPACE.
demeurant à Azereix

- **Monsieur LAFFORGUE Christian**
Gestionnaire données techniques, NEXTER MUNITIONS.
demeurant à Séméac

- **Madame LAMEIGNERE Josette**
Travailleur handicapé, ETABLISSEMENT PUBLIC D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SOINS DES HAUTES PYRENEES.
demeurant à Vic-en-Bigorre

- **Monsieur LAPEYRADE Herve**
Responsable commercial, DISTRIBUTION CASINO FRANCE.
demeurant à Camalès

- **Monsieur LASSERRE Serge**
Concepteur électronique, LEGRAND FRANCE.
demeurant à Andrest

- **Madame LOO Brigitte**
Travailleur handicapé, ETABLISSEMENT PUBLIC D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SOINS DES HAUTES PYRENEES.
demeurant à Sarp

- **Madame LORMIERES Suzanne**
Réfèrent technique contentieux, CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES DES HAUTES PYRENEES.
demeurant à Bénac

- **Monsieur LOUDET Didier**
Opérateur finissage, IMERYS BEYREDE.
demeurant à Sarrancolin

- **Monsieur MANASÉ Antoine**
Responsable de secteur, ONET SERVICES.
demeurant à Tarbes

- **Monsieur MANZI Patrick**
Gestionnaire de magasin, DAHER AEROSPACE.
demeurant à Juillan

- **Madame MARCARIE Aline - Germaine**
Employé commercial confirmé, DISTRIBUTION CASINO FRANCE.
demeurant à Pujo

- **Monsieur MARTINEZ Thierry, Jean, Bertrand**
Conducteur de travaux, SOCIETE GENERALE D'ENTRETIEN & MONTAGE.
demeurant à Laborde

- **Monsieur MICHEL Frédéric**
Directeur des opérations, IMERYS BEYREDE.
demeurant à Anla

- **Madame MIRAS Corinne Carmen Pierrette**
Secrétaire comptable, SA ETABLISSEMENT CHAPELET-LETOURNEUX.
demeurant à Louey

- **Monsieur PAU Didier, Daniel**
Ingénieur, DAHER AEROSPACE.
demeurant à Odos

- **Monsieur PEREZ Francois**
Chargé de clientèle génie climatique, REXEL FRANCE.
demeurant à Juillan

- **Madame POCINO Joelle**
Employée de banque, CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE DE MIDI
PYRENEES.
demeurant à Hourc

- **Madame PUYOL Marie-Thérèse**
Technicienne hse - système de management, ARKEMA FRANCE.
demeurant à Hèches

- **Madame ROUSSE Jeanine Henriette Gilberte**
Auxiliaire de vie sociale, FEDERATION PYRENE PLUS.
demeurant à Bagnères-de-Bigorre

- **Monsieur RUCHE Didier**
Chef de poste, IMERYS BEYREDE.
demeurant à Beyrède-Jumet-Camous

- **Monsieur SAINT-HILAIRE Thierry**
Chef de poste, IMERYS BEYREDE.
demeurant à Hèches

- **Monsieur SAVIN Eric**
Chargé de clientèle banque assurance, CAISSE REGIONALE DU CREDIT MUTUEL
MIDI ATLANTIQUE.
demeurant à Dours

- **Monsieur TEXIER Olivier, Vincent**
Comptable, AGIR SOIGNER EDUQUER INCLURE.
demeurant à Orleix

- **Monsieur VOLLE Lionel**
Technicien d'exploitation, DALKIA.
demeurant à Séméac

Article 4 : La médaille d'honneur du travail GRAND OR est décernée à :

- **Madame ABBRACCIAMENTO Annick, Elise, Marie**
Chef de service caisse, AGENCE BIGNALET.
demeurant à Lourdes
- **Monsieur ARNE Francis**
Employé, IMERYS BEYREDE.
demeurant à Sarrancolin
- **Monsieur ARTERO Francis**
Ajusteur, DAHER AEROSPACE.
demeurant à Sarriac-Bigorre
- **Madame ASPECT Christine**
Employée commercial, SUPERADOUR.
demeurant à Houeydets
- **Monsieur BAT Pascal**
Technicien électromécanicien, IMERYS BEYREDE.
demeurant à La Barthe-de-Neste
- **Monsieur BIRON Bernard**
Acheteur, IMERYS BEYREDE.
demeurant à Bordes
- **Monsieur BLAQUE Patrick**
Agent ordonnancement, SAS SEB.
demeurant à Oléac-Dessus
- **Monsieur BONNECARRERE Marc Robert**
Technicien, DAHER AEROSPACE.
demeurant à Tarbes
- **Madame BRAGHETTO Barbara**
Animateur de ligne, SAS SEB.
demeurant à Lourdes
- **Monsieur DUMESTRE Alain**
Responsable maintenance opérationnelle, DANONE PRODUITS FRAIS FRANCE.
demeurant à Castéra-Lou
- **Monsieur GOMES Georges**
Magasinier, IMERYS BEYREDE.
demeurant à Lannemezan
- **Monsieur HARTANÉ Thierry**
Technicien méthode de maintenance, IMERYS BEYREDE.
demeurant à Lagrange

- **Madame LABARTHE-SETIEY Gisèle**
Technicienne, CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE.
demeurant à Tarbes

- **Madame MOTTA Véronique**
Aide médico-psychologique, ACCOMPAGNER LES DIFFERENCES VERS
L'AUTONOMIE PAR LA PARTICIPATION L'EGALITE ET L'INCLUSION.
demeurant à Pinas

- **Monsieur PIEGE Thierry**
Plombier monteur, SARL ETABLISSEMENTS BEGARIES.
demeurant à Lourdes

- **Monsieur ROUCH Robert**
Ingénieur, ALSTOM TRANSPORT SA.
demeurant à Odos

- **Madame SALLABERRY Marie-Laure**
Retraitée, CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES DES HAUTES PYRENEES.
demeurant à Ibos

- **Monsieur TISSERANT Serge**
Chargé de maintenance industrielle, NEXTER MUNITIONS.
demeurant à Maubourguet

- **Madame VAN HEERDEN Noëlle**
Gestionnaire, NEXTER MUNITIONS.
demeurant à Saint-Martin

Article 5 : Madame la Secrétaire Générale et Madame la Directrice des Services du Cabinet des Hautes-Pyrénées sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Tarbes, le

03 NOV. 2023

Le préfet


Jean SALOMON

Tél 05 62 56 65 65
Courriel prefecture@hautes-pyrenees.gouv.fr
Place Charles de Gaulle – CS 61350 – 65013 TARBES Cedex 9

Préfecture des Hautes-Pyrénées

65-2023-11-06-00001

Arrêté préfectoral portant dissolution du
syndicat mixte du Plateau de Lannemezan et des
Vallées Neste Barousse



**PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral n°

portant dissolution du syndicat mixte du Plateau de Lannemezan et des Vallées Neste Barousse

**Le Préfet des Hautes-Pyrénées,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

Vu les articles L5711-1, L5212-33 et L5211-26 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret du 22 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Jean Salomon, en qualité de préfet des Hautes-Pyrénées ;

Vu le décret du 02 septembre 2022 portant nomination de Madame Nathalie Guillot-Juin en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022 portant délégation de signature à Madame Nathalie Guillot-Juin, secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 novembre 1996 portant création du syndicat mixte du Plateau de Lannemezan et des Vallées Neste Barousse modifié ;

Vu les délibérations prises le 30 juin 2023 par le comité syndical du syndicat mixte du Plateau de Lannemezan et des Vallées Neste Barousse décidant de sa dissolution et établissant les modalités de répartition de son patrimoine ;

Vu les délibérations concordantes des collectivités membres dudit syndicat, approuvant sa dissolution ;

Considérant qu'en vertu des dispositions de l'article L5212-33 du Code général des collectivités territoriales, un syndicat peut être dissous par le consentement des organes délibérant de l'ensemble de ses collectivités membres ;

Considérant qu'à ce jour les conditions de majorité qualifiée sont réunies ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,

ARRETE

ARTICLE 1 – Le syndicat mixte du Plateau de Lannemezan et des Vallées Neste Barousse est dissous.

ARTICLE 2 – La répartition budgétaire et comptable de tous les soldes de compte de résultats et le solde de trésorerie sont transférés selon le prorata du nombre d'habitants représentés pour chacun des EPCI soit :

- 29,095 % pour la communauté de communes Neste Barousse
- 70,905 % pour la communauté de communes du Plateau de Lannemezan

ARTICLE 3 – Le comité syndical du syndicat mixte du Plateau de Lannemezan et des Vallées Neste Barousse demeurera en fonction uniquement pour l'arrêt des comptes et le vote du compte administratif 2023.

ARTICLE 3 – Madame la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées, Monsieur le directeur départemental des Finances Publiques, Monsieur le président du syndicat mixte du Plateau de Lannemezan et des Vallées Neste Barousse et les présidents des communautés de communes membres concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs des services de l'État des Hautes-Pyrénées.

Fait à Tarbes, le - 6 NOV. 2023

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,


Nathalie GUILLOT-JUIN

Délais et voies et moyens de recours (application de la loi n°2000-231 du 12 avril 2000)

Dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux adressé à M. le Préfet des Hautes-Pyrénées – Place Charles de Gaulle – CS 61350 – 65013 TARBES – Cedex 9,
- soit un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 PARIS,
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de Pau, 50 cours Lyautey, BP 543 – 64010 PAU CEDEX.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme du silence de l'administration pendant deux mois.